

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ÉTRANGERS DANS LES LOIS

SUR LES

ACCIDENTS DE TRAVAIL

ET LES

RETRAITES OUVRIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 7 juin 1913, à 3 heures

PAR

MAURICE WIDIEZ

AVOCAT A VALENCIENNES,

LAURÉAT DE LA FACULTÉ LIBRE DE LILLE (1906-1907-1908)

Président : M. JAY.

Suffragants : { MM. CAPITANT, { professeurs.
PERCEROU,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ÉTRANGERS DANS LES LOIS

SUR LES

ACCIDENTS DE TRAVAIL

ET LES

RETRAITES OUVRIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 7 juin 1913, à 3 heures

PAR

MAURICE WIDIEZ

AVOCAT A VALENCIENNES,

LAURÉAT DE LA FACULTÉ LIBRE DE LILLE (1906-1907-1908)

Président : M. JAY.

Suffragants : { MM. CAPITANT, { professeurs.
PERCEROU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1913





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551424_0045

INTRODUCTION

Parmi toutes les questions qui préoccupent à juste titre le législateur, il n'en est pas qui puissent l'intéresser à un plus haut point que les questions ouvrières. Le prodigieux développement de l'industrie, l'appétit croissant du prolétariat, sont devenus des vérités tellement évidentes qu'elles ne souffrent plus la démonstration. Il faudrait être aveugle pour le nier, il faudrait être fou aussi.

L'armée ouvrière, remarquablement organisée et militairement conduite, réclame plus impérieusement de jour en jour la réalisation des promesses qui lui ont été faites tant de fois, et c'est peut-être à cette préoccupation de satisfaire, dans la mesure du possible, les revendications d'une puissance qui connaît sa force et qui en use que nous devons (résultat remarquable pour un si bref espace de temps) d'avoir pu assister depuis 20 ans à une aussi belle floraison des lois ouvrières.

Sans doute — nous l'admettons — les initiatives patronales avaient déjà, pour leur compte personnel, poursuivi et réalisé quelques-uns de ces changements heureux auxquels la loi devait plus tard apporter l'appui de son pouvoir coercitif.

Comme le disait M. Paul Leroy-Beaulieu, « il y a eu quelques abus révélés par les enquêtes, et l'opinion, avant

la loi, en a fait justice. Les patrons ont compris de plus en plus que leur propre intérêt était lié au bien-être matériel et moral de leurs ouvriers, et ce sentiment les a déterminés à prendre d'eux-mêmes tout cet ensemble de mesures tutélaires et prévoyantes qui constituent l'œuvre du patronage et dont l'Alsace est la terre promise. Et pourquoi parler de la résistance invincible qu'opposeront les patrons à l'adoption de ces mesures, si la loi nationale ne les impose à tous leurs concurrents du dedans, et la loi internationale à tous leurs concurrents du dehors ? Sans y être contraintes autrement que par leur intérêt bien entendu, beaucoup de maisons ont fait spontanément beaucoup plus qu'on n'aurait pu songer à exiger d'elles, et loin que ces libéralités les aient compromises, ces maisons sont au contraire celles qui tiennent la tête de l'industrie. »

Et, avec M. Cheysson d'ailleurs (1), il terminait en demandant aux pouvoirs publics de laisser libre cours à l'initiative patronale sans l'endiguer « par une contrainte légale, par l'intervention indiscrète de la loi ».

Nous ne les suivrons pas dans leurs conclusions. Sans être partisan de la théorie de « l'Etat providence », nous estimons que l'intervention du législateur est nécessaire en pareille matière d'abord pour réaliser l'unité là où l'initiative patronale s'est manifestée, et pour la suppléer ensuite dans celles plus nombreuses où son influence bienfaisante est restée presque nulle.

(1) Cheysson, *Congrès international du commerce et de l'industrie*, Paris, 23. au 28 septembre 1889.

Une législation ouvrière, le monde du travail la désirait ardemment ! La bienveillance de l'employeur qui lui était bénévolement accordée lui semblait précaire, instable, mal assise. Il lui fallait la réalité tangible d'un texte de loi.

Les revendications ouvrières et, il faut bien le dire aussi, une compréhension plus exacte des devoirs de justice et d'humanité furent les principaux facteurs du grand frisson social qui dure encore.

Depuis 1890 jusqu'à nos jours, pour ne prendre que cette courte période, combien de modifications ont été apportées à la législation du travail : loi du 2 novembre 1892 sur la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, lois des 12 juin 1893 et 4 juillet 1903 sur la réglementation au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et sur la police des ateliers, loi du 9 avril 1898 sur les accidents, loi du 30 mars 1900 sur la réglementation de la durée du travail, loi du 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux, loi du 14 juillet 1905 sur les pensions pour la vieillesse, loi du 29 septembre 1905 sur l'assurance obligatoire pour la marine marchande, convention internationale de Berne en 1905 pour la réglementation du travail de nuit des femmes, loi du 12 avril 1906 sur les habitations ouvrières et à bon marché, loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières,

projets de lois destinées à augmenter la protection légale des femmes et des enfants, et enfin ce Code du travail à l'élaboration duquel le conseil supérieur du travail apporte toute son énergie !

Dans ce champ immense de la législation ouvrière, deux productions surtout méritent de retenir l'attention : la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, d'une application tellement fréquente que les décisions de jurisprudence qui s'y rattachent ne seront bientôt plus que des formules rédigées d'avance, celle aussi du 5 mars 1910 sur les retraites, si longtemps promise qu'on put désespérer de la voir naître un jour.

Nous n'avons pas l'intention, au cours des développements qui vont suivre, d'en faire l'étude détaillée ; ce serait une tâche bien lourde et bien peu originale. Si la loi du 5 mars 1910, très proche de nous et dont l'application n'est pas encore définitivement consacrée, n'a trouvé jusqu'ici que peu de commentateurs, celle de 1898, par les études qu'elle a suscitées au cours de ses 15 années d'existence, suffirait à remplir une bibliothèque.

Nous ne les envisagerons qu'à un point de vue particulier : celui des ouvriers étrangers, problème délicat qui a soulevé des difficultés nombreuses, pour lequel la jurisprudence et la doctrine luttent encore. Son intérêt est double : doctrinal d'abord par les questions de droit international privé qu'il soulève, mais pratique aussi et surtout.

On a tendance à s'imaginer que la question n'intéresse

qu'un petit nombre de personnes : c'est une grave erreur. Le tableau que nous donnons ci-dessous va nous fournir la preuve du contraire (1).

Années	Nombre total d'étrangers	Nombre d'étrangers par 100 habitants
1851	379.289	1.06
1866	635.495	1.67
1872	730.844	2.03
1876	801.754	2.17
1881	1.001.090	2.68
1886	1.126.531	3
1891	1.130.212	3.02
1896	1.051.507	2.94
1901	1.037.778	2.92

Les chiffres qui précèdent ne donnent pas d'ailleurs une physionomie complètement exacte de la situation. Ils ne comprennent pas, en effet, la population nomade, c'est-à-dire les Belges, les Italiens ou les Polonais, qui passent en France le temps de la moisson, ou encore les étrangers qui viennent travailler quotidiennement en France et qui résident dans leurs pays respectifs. Ces chiffres sont cependant suffisamment éloquents, ils nous permettent de constater que la colonie étrangère est en augmentation croissante depuis 1851 jusqu'en 1891. D'ailleurs, si la sta-

(1) Cf. Barthélémy Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 4. — Sous la rubrique « étrangers », nous faisons figurer dans ce tableau tous les non-Français résidant en France, hommes ou femmes, adultes ou enfants, travailleurs ou non.

tistique précédente accuse, depuis 1891, un léger recul, cela tient tout simplement au développement des voies de communication qui, en permettant à un plus grand nombre d'étrangers de rentrer chez eux aussitôt leur travail accompli, a fait décroître le total des « résidents » (seuls mentionnés au tableau), tandis que s'accroissait d'autant la catégorie des « nomades ». Mais le chiffre total n'a pas diminué, bien au contraire.

Si la question du traitement des ouvriers étrangers dans la loi de 1898 et celle de 1910 intéresse à un haut degré une importante fraction du monde du travail ; si, comme nous venons de le prouver, la France, pays riche, attire chez elle ceux plus pauvres qui la considèrent, à tort ou à raison, comme un pays de cocagne, il va sans dire que cette attraction se manifeste plus nettement encore dans les départements frontières.

Dans la région du Nord, pour ne prendre qu'elle, c'est une constatation facile à faire que les centres industriels à développement rapide sont ceux-là justement qui se trouvent à proximité de la frontière. C'est en cet endroit que peut s'exercer, plus facilement, ce phénomène d'osmose auquel nous faisons allusion plus haut. Endosmose du matin, exosmose du soir : telle est la formule. Chaque jour, plus de 15.000 Belges viennent ainsi travailler en France. Ils y sont aidés par les grandes entreprises. La Compagnie des Mines d'Anzin n'a-t-elle pas fait établir une voie ferrée dont la gare terminus est en Belgique et sur laquelle elle transporte gratuitement son personnel ;

la Compagnie du Chemin de fer du Nord n'a-t-elle pas contribué elle aussi, par ses abonnements à la semaine, à favoriser ces déplacements journaliers ? Et nous ne parlons pas des démarcheurs attirés qui vont offrir en pays étrangers les gros salaires, comme autrefois les sergents attiraient les recrues par la promesse d'une haute paye.

D'après le recensement de 1896, il y avait en France 382.000 ouvriers étrangers, dont 200.000 Italiens (1). Ce chiffre se décomposait comme suit : 287.000 hommes contre 95.000 femmes. La proportion des étrangers dans l'ensemble des travailleurs est donc de 5.55 o/o pour les hommes, et 5.46 o/o pour les femmes, soit un peu plus d'un vingtième de ceux qu'intéresse la question des retraites ou des accidents.

Et ceci est une moyenne prise dans l'ensemble du territoire français. Dans le voisinage immédiat des frontières, la proportion, nous ne craignons pas de le dire, est complètement renversée.

Dans la plus grande partie des établissements industriels des départements frontières, les Français et les étrangers employés dans les différents services sont en nombre égal ; plusieurs accusent une supériorité très nette en faveur de l'ouvrier étranger ; certains, notamment à Blanc-Misseron (Nord), nous ont avoué — et ils ont éprouvé le

(1) Ceci n'est pas fait pour nous surprendre : les Italiens possédant plus qu'aucun autre peuple (supériorité que nous ne leur envions point d'ailleurs) une facilité remarquable d'émigration.

besoin de s'excuser — quatre cinquièmes d'ouvriers étrangers contre un cinquième d'ouvriers français ; d'autres enfin se sont abstenus de nous répondre, préférant, dans le doute où nous les avons laissés sur nos sentiments personnels — protection du travail national ou cosmopolitarisme — garder une prudente réserve.

Citons encore, à titre documentaire, la statistique de la chambre des entrepreneurs de Lille pour l'industrie du bâtiment (1).

Terrassiers	Aucun ouvrier français
Maçons	45 0/0 d'étrangers.
Tailleurs de pierres bleues . . .	90 0/0
Tailleurs de pierres blanches . .	50 0/0
Menuisiers ou charpentiers . . .	25 0/0
Plafonneurs	60 0/0
Couvreurs ou zingueurs	10 0/0
Peintres	25 0/0

Cet envahissement progressif de nos usines par la main-d'œuvre étrangère est-il un bien, est-il un mal ? La question n'est pas de celles que l'on peut résoudre en quelques lignes, et son étude nous transporterait bien au delà des limites que nous nous sommes imposées. Nous nous contenterons de la signaler au passage. Protection du travail national d'une part, droit à la vie d'autre part, droit qui ne connaît pas de frontières, qui n'a ni latitude ni longitude et qui doit pouvoir s'exercer librement dans le

(1) Recensement professionnel de 1896, vol. IV, p. 9.

pays voisin s'il ne trouve pas à se satisfaire sur le sol d'origine : nobles théories toutes deux dont les tenants respectifs sont animés d'un égal désir de l'emporter sur l'autre, théories qui nous paraissent d'ailleurs parfaitement conciliables si les adversaires, au lieu d'user leurs forces dans une lutte stérile de doctrine, voulaient bien chercher, d'un commun accord, dans la pratique, un terrain d'entente.

Les développements trop longs (nous nous en excusons) dans lesquels nous venons d'entrer n'avaient qu'un but : prouver, et nous croyons l'avoir fait, que les difficultés en cette matière ne sont pas seulement des controverses d'école, mais qu'elles se retrouvent également dans le domaine de la pratique.

Nous estimons donc faire œuvre utile en les étudiant au cours de ces pages tant pour la loi de 1898 que pour celle de 1910.

Nous les diviserons en trois parties : la première réservée à la question des étrangers dans la législation relative aux accidents du travail ; la seconde consacrée à la même étude en ce qui concerne la question des retraites ouvrières ; dans la troisième partie nous comparerons les différentes méthodes qui ont été proposées pour résoudre le problème de l'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers au point de vue des assurances sociales.

Nous n'ignorons certes pas qu'il existe, en dehors de l'assurance-accident et de l'assurance-vieillesse, d'autres matières qui rentrent également dans la rubrique « assu-

rances sociales ». Nous savons que plusieurs grandes associations ont déjà discuté ces questions. L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, en particulier (et son nom reviendra souvent sous notre plume), adoptait au Congrès de Zurich, les 10, 11 et 12 septembre 1912, les résolutions suivantes présentées par la V^e commission (président : M. le professeur Corsi : « L'association recommande de nouveau instamment aux gouvernements représentés dans son sein, ainsi qu'aux sections nationales, de perfectionner ces principes (ceux de réciprocité diplomatique et de conventions internationales) et de les appliquer aux domaines de l'assurance contre la maladie, les accidents, la vieillesse et l'invalidité. Elle recommande en outre à l'attention des sections et des gouvernements intéressés les différentes méthodes d'assurance de la maternité. Les lois sur cette forme d'assurance doivent prévoir, autant que possible, une période minima de secours uniforme de 8 semaines, ainsi qu'une indemnité de secours à peu près égale, afin de faciliter par des traités l'application du libre passage et du transfert de l'assurance lorsque des changements de domicile et de pays d'assurance se produisent (1). »

Bien que la question ait été déjà envisagée, il nous a

(1) Ces résolutions, non encore publiées, nous ont été transmises par l'entremise bienveillante de M. Raoul Jay, professeur à la Faculté de Paris, et de M. Martin Saint-Léon, bibliothécaire du Musée social. Qu'ils veuillent bien accepter ici l'expression de notre reconnaissance !

semblé qu'il serait un peu prématuré de prendre position vis-à-vis de matières qui ne sont encore qu'à l'état d'ébauche. D'autres viendront, derrière nous, qui, débarrassés des tâtonnements et des hésitations du début, entreprendront cette étude avec plus de fruits que nous n'aurions pu le faire nous-même. Pour notre part, nous nous bornerons à l'étude du traitement des ouvriers étrangers dans les deux seules assurances que la loi ait sanctionnées et qui sont le prodrome des transformations à venir : trop heureux si nous réussissons, après avoir apporté, au cours de cette modeste étude, le dernier état de la jurisprudence et les opinions des spécialistes de la matière, à jeter un peu de lumière sur ces sujets arides, qui passionnent cependant l'opinion puisqu'ils sont un des éléments du redoutable problème de la question sociale !

PREMIÈRE PARTIE

LES OUVRIERS ÉTRANGERS ET LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

AVANT LA LOI DE 1898.

L'homme qui travaille au service d'un patron au voisinage immédiat de la machine peut être d'un moment à l'autre victime d'un accident.

L'accident, c'est-à-dire l'atteinte au corps humain, provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure (Marestaing, *Définition des accidents du travail dans les divers pays*, p. 3) qui se différencie par conséquent de la maladie, « état continu et durable né d'une cause également continue et durable », était moins fréquent autrefois que de nos jours en raison de la moindre importance des industries en général. C'est là une vérité évidente ; elle s'impose avec la force d'un axiome.

Au fur et à mesure qu'elles se développèrent, le chiffre

des accidents du travail suivit une progression ascendante. Bien que cette progression ne fût pas en rapport direct du développement du machinisme, l'opinion publique finit par s'émouvoir. Et c'est alors que se posa avec le plus d'intensité cette question angoissante s'il en fut : le patron, celui « qui use à son profit les forces et la santé des ouvriers », ne peut-il, ne doit-il pas être rendu responsable de l'accident !

En l'absence d'un texte précis, l'article 1382 — le plus hospitalier du Code — répondait à la question, mais d'une façon bien peu satisfaisante : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Si, en vertu de ce principe, celui qui cause le dommage en doit la réparation, encore fallait-il, pour faire supporter au patron le poids d'une responsabilité quelconque, arriver à prouver sinon sa faute (la jurisprudence était assez large en cette matière), tout au moins sa négligence.

Le fardeau de la preuve, par application du droit commun, incombait tout entier à l'ouvrier demandeur à l'indemnité : *Onus probandi actori incumbit*.

Cette obligation, on le comprendra sans peine, était extrêmement pénible (1). La preuve par témoins, si incertaine, si aléatoire dans la majorité des cas, était ici moins sûre encore ; l'accident dont l'ouvrier était victime avait détruit parfois, par explosion ou incendie, les hommes et

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, 3^e édit., t. II, p. 611.

les machines ; les contremaîtres responsables n'osaient, par crainte du renvoi, dire toute la vérité qui aurait pu être accablante à leur endroit ; enfin les compagnons d'atelier, en face du règlement de compte, punition de leur franchise, ne déposaient pas en faveur de leur camarade, ou s'ils le faisaient, c'était en des termes si anodins, avec des formes tellement dubitatives, qu'un pareil témoignage ne pouvait servir de base solide à une argumentation quelconque. En supposant même — et le fait se produisait parfois — que tous ces éléments de preuve fussent favorables à l'ouvrier, il n'en était pas moins obligé d'exposer, dans une procédure d'issue douteuse, les petites réserves accumulées au prix de mille efforts.

Désespéré d'arriver à une solution judiciairement énoncée, le plus souvent il perdait patience et il cédait, préférant la maigre réalité aux espérances peut-être trompeuses de l'avenir. Cette situation lamentable paraît presque oubliée aujourd'hui ; elle est cependant encore, à l'heure actuelle, celle de nombreux ouvriers, de tous ceux qui n'ont pas trouvé place dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1898 (1), et que n'atteignent pas les lois du 21 avril

(1) Elle comprend les ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières et carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

1898 (inscrits maritimes), du 30 juin 1899 (accidents causés par des machines agricoles mues par des moteurs inanimés), du 12 avril 1906 (extension au commerce).

S'il était nécessaire enfin de l'illustrer par un exemple, nous pourrions citer le cas de la veuve d'un mécanicien de première classe mort au service de la Compagnie du Chemin de fer du Nord (affaire Vve Bottiaux c. Cie du Nord), qui cherche depuis 1895 à obtenir réparation du préjudice subi et qui travaille depuis cette date pour pouvoir intenter à ses frais (l'assistance judiciaire lui ayant été impitoyablement et à plusieurs reprises refusée) cette action en paiement d'une indemnité à laquelle elle a droit.

Cette législation, si dure par certains côtés, présentait cependant un avantage : au cas très rare où l'ouvrier triomphait des difficultés que nous venons de signaler et établissait nettement la responsabilité patronale, il obtenait la réparation pleine et entière du préjudice subi. L'article 1382 n'admettait pas, en effet, le principe forfaitaire que nous retrouverons dans la loi de 1898.

Quelle était, en face de l'article 1382, la situation de l'ouvrier étranger victime d'un accident et de ses ayants droit ? Assimilation absolue entre l'ouvrier étranger et l'ouvrier français (1) ; l'un comme l'autre ont les mêmes droits, sans distinction de nationalité : les décisions de la jurispru-

(1) Une seule différence existait ; en cette matière comme en toute autre, les étrangers demandeurs sont tenus de fournir la *cautio judicatum solvi*, à moins qu'ils n'en soient dispensés par une convention diplomatique contraire.

dence étaient toutes dans ce sens, c'était aussi l'opinion presque unanime de la doctrine.

L'article 1382 ne peut guère servir de base à cette thèse : la généralité elle-même de ses termes n'est pas un argument bien sérieux. C'est dans les principes essentiels du droit international privé que nous irons les puiser. « L'étranger, dit l'article 11 du Code civil, jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou qui seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra. »

Cet article 11 a été diversement interprété (1). Il est permis en effet de se demander, en face de ses termes, si en l'absence d'un traité tous les droits privés généralement quelconques sont refusés aux sujets étrangers ou bien si, même à défaut de toute convention, ceux-ci sont admis en France à la jouissance de ces mêmes droits.

Sans vouloir discuter dans tous leurs détails les nombreux systèmes auxquels cet article a donné naissance, nous nous permettrons cependant de les énumérer très brièvement.

Un premier système s'en tient à l'application stricte de l'article 11. Se basant sur les termes de l'article 8 qui pose le principe de l'admission des Français à tous les droits civils et privés et sur ceux non moins précis de l'article 11 qui en exclut les étrangers, sauf tempérament de la con-

(1) Weiss, *Manuel de droit international privé*, 3^e édit., pp. 237 et suiv.

vention, il estime que l'exclusion des étrangers des droits privés est donc la règle, que la capacité est l'exception (Demolombe).

Une deuxième théorie est favorable à l'idée que l'étranger peut jouir en France de tous les droits privés qui appartiennent aux Français. Cependant — et par exception — certains droits civils sont propres à ces derniers et ne peuvent être attribués aux étrangers qu'en vertu d'un traité conclu par leur gouvernement avec la France sur la base de la réciprocité (Demangeat et Valette).

Un troisième système — et c'est celui qui compte les plus nombreux partisans — repose sur la distinction qu'il fait entre le *jus civile* et le *jus gentium*. Pour les adeptes de ce troisième système, notamment pour MM. Aubry et Rau qui en ont eu l'idée les premiers, le mot « droit civil » dont parle l'article 11 doit être pris au sens ancien, comme l'entendaient autrefois le droit romain et notre vieux droit français qui opposaient aux facultés du droit civil (*jus civile*) réservées aux nationaux celle du droit des gens (*jus gentium*) dont les étrangers eux-mêmes pouvaient réclamer la jouissance.

La jurisprudence a d'ailleurs suivi ce troisième système tout au moins dans son principe : c'est-à-dire pour la distinction entre droits civils et droits des gens. Elle admet, à l'inverse de cette théorie, que les droits civils et les droits des gens ne sont pas catalogués d'une façon précise et immuable par la loi, que dans chacun des cas où la question leur sera soumise les tribunaux apprécieront souve-

rainement si, dans l'espèce litigieuse, tel droit fait partie de la première ou de la seconde catégorie.

Et c'est ainsi qu'elle refusera aux étrangers l'adoption, la tutelle, le droit d'être membre d'un conseil de famille (sauf exception pour les ascendants), l'hypothèque légale des mineurs, interdits et femmes mariées, le droit de plaider entre étrangers devant les tribunaux français, sauf en matière réelle et immobilière (1).

Nous ne nous attarderons pas à discuter les mérites respectifs de ces diverses théories, il nous suffira de faire remarquer que toutes, sauf la première qui, si elle peut invoquer à son profit la grande autorité de M. Demolombe, n'est plus guère suivie aujourd'hui, toutes concluent en faveur de l'assimilation entre l'ouvrier étranger et l'ouvrier national au point de vue spécial qui nous occupe (réparation du préjudice causé par l'accident) ; la deuxième, parce qu'elle admet l'étranger à tous les droits privés, sauf à ceux qui lui sont interdits par un texte de loi (ce que n'a point fait l'article 1382) ; la troisième, parce qu'elle estime que l'article 1382 étant la consécration d'un principe supérieur de justice et d'équité, il y a lieu de l'appliquer à ceux qui, avant d'être des étrangers, sont aussi des hommes ; la jurisprudence enfin qui n'a inscrit dans les recueils aucune décision spéciale aux ouvriers

(1) Raffalli, *De l'application des lois d'assurance et de responsabilité aux ouvriers étrangers spécialement en matière d'accidents du travail*, p. 19 en note.

étrangers et qui les a toujours traités comme des nationaux.

On a invoqué (1) encore à l'appui de la thèse de l'assimilation un argument tiré de l'article 3 du Code civil : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire français. » Pour ceux qui admettent — mais c'est discutable — que l'article 1382 fait partie de ces lois de police et de sûreté, il est certain qu'indépendamment de leur nationalité, tous ceux qui habitent le territoire français ou qui y résident sont tenus d'observer les principes de notre loi nationale.

Sous le régime de l'article 1382, il y a donc assimilation absolue. M. Mirman, rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, est absolument formel sur ce point : « Il est incontestable, disait-il, qu'avant la loi de 1898, un ouvrier étranger étant victime d'un accident du travail mortel, ses ayants droit, même résidant hors de France, étaient aptes à exercer une action contre le chef d'entreprise et, à leurs risques et périls, à lui demander réparation. Droit théorique, sans doute, car le nombre d'actions de ce genre ayant abouti doit être singulièrement restreint, si même il est appréciable, mais enfin droit certain (2). »

(1) Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. IV, p. 390 ; Raynaud, *Les accidents du travail des ouvriers étrangers*, p. 23.

(2) Rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Annexe de la Chambre des députés, *Doc. parl.*, 1901, t. I.

De ce que les applications pratiques ne furent pas nombreuses, il n'est pas permis de déduire que le principe exposé plus haut ait subi une amputation quelconque.

Assimilation totale entre les étrangers et les nationaux : tel était le régime avant la loi de 1898. Empressons-nous d'ajouter que ce régime subsiste encore aujourd'hui pour ceux qui n'ont pas trouvé place au soleil des réformes législatives, c'est-à-dire pour les domestiques, pour une grande partie des ouvriers agricoles (sauf ceux auxquels s'applique la loi de 1899), pour toutes les professions libérales, pour les non-inscrits maritimes (1).

L'article 1382 était donc très large à ce point de vue ; le principe posé ne comportait pas d'exceptions. Et il est étrange de remarquer que la législation postérieure est plutôt sur ce point en recul qu'en progrès. Mais ceci fera l'objet de notre deuxième chapitre.

(1) Resterait à traiter la question d'un accident survenu à l'étranger entre un patron français et un ouvrier étranger, ou inversement entre un ouvrier français et un patron étranger. Cette étude viendra à son heure au chapitre spécialement réservé à l'exposé des conflits de lois.

CHAPITRE II

DU PRINCIPÉ D'ASSIMILATION ENTRE LES OUVRIERS FRANÇAIS
ET LES OUVRIERS ÉTRANGERS DANS LES LOIS DU 9 AVRIL
1898 ET DU 31 MARS 1905.

La loi de 1898, qui introduisait dans notre législation ouvrière le principe nouveau du risque professionnel, et qui, par un manque évident d'esprit de suite, y faisait entrer en même temps le principe forfaitaire (1), devait se prononcer sur la question des ouvriers étrangers.

Trois voies différentes lui étaient ouvertes :

A. — Refuser toute indemnité à l'ouvrier étranger en cas d'accident : solution radicale qui aurait empêché dans l'avenir bien des procédures délicates. Cette théorie était trop absolue pour être admise sans restrictions ; elle était inhumaine d'ailleurs et elle savait trop ouvertement les principes de l'article 1382 qui avaient été jusque-là universellement respectés. Elle ne fut pas cependant sans sou-
rire aux partisans du protectionisme ouvrier qui avaient

(1) Ainsi elle prenait d'une main à l'ouvrier ce qu'elle lui accordait de l'autre. Après lui avoir donné toutes facilités au point de vue de l'obtention d'une indemnité (en supprimant notamment la nécessité de la preuve), elle refusait de lui servir une réparation intégrale du préjudice causé.

cru un moment pouvoir faire de cette disposition une barrière infranchissable, un rempart fermé à l'invasion de la main-d'œuvre étrangère. C'était une lourde erreur : la crainte de ne toucher aucune indemnité en cas d'accident n'aurait pas suffi à retenir l'ouvrier étranger en deçà de ses frontières, l'accident n'étant considéré par lui que comme une chose exceptionnelle ; c'était, d'autre part, créer une espèce de prime à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et il est certain que les patrons n'eussent pas hésité à offrir des salaires plus forts ou de petits avantages aux ouvriers étrangers, sacrifices minimes qu'ils auraient regagnés au centuple en s'exonérant au cas d'accident des conséquences et des charges du risque professionnel. En face des réclamations justifiées des syndicats, cette théorie était vouée à l'insuccès le plus complet.

B. — Une deuxième solution consistait à réserver aux nationaux le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 et à conserver pour les étrangers le régime existant : celui de l'article 1382. C'était encore évidemment une façon détournée de protéger le travail national puisqu'on obligeait les étrangers à la preuve difficile de la responsabilité patronale. Mais du même coup le législateur de 1898 manquait son but. Après avoir affirmé son ardent désir de supprimer, et cela d'une manière radicale, toutes les enquêtes et les preuves par témoins, sources de litiges épineux et de procédures délicates, il aurait laissé subsister ces inconvénients pour une partie réduite, il est vrai, mais appréciable encore, du monde ouvrier. Adopter une

pareille thèse aurait abouti à méconnaître et à fouler aux pieds les grands principes de justice et d'humanité sur lesquels le législateur de 1898 prétendait se guider lorsqu'en supprimant pour l'ouvrier la preuve de la responsabilité patronale, il affirmait sa volonté bien arrêtée d'égaliser les chances du combat entre l'employeur et l'employé où le faible autrefois apportait vainement toute son énergie. Cette législation double, favorable ou non à l'ouvrier, suivant qu'il possède telle ou telle nationalité, les patrons ne la désiraient pas : elle les aurait empêchés de contracter des assurances dans les conditions normales. Enfin, dans le cas où, par extraordinaire (1), l'ouvrier étranger aurait pu fournir victorieusement les preuves de la faute du patron, il aurait été — en obtenant la réparation complète du préjudice subi — bien plus favorisé que l'ouvrier français victime dans les mêmes conditions d'un accident similaire. Toutes ces raisons — on le comprendra facilement — devaient aboutir à l'échec d'un pareil système.

C. — Restait une troisième théorie : celle de l'assimilation absolue entre les Français et les étrangers. C'est ce principe qui a triomphé dans la loi du 9 avril 1898.

Ce n'est pas à dire que le législateur l'ait formulé dans son œuvre en termes précis, on l'y chercherait vainement. Il est implicitement contenu tout d'abord dans l'article 1^{er}, conçu en des termes absolument généraux, exclusifs de

(1) Voir plus haut, pp. 14 et 15.

toute distinction, ne permettant pas de supposer l'institution d'un régime de faveur pour l'ouvrier national. Il résulte encore par argument *a contrario* tiré de l'article 3 ; de ce que l'article 3 introduit dans certains cas exceptionnels (ceux où il n'y a pas de résidence sur le territoire français) des différences de traitement entre les deux catégories d'ouvriers, on peut déduire logiquement que dans tous les autres cas, et par principe, il y a assimilation.

Le rapport de M. Ricard ne peut laisser subsister dans les esprits le moindre doute : « Aucune distinction n'est faite entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers. La loi, dont le but essentiel est d'éviter les instances longues et coûteuses et d'assurer rapidement aux victimes d'accidents une indemnité suffisante, présente un caractère d'ordre public tellement absolu qu'elle doit être appliquée aux nationaux des autres pays qui travaillent sur notre territoire, alors même que ces pays n'accorderaient pas aux Français des avantages analogues (1). »

Et il ajoutait, lors des travaux préparatoires : « En ce qui concerne les indemnités dues aux ouvriers atteints d'incapacité absolue de travail, aucune différence n'existe entre l'ouvrier français et l'ouvrier étranger ; le patron paiera la même indemnité à l'un et à l'autre. Si l'ouvrier étranger est atteint d'une incapacité permanente partielle, il est encore traité de la même façon que l'ouvrier français.

(1) Rapport Ricard, 1872, *J. off.*, *Doc. parl.*, n° 1926 ; *J. off.*, p. 308, vol. 2.

Enfin, et c'est le cas le plus fréquent, si l'étranger est atteint d'incapacité temporaire, il recevra encore les mêmes indemnités que l'ouvrier français (1).

Le principe étant posé d'une façon aussi nette, il est facile d'en déduire aussitôt quelques conséquences.

SECTION I. — Cas de l'incapacité temporaire.

Si l'accident dont a été victime l'ouvrier a entraîné simplement une incapacité temporaire de travail, l'ouvrier étranger aura, comme l'ouvrier français, le droit au demi-salaire pendant toute la durée de l'incapacité. L'assimilation est donc complète. Au surplus, il n'y a pas lieu de faire intervenir ici la question de résidence. C'est dans ce sens que s'est prononcé le Comité consultatif des assurances de France saisi par le ministre du travail, à la date du 7 juillet 1900, d'une demande tendant à interprétation de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. Il est d'avis « qu'au cas d'accident survenu en France et entraînant incapacité temporaire de travail, les ouvriers étrangers, même ne résidant point sur le territoire français ou cessant d'y résider, ont les mêmes droits que les ouvriers français (2)-(3) ».

Ceci est prouvé d'ailleurs logiquement par argument *a contrario* tiré de l'article 3, § 16 : « Les ouvriers étrangers

(1) *J. off.*, 3 juillet 1898, p. 1966.

(2) *J. off.* du 16 février 1900, *Dall. pér.*, 1900.4.20.

(3) Sachet, t. I, 206 et 622 ; Loubat, 2^e édit., n° 209.

victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. » La disposition de l'article 3, § 16, étant exceptionnelle, doit être en conséquence interprétée restrictivement, le terme de « rente » qui y est employé ne s'étendant pas aux incapacités temporaires, le texte que nous venons de citer ne s'applique pas à notre matière.

La résidence n'entre donc pas en ligne de compte. Que l'ouvrier étranger réside ou non en France, il a droit, comme l'ouvrier français, au paiement de ses demi-salaires. Comme lui aussi, et dans les mêmes conditions, il a droit aux frais pharmaceutiques et médicaux de l'article 4. Le Comité consultatif des assurances s'est également prononcé sur ce point. Il est d'avis que si les ouvriers blessés *ont fait choix de leur médecin*, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix, conformément au tarif adopté pour l'assistance médicale gratuite dans le département où s'est produit l'accident.

Cette conséquence du principe de l'assimilation a été fortement critiquée (1). Tous les praticiens sont d'accord pour reconnaître par exemple que la faculté du libre choix du médecin laissée à la victime a donné les plus mauvais résultats. Comment, en effet, au voisinage des frontières, sera-t-il possible de contrôler les titres de celui que l'ou-

(1) Raffalli, *op. cit.*, p. 29.

vrier s'est choisi ? Si l'ouvrier, d'autre part, se fait soigner en pays étranger, comment le patron ou l'assureur qui le substitue pourront-ils vérifier le traitement qui lui est imposé et dont ils acquitteront cependant tous les frais ? Toutes les bonnes raisons qui ont été invoquées n'ont pu cependant impressionner la jurisprudence. Sur ce point un jugement récent a consacré à nouveau le principe : « Les ouvriers étrangers sont placés sur le même pied que les ouvriers français au point de vue de l'indemnité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques, alors même qu'avant leur guérison, ils viendraient à quitter le territoire français pour se faire soigner dans leur pays. C'est à tort qu'un patron exciperait de l'impossibilité où il s'est trouvé de faire contrôler le traitement suivi par l'ouvrier en pays étranger pour soutenir que le fait par ce dernier d'avoir quitté le sol français a entraîné la déchéance de l'action (1). »

L'assistance judiciaire elle-même, disposition toute de faveur et qui semble bien devoir être le privilège des nationaux, est accordée également dans ce cas, de plein droit, sur simple visa du procureur de la République, aux ouvriers étrangers. Enfin, dans les cas où la révision peut être demandée, il y a encore assimilation.

Une seule différence subsiste entre les ouvriers étrangers et les nationaux : c'est la *cautio judicatum solvi* qui doit être fournie par l'étranger demandeur ; cette différence,

(1) Trib. paix Versailles, 9 juin 1909, *Le Greffier*, 1909, p. 506.

— nous nous hâtons de le dire, — est plutôt théorique que pratique. Par suite, en effet, de la convention signée à la Haye le 19 décembre 1896, rendue exécutoire en France par décret du 16 mai 1899, les nationaux des divers Etats contractants, c'est-à-dire de tous les Etats de l'Europe, se sont dispensés réciproquement de la *cautio judicatum solvi*.

SECTION II. — Cas de l'incapacité permanente partielle ou absolue.

L'assimilation existe encore ici tant au point de vue de l'assistance judiciaire et du droit à la révision qu'à celui du paiement des rentes. Mais cette assimilation est soumise à une condition essentielle et nécessaire : c'est la résidence. Si l'ouvrier étranger, victime d'un accident qui a entraîné une incapacité permanente partielle, réside en France, toutes les dispositions reprises avec de plus longs développements à la section première du présent chapitre lui sont applicables. Si au contraire il ne réside pas en France au moment de l'accident ou s'il cesse d'y résider, il sera soumis aux dispositions exceptionnelles qui font l'objet du paragraphe 16 de l'article 3.

SECTION III. — Cas d'un accident mortel.

L'accident dont l'ouvrier a été victime peut entraîner l'incapacité temporaire, l'incapacité permanente partielle ou totale, mais il peut aussi entraîner la mort.

Deux cas peuvent alors se présenter.

A. — Les ayants droit de l'ouvrier étranger sont Français (1).

Dans ce cas, l'assimilation est absolue, il n'y a pas à faire intervenir la question de résidence. C'est une question qui a été définitivement tranchée par la loi du 31 mars 1905. Alors que l'article 3 de la loi de 1898 disait : « Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français », le législateur de 1905 a pris soin d'ajouter, sur la demande de M. Beauregard (2), le mot « étrangers » à celui de « représentants ». Il indiquait par là son intention formelle de ne pas soumettre les représentants français d'un ouvrier étranger à la condition de résidence.

B. — Les ayants droit de l'ouvrier étranger sont étrangers.

Ils ne sont alors assimilés aux ayants droit de l'ouvrier français que s'ils résident en France. Ce principe n'est pas écrit non plus d'une façon formelle dans la loi, mais on peut le faire surgir par argument *a contrario* de l'article 3, § 18. Ce paragraphe exclut spécialement du bénéfice de l'assimilation les représentants étrangers de l'ou-

(1) Ce n'est pas un cas hypothétique : il suffit pour s'en convaincre de remarquer qu'un ouvrier étranger, né en France de parents étrangers, donne naissance à des enfants qui sont Français de plein droit, à la seule condition qu'ils soient nés en France.

(2) *J. off.*, 21 mai 1901, Chambre des députés, p. 1104.

vrier étranger qui ne résident pas en France ; c'est donc qu'il entend, à l'inverse, le conserver à ceux qui y résident : « Pour ceux-là, groupés depuis un temps plus ou moins long autour du chef de famille et jouissant d'une possession d'état ne pouvant être suspectée ni soupçonnée d'avoir été créée pour les besoins de la cause, la preuve de leur qualité pouvait être admise comme préconstituée ; et par là tombait la principale raison qui peut être alléguée pour refuser à cette catégorie d'ayants droit le bénéfice des dispositions légales, en même temps que réapparaissent dans toute leur force les considérations d'humanité et de justice sociale exigeant que le décès accidentel du chef de famille fût compensé par une équitable indemnité (1). »

Dans les cas où il y a assimilation, les dispositions ordinaires de la loi de 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905 s'appliquent dans leur intégralité. Reprenons-les brièvement.

Le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, et dont le mariage est antérieur à l'accident, a droit à une rente de 20 o/o du salaire annuel de la victime ; il perd son droit à la rente moyennant le paiement d'un capital égal au triple de la rente s'il vient à se remarier. Les enfants légitimes ou naturels obtiennent, jusqu'à l'âge de 16 ans, une rente dont le taux varie suivant leur nombre, suivant aussi qu'ils sont simplement ou doublement orphelins sans que le total puisse dépasser 40 o/o du salaire annuel pour

(1) Cabouat, t. I, n° 429.

les premiers et 60 o/o pour les seconds. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant, chacun des ascendants et des descendants à sa charge recevra, pendant toute leur vie pour les ascendants et jusqu'à l'âge de 16 ans pour les descendants, une rente égale au dixième du salaire de la victime, sans toutefois que le total de ces rentes puisse excéder 30 o/o. Au-dessus de 30 o/o, il y a lieu à réduction proportionnelle (1).

Il a pu nous arriver, au cours des explications qui précèdent, de manquer parfois un peu de clarté. Nous nous en excusons : la matière nous oblige à employer fréquemment les mêmes termes, et de cette répétition forcée peut naître parfois quelque confusion.

On nous permettra donc, avant de clore ce chapitre, de résumer de façon succincte les principes auxquels nous a conduit notre étude.

La loi de 1898 (modifiée par la loi de 1905) a admis en principe l'assimilation entre les étrangers et les nationaux. Cette assimilation existe :

1° Absolue pour les ouvriers étrangers atteints d'incapacité temporaire et pour les représentants français d'un ouvrier étranger (en cas d'accident mortel).

2° Soumise à la condition de résidence pour les ouvriers étrangers atteints d'incapacité permanente partielle ou totale et pour les représentants étrangers d'un ouvrier étranger.

(1) Loi de 1898, art. 3, §§ 5 à 12.

CHAPITRE III

DES DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES RELATIVES AUX ÉTRANGERS DANS LES LOIS DU 9 AVRIL 1898 ET DU 31 MARS 1905.

L'article 3 — nous l'avons indiqué précédemment — contient *in fine* (§§ 16, 17, 18) des dispositions défavorables aux ouvriers étrangers :

« Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

« Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

« Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

En édictant ces dispositions, le législateur obéissait à certaines raisons qui lui paraissaient déterminantes. Nous laisserons tout d'abord la parole à M. Ricard qui les exprimait au nom de la commission : « Nous avons voulu éviter, disait-il, qu'après un accident suivi de mort d'un

ouvrier étranger, le patron français ou ceux qui le représentent soient obligés d'envoyer à l'étranger une pension, si petite soit-elle, pour élever des enfants et nourrir une femme qui n'auront jamais mis les pieds sur le territoire français. C'est seulement lorsque la famille de cet ouvrier ne vivra pas sur le territoire français, à côté de lui, qu'aucune pension ne sera due aux ayants droit. Agir autrement, ce serait exposer l'industrie à recevoir des réclamations sans qu'il soit possible de vérifier la qualité de ceux qui prétendront avoir des droits. A l'aide de quelle juridiction vérifierez-vous la légitimité des prétentions de ceux qui se présenteront ? Comment saurez-vous si cet ouvrier était marié ou non ? Soyez-en certains ; dès qu'un accident suivi de mort se sera produit, vous verrez arriver des contrées les plus lointaines des individus qui affirmeront être la femme et les enfants de cet ouvrier étranger. Il faudra donc engager les plus délicates questions d'état.»

Les mêmes arguments étaient repris et développés par MM. Mirman et Chovet (1).

On y ajoutait que l'assistance aux victimes des accidents du travail étant surtout un moyen de combattre le paupérisme, le législateur n'y est plus tenu aussitôt que l'ouvrier étranger a quitté la France et qu'il est allé grossir la masse des invalides d'un autre pays.

C'est avec ces raisons que le législateur a cru pouvoir

(1) Séance du 2 juillet 1888, *J. off.*, 3 juillet 1888.

légitimer les dispositions de défaveur vis-à-vis des ouvriers étrangers. Ces dispositions devaient bien évidemment déplaire au monde du travail. La première cependant ne fut guère critiquée, et cela se comprend facilement. Ceux qui connaissent un peu la mentalité ouvrière savent bien qu'entre la rente légère, il est vrai, mais constante et durable, qui peut apporter au foyer un peu moins de gêne, qui sera là comme une dernière ressource aux jours de grève ou de chômage et le capital, si petit soit-il, l'ouvrier n'hésitera pas à choisir ce dernier qu'il dépensera d'ailleurs aussi vite qu'il l'aura acquis.

La perspective de voir leur rente annuelle transformée en un capital unique égal à trois annuités n'était donc pas faite pour les effrayer.

Mais les dispositions relatives aux représentants de la victime (§§ 17 et 18) provoquèrent leurs réclamations.

Ils faisaient remarquer, à juste titre, que si la disposition du paragraphe 17 a été dictée, comme l'ont affirmé les rédacteurs de la loi, par le souci de ne plus envoyer dans l'avenir à l'étranger de l'argent français destiné à y être dépensé, et par conséquent à ne pas profiter au pays où l'accident a eu lieu, il est à tout le moins étrange que le législateur se soit prononcé en sens inverse dans un cas analogue, en continuant le service de la rente à l'ouvrier français, blessé en France, qui établit ensuite sa résidence à l'étranger.

La réparation des accidents du travail n'est pas seulement, disaient ils, un moyen de combattre le paupérisme.

C'est aussi, avant tout, l'application pratiquement réalisée d'un devoir de justice qui ne connaît pas d'exceptions. Le principe du risque professionnel est incompatible avec ces distinctions basées sur des questions de nationalité.

Les critiques devenaient plus violentes encore lorsqu'on songeait aux résultats iniques auxquels aboutissaient logiquement les textes précités dans le cas où les représentants étrangers de l'ouvrier étranger ne résidant pas en France se voyaient refuser toute indemnité par la loi de 1898, sans pouvoir invoquer, d'autre part, comme compensation le bénéfice de l'article 1382.

Enfin — et c'est ce qui explique l'hostilité que ces dispositions, défavorables aux ouvriers étrangers seuls, rencontrèrent dans le monde ouvrier français — on leur reprochait de constituer une véritable prime à l'embauchage de la main-d'œuvre étrangère.

De ce que le patron sera, dans certains cas, exonéré des conséquences de l'accident, ce qui ne se produit jamais avec l'ouvrier français, il s'ensuit logiquement qu'il sera tenté de préférer l'ouvrier étranger au national qui lui fait sa responsabilité plus lourde.

Ces critiques étaient évidemment un peu exagérées. Il y a lieu de remarquer, en effet : 1° que les accidents qui entraînent incapacité temporaire ne font naître aucune différence entre les ouvriers étrangers et les ouvriers français ; 2° que les accidents mortels sont peu nombreux (2.07 0/0), et que, par suite, le patron ne trouvera son avantage à employer l'étranger que dans un bien petit nombre de cas.

Cet avantage ne se manifestera guère en pratique : la grande majorité des employeurs, sinon presque tous, s'en remettent aujourd'hui à l'assurance du soin de régler les indemnités : c'est la société d'assurances seule qui appréciera cet avantage ; le patron n'en profitera pas, puisque « les sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes ne tiennent jamais compte de l'état civil des ouvriers dans la fixation de leurs primes, qui sont uniquement proportionnelles à la totalité des salaires payés par les chefs d'entreprise, sans que la personnalité des ouvriers intervienne en quoi que ce soit dans le calcul. Lors même que les sociétés d'assurances voudraient abandonner leurs traditions invariables jusqu'ici sur ce point, elles ne le pourraient pas ; car il serait pratiquement impossible de suivre sans interruption l'état civil de tous les ouvriers attachés à une entreprise, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, et de contrôler les déclarations qui seraient faites par les intéressés, notamment au point de vue des mariages et des naissances d'enfants que les ouvriers auraient intérêt à dissimuler.

« Les industriels associés paient donc exactement la même prime pour leurs ouvriers, quelle que soit la nationalité ou la situation de famille de ceux-ci. Ils n'ont dès lors pas le moindre intérêt à exclure les uns plutôt que les autres... (1). »

(1) Déclaration présentée par le syndicat des Compagnies d'assurance à prime fixe contre les accidents à la Commission d'assuran-

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces critiques, il n'en reste pas moins que les dispositions exceptionnelles des paragraphes 16, 17 et 18 de l'article 3 sont injustes quelquefois, peu conformes à l'intérêt des travailleurs nationaux, peu en harmonie surtout avec les traditions chevaleresques de notre pays vis-à-vis de l'étranger. Les pays voisins eux-mêmes se sont émus de la situation, et après nous avoir fait remarquer l'étrangeté de notre attitude, ils nous ont parfois menacé de représailles (la Belgique notamment). On a pu rire de cette menace dont la réalisation, en effet, n'apparaît que comme très problématique. Elle n'en constitue pas moins un rappel à l'ordre. Il est pénible de constater que la France, qui se targue d'être à la tête du progrès social, ne se soit pas montrée dans la matière qui nous occupe aussi généreuse qu'elle aurait dû l'être (1).

SECTION I. — De la résidence.

Les dispositions relatives aux étrangers diffèrent, avons-nous dit au cours des explications qui précèdent, suivant qu'il y a résidence ou non.

ces et de prévoyance sociales de la Chambre des députés. *Bulletin du Comité permanent*. Congrès international des accidents du travail, 1899, p. 134.

(1) Elle a fait mieux depuis. Elle a inscrit dans l'article 5, § 19, le principe de la réciprocité diplomatique, et elle a élaboré avec l'Italie le premier traité de travail. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur cette idée.

Il importe donc, avant d'entrer dans les développements ayant trait à ces dispositions, de bien préciser le sens que le législateur a voulu attacher au mot résidence dont parle l'article 3 *in fine*.

Qu'est-ce donc que la résidence de l'article 3 ? Disons tout d'abord que par résidence, il ne faut pas entendre ici celle qui pourrait résulter de la déclaration faite en vertu de la loi du 8 août 1893. Cette déclaration, en effet, n'a pas par elle-même force péremptoire, et elle ne vaut pas démonstration du fait de l'établissement en France : elle n'est tout au plus qu'une présomption pouvant céder devant la preuve contraire, (1). Or ici, c'est l'avis de tous les auteurs, l'article 3 entend par résidence l'établissement pratique de pur fait dont les ayants droit doivent justifier.

C'est donc à l'ouvrier ou à ses représentants qu'incombera la preuve de la résidence (2). Le tribunal de Nice, faisant application de ce principe, a refusé toute indemnité aux représentants d'un ouvrier italien qui n'avaient pu fournir cette preuve (jugement du 2 janvier 1901) (3).

La question de savoir si, dans tel ou tel cas, il y a résidence est une question de fait qui doit être laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. La jurisprudence est unanime sur ce point (Voir notamment Narbonne,

(1) Raynaud, *op. cit.*, p. 43.

(2) Cette preuve se fera comme en matière de compétence (art. 59 C. proc. civ.).

(3) Office du travail. Jurisprudence. Accidents du travail, t. IV, p. 228.

8 novembre 1900, D. P. 1904.2.92 ; Nice, 2 janvier 1901, D. P. 1904.2.92-93 ; Paris, 16 mars 1901, D. P. 1904.2.92 ; Cass., 7 juillet 1903, D. P. 1903.1.533 ; Nice, 14 décembre 1903, D. P. 1905.2.23).

Les tribunaux se sont d'ailleurs montrés très larges. La résidence ne se perd pas par un simple séjour à l'étranger, on ne peut être considéré comme ne résidant plus en France que si l'on a transporté hors du territoire son établissement permanent : installation, habitation, exercice de la profession.

Ce qu'a voulu le législateur en édictant les dispositions restrictives de l'article 3, c'est que les étrangers ne puissent aller dépenser en pays étranger les pensions allouées. Ce danger n'existe que pour les ouvriers étrangers qui sont allés se fixer hors de France. Il ne suffira donc pas que l'ouvrier étranger se rende de temps en temps dans son pays où il peut être appelé par les raisons les plus légitimes pour qu'il soit déchu de son droit à la rente, ni même qu'il y fasse des séjours d'une certaine durée, s'ils sont momentanés et s'il conserve son principal établissement en France. Nous nous permettrons de citer quelques attendus d'un jugement du tribunal de Briançon en date du 14 août 1908 qui éclaireront nos explications.

« Attendu que les frères Planche (patrons) ont fait opposition à commandement de payer trois trimestres de rente en soutenant que Thomassone (c'est le nom de l'ouvrier), a cessé de résider en France ; que, dans ces conditions, et aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, ils ne

sauraient être astreints à servir la pension annuelle et viagère à laquelle ils ont été condamnés, et qu'ils offrent de se libérer entièrement par le versement d'une somme égale à trois fois la rente, soit 4.092 francs ;

« Attendu que les frères Planche édifient leurs prétentions sur un certificat de vie qui a été délivré à Thomassone à la date du 11 décembre 1907, par le syndic de la commune de Bussoleno, et sur ce fait qu'il possède une maison à Saint-Georges, près de ladite commune, et qu'ils entendent faire découler de là que Thomassone avait quitté la France et était allé habiter l'Italie ;

« Attendu que Thomassone soutient que, s'il est exact que, depuis son accident, il soit retourné en Italie, il n'a pas pour cela cessé de résider en France, et que les séjours qu'il a faits dans sa patrie natale n'ont été que de courte durée ; qu'il n'y a fondé aucun établissement, exercé aucun travail, ni pris une nouvelle résidence ; que, dès lors, il ne tombe pas sous le coup des dispositions de l'article 3 *in fine* de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il soutient encore, etc. (sans intérêt pour la question qui nous occupe) ;

« Attendu que par les mots « qui cesseraient de résider », il faut entendre que l'ouvrier étranger a abandonné la France où il travaillait pour aller s'établir à l'étranger ; qu'il a cessé de vivre chez nous, pour fixer sa demeure ordinaire et habituelle et exercer sa profession d'une façon continue au delà de nos frontières ; mais qu'il ne faut pas considérer comme ayant cessé de résider en France le titulaire d'une rente viagère qui se rend de temps à autre

dans son pays pour y voir sa famille et ne fait qu'y séjourner quelques jours ; attendu que le certificat de vie, etc... (sans intérêt) ;

« Attendu qu'il est impossible de tirer argument de ce que Thomassone serait propriétaire d'une maison en Italie ;

Attendu que de ce qui précède, il résulte que les prétentions élevées par les frères Planche ne sont pas fondées ;

« Par ces motifs, dit à tort l'opposition, etc. »

Il fut appelé de ce jugement devant la Cour de Grenoble. Le 30 décembre 1908, elle rendait un arrêt maintenant et confirmant le premier jugement ; il y est dit notamment ceci : « Attendu que le certificat de vie délivré à Thomassone, le 11 décembre 1907, par le syndic de Busoleno pour établir qu'à cette date précise l'intimé se trouvait en Italie, où il possède un petit immeuble, ne prouve nullement, quelle que soit sa formule de style, qu'il y ait transporté sa demeure ordinaire et habituelle ; que rien ne permet de dire, dans l'état de la cause, que ce dernier ait fait en Italie d'autres séjours que des séjours accidentels et des actes de passage qu'expliquent surabondamment son origine, ses attaches et ses intérêts, etc..... (1) »

(1) D. P. 1910.2.182-183. On pourrait s'étonner de voir qu'il est question d'un ouvrier italien, et qu'à aucun moment on n'ait rappelé le traité franco-italien qui conclut à l'assimilation. Rien de plus naturel cependant : l'ouvrier ayant été blessé avant le 1^{er} novembre 1907, date de la mise en vigueur de l'arrangement, il aurait fallu, pour l'invoquer, décider qu'il avait un effet rétroactif, et ceci aurait été contraire à toute la jurisprudence (Voir plus loin au traité franco-italien).

La question s'est d'ailleurs posée à nouveau, quoique dans une espèce un peu différente, devant le tribunal civil de Grasse. L'un des attendus est formel : « Attendu que la résidence dans un lieu déterminé résulte du séjour qu'une personne y a fait ; qu'une absence momentanée, l'habitation faite dans une autre localité, située même à l'étranger, dans le pays d'origine de l'étranger, ne saurait lui en faire perdre le bénéfice lorsqu'elle a été de courte durée et qu'elle est entourée de circonstances révélatrices de l'esprit de retour dans un délai assez bref. » L'ouvrier ne fut pas cependant ici admis à conserver sa rente, et il y eut lieu à conversion en capital. Mais ceci n'infirme en rien la thèse soutenue jusqu'à présent, elle la justifie au contraire. Il fut en effet prouvé, dans ce cas, que l'ouvrier était retourné dans son pays d'origine avec sa mère, sans conserver de logement en France, sans laisser son adresse et qu'il avait prolongé son séjour à l'étranger pendant seize mois sans manifester par aucun indice son esprit de retour (1).

Il a été jugé également qu'il fallait considérer comme résidant en France l'ayant cause d'un ouvrier décédé qui ne fait à l'étranger qu'un séjour momentané et d'ailleurs justifié par des circonstances toutes spéciales (2).

Peu importe d'ailleurs que la cause déterminante du transport de l'habitation à l'étranger ait été volontaire ou

(1) Trib. civ. Grasse, 2 août 1905 (aff. Rocci c. Galeotti et Lunghi) ; Cass., 18 novembre 1908, D.P. 1911.1.119.

(2) Nancy, 6 août 1907, *Rec. accid. du travail*, 1907, p. 279.

non. Si l'ouvrier quitte le territoire parce qu'il y est contraint en vertu d'un arrêté d'expulsion, il n'y en a pas moins cessation de résidence, et en conséquence le paragraphe 16 de l'article 3 doit s'appliquer (Paris, 3 janvier 1903, S. 1904.2.178). Ceci est évidemment normal ; on comprendrait difficilement que le bénéfice de la loi de 1898 refusé à celui qui quitte le territoire de son plein gré soit accordé à celui vis-à-vis de qui on a dû prendre une mesure de rigueur. Mais il peut se faire, à l'inverse, qu'au mépris de l'arrêté d'expulsion, l'ouvrier, qui en est l'objet, continue à résider sur le territoire. Les principes ordinaires ne permettent pas à l'auteur d'un délit de baser un droit sur une infraction commise (1). Dans un cas très voisin de celui qui nous occupe, la Cour de cassation a d'ailleurs décidé que l'acquisition de la nationalité ne pouvait résulter d'une résidence obtenue dans ces conditions.

Ici, cependant, par une application très stricte, mais très logique aussi du principe exposé plus haut, à savoir que la résidence est une simple question de fait, laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux, la jurisprudence a déclaré que la disposition exceptionnelle de l'article 3, § 16, ne s'appliquait pas. L'ouvrier étranger résidant en France au mépris d'un arrêté d'expulsion sera donc assimilé en tous points à l'ouvrier français (2).

(1) Raynaud, p. 48 ; Cabouat, *op. cit.*, t. II, n° 771.

(2) Trib. Narbonne, 8 novembre 1900 ; C. Montpellier, 5 janvier 1900, D.P. 1904.2.92.

La résidence de l'article 3 de la loi de 1898 étant, comme la résidence de droit commun, caractérisée par le fait de l'habitation, peu importe qu'il y ait eu ou non une déclaration en ce sens que la résidence de fait suffit à elle seule en dehors de toute déclaration, et que la déclaration, à son tour, ne serait pas suffisante pour constituer la résidence de fait exigée par la loi si elle n'était pas suivie d'un séjour effectif et permanent sur le territoire français.

SECTION II. — Des dispositions exceptionnelles de l'article 3 relatives à l'ouvrier étranger lui-même.

Lorsque l'ouvrier étranger réside en France, il y a assimilation complète avec l'ouvrier français. Comme lui il a droit à une indemnité forfaitaire : rente annuelle d'importance variable avec le salaire de base et la gravité de la lésion qui résulte de l'accident : tel est le principe, nous l'avons étudié dans le chapitre précédent. Que se passe-t-il si l'ouvrier étranger cesse de résider en France après l'accident ?

§ 1^{er}. — Règle de l'article 3, alinéa 16.

Il eût été inhumain et cruel d'enlever à l'ouvrier étranger, qui cesse de résider en France, tout droit à une indemnité ; on ne l'a donc pas fait, on a réduit simplement cette indemnité, on lui versera alors un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été primitivement allouée.

Supposons, en conséquence, un ouvrier dont le salaire de base s'élève à la somme de 1.600 francs. Par suite d'un accident survenu au cours et à l'occasion de son travail, il subit une réduction de capacité professionnelle estimée par les tribunaux à 50 o/o, la rente à lui octroyée sera donc égale à 400 francs, soit 25 o/o de son salaire de base. Si l'ouvrier, après l'accident et après l'obtention de la rente, vient à quitter définitivement le territoire français pour aller résider à l'étranger, son droit à la rente annuelle et viagère se transforme en un droit au versement d'un capital de 1.200 francs, soit trois fois sa rente primitive.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques qu'a soulevées cette disposition, nous nous bornons ici à exposer le principe.

§ 2. — L'ouvrier ne réside pas en France au moment
de l'accident.

Quel régime doit-on lui appliquer ? L'article 5, § 16, ne nous permet pas de répondre, il est muet sur la question. Cette situation réclamait cependant autre chose que le silence dédaigneux de la loi. Elle est extrêmement fréquente surtout au voisinage des frontières, et c'est par milliers que se chiffrent les nomades qui viennent travailler en France pendant le jour et retournent le soir dans leur pays d'origine. Le silence de la loi est d'autant plus anormal que la question a été résolue d'une façon définitive et en termes très explicites dans le paragraphe 18 de l'article 5

pour les représentants étrangers de l'ouvrier étranger qui ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident et qui se voient refuser alors toute indemnité. Que décider en l'absence de texte ? La discussion est encore ouverte et il n'y a pas moins de trois théories sur ce point. Les uns entrevoient la possibilité de raisonner par analogie avec le paragraphe 18. Il n'y a eu pour eux qu'un simple oubli du législateur, et il faut décider, comme le fait le paragraphe 18 pour les ayants droit étrangers, que l'ouvrier étranger ne résidant pas en France au moment de l'accident ne possède pas le droit à indemnité. Nous ne sommes pas de cet avis. Il ne faut pas oublier en effet que l'article 3 contient *in fine* (§§ 16, 17, 18) des dispositions exceptionnelles pour lesquelles l'interprétation extensive n'est pas possible. Vouloir étendre ces dispositions exceptionnelles à des hypothèses que le législateur n'a pas prévues nous semble une entreprise bien osée, nous ne croyons pas pouvoir le faire sans méconnaître les principes les plus élémentaires d'une interprétation de textes bien comprise. En l'absence d'un texte qui solutionne notre matière, nous sommes contraint de revenir aux principes posés par l'article 3, et nous déciderons que l'ouvrier étranger, qui ne réside pas en France au moment de l'accident, a droit à une rente viagère. Il peut paraître bizarre qu'un ouvrier de cette catégorie soit plus favorisé que l'ouvrier étranger qui résidait en France au moment de l'accident et qui vient à quitter le territoire français après l'accident, et c'est là une objection qui n'a point manqué d'être faite aux parti-

sans de cette deuxième théorie. Elle ne saurait ébranler leur thèse. L'anomalie d'une conséquence ne suffit pas pour que l'on puisse battre en brèche des principes respectables dont cette théorie ne fait que la juste application. La Cour d'appel de Toulouse, dans son arrêt du 7 août 1901, a décidé qu'un ouvrier espagnol ayant son domicile légal à Lès (Espagne) et venant chaque jour travailler dans une carrière située à Fos, en France, avait droit à une rente annuelle et viagère en cas d'accident, d'après les principes applicables aux ouvriers français (1). Elle nous paraît avoir bien jugé, quoiqu'elle ait donné de sa décision des motifs indiscutables. L'ouvrier étranger domicilié à l'étranger, qui vient quotidiennement travailler en France, doit être traité comme l'ouvrier étranger ordinaire, non sans doute qu'il réside en France, comme le veut la Cour de Toulouse, ce qui peut être difficile à soutenir juridiquement, mais parce que sa situation n'étant pas expressément prévue par la loi, il y a lieu de lui faire application du régime commun applicable aux ouvriers étrangers (2). La majorité des auteurs professe une opinion inverse, et elle est suivie par la presque unanimité de la jurisprudence (Toulouse est, en effet, la seule Cour qui en ait décidé autrement). Cette troisième théorie comme la première raisonne par analogie, mais elle applique, à l'inverse de la première, le paragraphe 16. Pour elle, l'ouvrier étranger qui travaille en

(1) *J. Clunet*, 1902, p. 99.

(2) Raynaud, *Les accidents du travail des ouvriers étrangers*, p. 66.

France sans y résider, doit être assimilé à l'ouvrier résident, il aurait donc droit à un capital égal à trois fois la rente qui correspond à son incapacité. Les critiques que nous avons développées en exposant la première théorie se retrouvent ici avec toute leur force. On peut ajouter encore qu'il y a un manque singulier de logique, puisque tout en faisant l'assimilation avec l'ouvrier résidant en France, les partisans de cette théorie accordent au nomade seulement un capital comme à l'ouvrier qui a cessé de résider sur le territoire français. Il y a donc ici une double fiction : fiction de la résidence en France avant l'accident, fiction de la cessation de résidence après l'accident ; système compliqué et périlleux qui est pourtant suivi par le plus grand nombre (1).

Dans le même genre d'idées, une autre hypothèse se présente encore à l'esprit. Il peut se faire en effet que l'ouvrier étranger ne réside pas en France au moment de l'accident, mais qu'il y transporte sa résidence aussitôt que l'accident s'est produit. Les trois théories que nous venons d'examiner sont d'accord pour déclarer que le

(1) En faveur de cette troisième théorie, voir Cass., 7 juillet 1903 (arrêt qui casse l'arrêt de Toulouse précité) ; Lille, 8 mars 1900 ; Douai, 18 juillet 1900, S. 01.2.45 ; Douai, 14 novembre 1900, *J. Clunet*, 1901, p. 526 ; Nancy, 13 juin 1905, *Rev. Droit intern. privé*, 1907, p. 245. — Voir également dans le même sens, Mourral et Berthiot, 2^e édit., 211 ; Sachet, 3^e édit., 211 ; Le Paulmier, *Manuel des accidents de travail*, p. 82 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Louage*, 2^e édit., 1942 ; Cabouat, *op. cit.*, n^o 773 ; Paul Pic, *Législ. indust.*, n^o 1115 ; note 4 ; Raffalli, *op. cit.*, p. 53 et 54.

changement de résidence postérieur à l'accident ne peut modifier en rien le droit préexistant. Pour apprécier ce droit, il faut se placer au moment même de l'accident.

On ne peut admettre la possibilité de changer ainsi le capital en rente et inversement, suivant le *modus vivendi* adopté (1) (Douai, 14 novembre 1900, *Rec. Douai*, 1901, p. 119).

§ 3. — La déclaration faite par un ouvrier étranger qu'il va cesser de résider en France suffit-elle pour permettre la conversion de la rente en capital ?

Si nous nous en tenons à la lettre du texte, nous répondons négativement. Les termes mêmes de l'article 3, § 16, ne permettent pas une pareille extension. Les travaux préparatoires sont également concluants. L'opinion inverse permettrait trop facilement cette fraude qui consisterait à faire une déclaration mensongère de cessation de résidence sans la faire suivre d'effet ; elle serait fréquemment employée puisque l'ouvrier, pour des raisons déjà exposées et sur lesquelles nous ne reviendrons pas (2), manifeste en général une préférence marquée pour le paiement immédiat d'un capital, si néfastes que puissent être plus tard les conséquences de son geste.

(1) Voir cependant en sens contraire, Cabouat (*op. cit.*) : Il estime que dans cette hypothèse il faut en revenir au droit commun. La pensée du législateur, d'après lui, serait de déterminer le droit de l'ouvrier victime de l'accident d'après les circonstances qui l'affectent au cours de son existence plutôt qu'au moment même où le droit se constitue .

(2) Cabouat, *op. cit.*, t. II, n° 769.

Une jurisprudence, à tous points de vue regrettable, admet au contraire l'affirmative. Elle admet que la « conversion de la rente en capital est à la fois une obligation et un droit pour l'ouvrier étranger et qu'il lui suffit pour l'obtenir de justifier de son intention de réintégrer son pays d'origine notamment en produisant une déclaration de changement de résidence faite au maire de la commune ». On ne peut que déplorer la facilité avec laquelle la jurisprudence en cette matière s'est moquée des principes et les a tournés. Les raisons qu'elle invoque ne nous paraissent pas suffisantes pour motiver un abandon aussi complet des principes. La nécessité où se trouve souvent l'ouvrier de toucher son capital pour pouvoir effectivement quitter le territoire français, la difficulté qu'il éprouvera de toucher son capital à l'étranger, la facilité avec laquelle il pourra, en changeant simplement de commune, tromper l'employeur ou l'assurance et leur faire croire qu'il a définitivement cessé de résider en France, sont des raisons de sentiment, des motifs d'humanité. Ils honorent sans doute ceux qui les invoquent, mais on ne voit pas cependant sans une certaine peine qu'ils aient été mis en balance, victorieusement dans la plupart des cas, avec les intentions très nettes et très formelles du législateur (1).

(1) Trib. civ. Lille, 8 août 1900, *France judiciaire*, 1900.2.204 ; Trib. civ. Marseille, 26 février 1901, *Rec. Accidents du travail*, 1901, p. 30 ; Trib. civ. Nice, 26 décembre 1900, *Rec. Assurances*, 1.485.

§ 4. — La conversion de la rente en un capital égal à trois annuités est-elle irrévocable ?

L'ouvrier étranger, victime d'un accident, a quitté la France : le droit à la rente cesse et il est remplacé par le versement d'un capital égal à trois fois la rente primitivement accordée ; postérieurement à cette conversion, le blessé revient habiter en France. Doit-on procéder alors à une modification en sens inverse du mode d'indemnisation ? La rente peut-elle revivre ? Telle est la question qui appelle notre étude. La législation norvégienne (art. 25 de la loi du 23 juillet 1894) a répondu affirmativement : « Lorsqu'une personne ayant droit à l'indemnité (étranger ou norvégien) réside hors du royaume, la direction de l'établissement d'assurances, si elle estime que le service normal de l'indemnité ne peut s'effectuer sans imposer à la caisse de l'établissement des risques spéciaux, est autorisée à liquider les droits de l'intéressé par le paiement, effectué en une fois, d'une somme qui est déterminée par les circonstances, mais qui, sauf motifs spéciaux, ne doit pas être inférieure au triple de l'indemnité actuelle. Si une telle personne revient sur le territoire du royaume, elle ne reçoit aucune indemnité jusqu'à ce qu'il se soit écoulé une période assez longue pour que la somme payée ait été complètement épuisée. »

Bien que la loi française soit muette sur ce point, rien ne s'opposerait à ce qu'il en fût ainsi dans notre pays. Les motifs auxquels le législateur a obéi en édictant les

dispositions exceptionnelles [de l'article 3, § 16 (conversion de la rente en capital) n'existent plus ici : la rente, en effet, ne serait pas payée en territoire étranger, et elle n'y serait pas dépensée. On aurait pu décider que, logiquement, l'ouvrier doit retrouver dans ce cas le droit à la rente, déduction faite des arrérages en trop perçus (1).

La jurisprudence, ici encore, ne s'est pas mise d'accord avec les principes, et bien que les arrêts en la matière soient peu nombreux, ils sont unanimes à décider que, la conversion en capital une fois opérée, le droit à la rente s'est éteint d'une façon définitive, le retour postérieur de l'ouvrier en France ne peut être considéré comme une condition résolutoire, et l'ouvrier ne pourrait faire revivre son droit à la rente même en justifiant de son retour en vue d'une installation définitive, même en offrant d'imputer le capital reçu sur les arrérages à venir.

La jurisprudence explique ses décisions par le désir de fixer la situation du débi-rentier une fois pour toutes. Elle estime qu'il est bon, qu'il est nécessaire que le débi-rentier sache exactement ce qu'il doit : capital ou rente. Mais ce motif (2) ne nous paraît pas suffisant. Que le débi-ren-

(1) Cette restriction est nécessaire. Toutes les victimes d'accidents eussent pu, à son défaut, quitter la France pour se faire octroyer le capital et y rentrer au bout de quelques semaines pour faire revivre leur droit à la rente : stratagème ingénieux qui n'aurait pas manqué de conduire infailliblement les Compagnies d'assurances à la ruine.

(2) Douai, 18 juillet 1900, S. 1901.4.44 ; Trib. Nancy, 6 février 1905 (ouvrier ayant conservé son domicile légal en France et se faisant naturaliser ultérieurement Français). *Rec. accidents du travail*, 415, 1905 ; C. Aix, 17 juin 1910, *Rec. Assur.*, 1910, p. 630.

tier, soit le patron, qu'il soit la Compagnie d'assurances, peu lui importe que la nature de l'indemnité à lui réclamée soit immuable ou qu'elle change au contraire (capital en rente et inversement) avec les déplacements de la victime ; peu importe au patron qui dans les deux cas (paiement d'un capital ou paiement d'une rente) verse la même prime ; peu importe à la Compagnie d'assurances si on admet la compensation des arrérages futurs avec le trop perçu en capital.

§ 5. — L'ouvrier a-t-il le droit de quitter la France, et par conséquent de demander conversion de la rente en un capital égal à trois annuités, avant que soit expiré le délai de trois ans pendant lequel il y a possibilité de révision ?

Disons de suite que les principes de la revision s'appliquent dans le cas d'ouvriers étrangers. C'est là une question qui ne soulève pas le moindre doute. Le législateur n'a introduit dans l'article 19, qui traite de la révision, aucune disposition exceptionnelle défavorable aux étrangers ; il s'ensuit donc que pour eux comme pour les ouvriers français l'indemnité accordée sera susceptible d'augmentation ou de diminution pendant trois ans à dater de l'homologation du jugement. Il y aurait une véritable injustice à en décider autrement.

Mais la question se pose alors de savoir si l'ouvrier étranger va devoir rester en France pendant les trois ans qui suivent l'obtention de la rente ou si, au contraire, la révision peut être demandée après le départ à l'étranger de l'ouvrier étranger. L'article 3, § 16, n'a pas envisagé ce

cas, et il semble qu'il n'aurait pas manqué de s'expliquer sur ce point s'il avait entendu que les expressions « capital égal à trois annuités » ne dussent s'appliquer qu'à la rente devenue définitive dans les termes de l'article 19 (Trib. Nice, 26 décembre 1900, *J. Clunet*, 1901, p. 524).

Supposons, pour fixer les idées, le cas d'un ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français avant l'expiration du délai de trois ans. La rente qui jusque-là était de 400 francs, par exemple, va donc être convertie en un capital égal à trois fois la rente, soit 1.200 francs. L'état de ce blessé peut rester stationnaire, mais il peut encore s'améliorer ou s'aggraver. Que va-t-on décider ? Peut-on intenter valablement une action en révision, doit-on dire au contraire que, par suite de la conversion de la rente en capital, le droit de l'ouvrier étranger est devenu définitif ? Les principes, nous le disions plus haut, ne s'opposent point à ce que l'on intente l'action en révision dans ce cas, mais on rencontre des difficultés pratiques.

Dans le cas de la rente annuelle et viagère, si l'état de l'ouvrier s'améliore, on diminue la rente ; s'il s'aggrave, on l'augmente. Ici, il y a eu versement d'un capital : 1.200 francs dans l'exemple cité plus haut. Si, plus tard, l'état de l'ouvrier s'aggrave, il y aura lieu pour le patron à verser un supplément de capital, et tout de suite apparaît une première difficulté : celle où va se trouver l'ouvrier du fait de son éloignement pour réclamer le supplément auquel il a droit. Si, en sens inverse, il se produit dans

l'état de l'ouvrier une amélioration, la situation se complique encore.

Normalement, et en vertu du jeu des principes, l'ouvrier dans ce cas devrait rendre le trop-perçu. On peut dire sans le calomnier qu'il ne fera jamais de lui-même et volontairement cette opération de remboursement. Le patron ou l'assureur sera donc obligé de le poursuivre en restitution, et ce sera presque toujours une action infructueuse, puisqu'indépendamment des frais nécessités par la mise en œuvre d'une procédure devant les tribunaux étrangers, on se heurtera le plus souvent à l'insolvabilité de l'ouvrier.

Ces difficultés pratiques n'effarouchaient point les auteurs, et la doctrine était unanime à se prononcer dans le sens de la possibilité de la révision malgré la conversion de la rente en capital. Raffali (*op. cit.*, p. 61) ne conteste pas l'existence même de ces difficultés ou la possibilité de fraudes, mais il déclare également qu'elles sont inévitables, et que d'ailleurs la solution qu'il propose est la seule qui puisse être soutenue dans l'état actuel de la législation. La jurisprudence est divisée sur ce point. Un jugement du tribunal civil de Nice, en date du 26 décembre 1900, admet, en effet, la révision dans le cas d'un ouvrier étranger qui a quitté la France avant l'expiration du délai de trois ans. Mais, à l'inverse, la jurisprudence récente paraît orientée d'une tout autre façon. Le tribunal de Briançon, la Cour de Grenoble, la Cour de cassation (Chambre civile), qui viennent d'être appelés à donner leur avis sur la question, ont estimé « qu'en disposant

que l'ouvrier d'origine étrangère qui, après avoir été, en France, victime d'un accident du travail, vient à quitter le territoire français n'aura droit *pour toute indemnité* qu'à un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée, l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 a entendu, par cette allocation forfaitaire, exclure, de la part de celui qui en bénéficie, toute demande ultérieure en révision » (1). La jurisprudence, une fois de plus, est donc en complète opposition avec la doctrine. Nous ne saurions cependant la critiquer d'avoir sacrifié ici aux nécessités pratiques. A quoi servirait-il de mettre en branle l'appareil judiciaire pour faire réviser une rente si, en fait, la décision du tribunal doit rester lettre morte par l'impossibilité même de son application ?

SECTION III. — Des dispositions exceptionnelles de l'article 3 relatives aux représentants étrangers de l'ouvrier étranger (art. 3, §§ 17 et 18).

L'intitulé de cette section troisième spécifie bien qu'il y sera question seulement des représentants étrangers, la question des ayants droit français de l'ouvrier étranger a déjà été examinée plus haut, et nous savons qu'il y a pour

(1) Trib. civ. Besançon, 5 mai 1909 ; Grenoble, 16 novembre 1909, *Rec. Ass.*, 1910, p. 619 ; Cass., 18 mars 1912, aff. Brun c. Chapin, *Gaz. Trib.*, 22 mars 1912 ; Loubat, 3^e édit., n° 1776 ; Sachet, 5^e édit., n° 1355 *ter*.

eux assimilation complète avec les ayants droit français d'un ouvrier français.

Rappelons les textes sur lesquels va porter notre étude.

ART. 3, § 17. — « Il en sera de même (conversion de la rente en un capital égal à trois annuités) pour les ayants droit étrangers de l'ouvrier étranger cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif fixé à l'article 28. »

ART. 3, § 18. — « Les représentants étrangers de l'ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

En lisant ces deux textes à la suite l'un de l'autre, une première remarque s'impose. Le paragraphe 17 a employé le terme « ayants droit » pour désigner ceux qui, en cas de mort de la victime, ont droit à une certaine indemnité ; le paragraphe 18, au contraire, se sert du mot « représentants ».

Ces deux expressions sont-elles synonymes ou bien, au contraire, faut-il voir dans leur rapprochement l'idée bien nette du législateur d'établir une antithèse marquée entre les deux paragraphes dont nous entreprenons l'étude. Nous ne pensons pas qu'il y ait eu pareil calcul ; le souci d'éviter la répétition nous semble avoir été la raison déterminante, sinon unique, de la bizarrerie que nous signalons. « Représentants » ou « ayants droit » sont des expres-

sions qui peuvent être prises, dans la pensée du législateur, l'une pour l'autre (1), et il faut entendre par là (suivant l'énumération de l'article 3, § 6 et suiv.) : le conjoint non divorcé ou séparé de corps, les enfants légitimes ou naturels et à leur défaut les ascendants ou descendants à la charge de la victime.

Nous allons d'abord étudier les dispositions du paragraphe 18 qui ne réclament point de bien longs développements.

§ 1^{er}. — Les représentants étrangers de l'ouvrier étranger ne résident point en France au moment de l'accident.

Ici la précision du texte ne laisse place à aucune controverse. Cette précision se retrouve d'ailleurs tant dans la loi de 1898 que dans celle du 31 mars 1905 qui l'a modifiée sur un seul point (modification déjà signalée d'ailleurs) : en ajoutant au mot représentant celui d'étrangers. Le législateur entendait exclure par là des dispositions restrictives du paragraphe 18 les ayants droit français de l'ouvrier étranger.

Si donc, au moment de l'accident, les représentants étrangers de l'ouvrier étranger ne résident pas sur le territoire français, ils sont l'objet d'une disposition rigoureuse qui se retrouve dans la plupart des législations

(1) Elles seront employées d'ailleurs l'une pour l'autre au cours des explications qui vont suivre.

étrangères, ils n'ont droit à aucune des rentes édictées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (1)-(2).

Il n'y a pas de doute possible sur ce point : les auteurs sont unanimes dans leurs conclusions, la question, en pratique, n'est plus soumise aux tribunaux, les dernières décisions remontent à plus de dix ans et elles sont toutes dans le même sens (3).

Le législateur n'a pas voulu, en effet, grever l'industrie nationale de pensions qu'il faudrait payer à des individus inconnus en France, et il a estimé — à tort ou à raison, car nous croyons cette idée discutable, — que ce serait amoindrir la fortune nationale ; il considère, en second lieu, que l'admission des représentants étrangers non résidents à l'octroi des pensions présenterait de graves difficultés et amènerait des tentatives de fraudes nombreuses en raison de la possibilité de se donner à soi-même un état civil mensonger. Cette incertitude, où se trouverait l'assureur sur le point de savoir s'il a bien devant lui un véritable représentant ou au contraire un imposteur, ne pouvait être évitée que par une disposition législative comme celle du paragraphe 18 : le législateur s'est décidé à l'édicter,

(1) Sachet, 3^e édit., t. I, n^o 213 ; Loubat, 2^e édit., n^o 211.

(2) Pour la question de résidence ou non, voir les principes exposés plus haut, sect. I, chap. III.

(3) Voir notamment : Paris, 16 mars 1901, *Rec. acc. de travail*, 1901, 1902, p. 18 ; Trib. Valenciennes, 24 octobre 1901, *Journ. de droit international privé*, 1902, p. 310 ; Cass. req., 16 novembre 1903, *Rec. acc. de travail*, 1903, 1904, p. 265 ; Trib. civ. Nice, 2 janvier 1901, D. P. 1904.2.92.93 ; Chambéry, 13 août 1902, D. P. 1905.2.22.

on ne saurait l'en blâmer. Cette solution paraît cependant extrêmement pénible à ceux qui se placent au simple point de vue de la justice et de l'équité. Elle l'est d'autant plus que toutes les décisions de jurisprudence rapportées ci-dessus ont refusé aux représentants étrangers non résidents le bénéfice de l'article 1382 du Code civil. L'ouvrier étranger lui-même ne le possède pas non plus, mais pour lui les conséquences de ce refus sont moins rigoureuses. Même s'il ne réside pas en France au moment de l'accident, il a droit, suivant notre opinion, à une rente viagère, suivant l'opinion la plus généralement admise, à un capital égal à trois fois la rente qui lui était tout d'abord accordée. Et puis ce refus s'explique pour lui tout naturellement : s'il ne bénéficie pas de l'article 1382, c'est tout simplement parce qu'il est régi par la loi de 1898 qui lui accorde dans ce cas certaines indemnités (celles de l'art. 3).

Pour les représentants étrangers non résidents, la question, au contraire, est discutée en doctrine. Les uns estiment que l'article 1382 devrait pouvoir être invoqué par eux. Et en effet, disent-ils, le seul article de la loi de 1898 qui se soit occupé des représentants étrangers non résidents leur a refusé toute indemnité. Il semble bien, en conséquence, qu'il ait entendu les renvoyer au régime du droit commun. D'autre part, l'article 2 dit, en propres termes, que « les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ». Employés et ouvriers,

dit le texte, il n'est donc point question des représentants. Et d'ailleurs, en se servant de l'expression « se prévaloir », le législateur n'a-t-il pas manifesté son intention de refuser le bénéfice de l'article 1382 simplement à ceux qui trouvent dans la loi de 1898 un avantage positif et certain, ce qui n'est pas le cas des représentants qui ne résident point en France. Enfin, pour dépouiller le représentant de l'ouvrier étranger d'un droit naturel comme celui de l'article 1382, il faudrait s'appuyer sur un texte formel. Ce texte reste à trouver (1). Cette première fraction de la doctrine parle enfin au nom de la justice.

Refuser aux représentants de l'ouvrier étranger le droit à invoquer l'article 1382, c'est méconnaître les principes les plus élémentaires de l'équité, « c'est rétablir le droit d'aubaine, et c'est le rétablir en faveur du patron même coupable d'imprudence, et de faute lourde peut-être ! Les enfants de l'ouvrier, parce qu'ils sont à l'étranger, n'auraient aucun secours (2) ? »

Les partisans de la théorie inverse ne désarment cependant pas. Ils invoquent d'abord un argument tiré de l'article 2 : « Les ouvriers et employés ne peuvent se prévaloir, etc. » Sans doute l'article 2 ne parle que des ouvriers et employés et non des représentants. Mais les représentants, de qui tiennent-ils leurs droits, sinon de la victime

(1) Baynaud, *Les accidents du travail des ouvriers étrangers*, p. 92.

(2) De Saint-Charles, *Le risque professionnel de l'ouvrier étranger*, p. 37.

de l'accident à qui les rattache le lien légal de la parenté ? Et si, en vertu du principe élémentaire de droit : « *Nemo dat quod non habet* », ils ne peuvent avoir d'autres droits ou des droits plus étendus que ceux de leur auteur, comment pourrait-il se faire qu'ils invoquent à leur profit le bénéfice de l'article 1382 qui, nous l'avons vu, est refusé à la victime elle même ?

D'autre part, ils argumentent encore de l'article 7 qui accorde « à la victime ou ses représentants le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun et indépendamment de l'action résultant de la présente loi », mais simplement « contre les auteurs de l'accident, autre que le patron ou ses ouvriers et préposés ». Ceci exclut bien, par argument *a contrario*, tout droit à invoquer l'article 1382 dans le cas où l'action est intentée contre le patron ou ses ouvriers et préposés. Cet argument nous semble, pour notre part, absolument convaincant, et le caractère d'ordre public, qu'attache à la loi de 1898 l'article 30, paraît devoir confirmer cette thèse.

Elle s'appuie d'ailleurs sur l'autorité de la jurisprudence qui, unanimement, n'a pas admis la possibilité, pour les représentants étrangers non résidents, de se réfugier derrière l'article 1382.

S'il nous fallait choisir entre ces deux opinions inverses nous nous déciderions en faveur de la seconde (1) et cela pour les raisons suivantes.

(1) V. à l'inverse, Raynaud, *op. cit.*, p. 83 et suiv.

La loi de 1898 a introduit dans la législation française le principe du risque professionnel, et elle a voulu par là éviter toutes difficultés de procédure (preuves par témoins, enquêtes sur place) et rétablir l'équilibre entre l'ouvrier obligé de fournir la preuve de la faute du patron et ce même patron à qui, au contraire, n'incombait aucune charge. Si l'on permet aux représentants de l'ouvrier étranger qui ne résident pas en France d'invoquer l'article 1382, le but de la loi de 1898 n'est pas atteint en entier.

Tous les inconvénients auxquels on a voulu remédier vont se manifester à nouveau. Appliquer l'article 1382, ce serait, d'ailleurs, donner à certains représentants non résidents (ceux qui pourraient fournir la preuve de la faute du patron) une situation meilleure qu'à ceux qui résident sur le territoire français, puisque les premiers pourraient obtenir la réparation intégrale du préjudice subi, tandis que les seconds, en vertu des principes de la loi de 1898, devraient se contenter d'une indemnité forfaitaire.

Cette concurrence — si on peut s'exprimer ainsi — pourrait même se rencontrer dans une seule espèce. Nous ne croyons pouvoir mieux faire, pour éclairer les explications qui précèdent, que de citer deux des considérants d'un arrêt de la Cour de Paris, 7^e chambre (16 mars 1901) :

« Considérant que la prétention de l'appelante (la veuve qui prétendait pouvoir obtenir satisfaction au moyen de l'art. 1382), si elle était fondée, amènerait, par une conséquence logique, inéluctable, à reconnaître le même recours

à tous les ayants droit, aux termes du droit commun, que la loi nouvelle écarte de la représentation de la victime décédée, si bien que l'on pourrait trouver réunis dans une seule instance les enfants mineurs de 16 ans obtenant l'indemnité forfaitaire fondée sur le risque professionnel par application de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, et les enfants, majeurs de 16 ans, réclamant, en vertu de l'article 1382 du Code civil, la réparation intégrale du préjudice causé par la faute du patron ;

« Mais, considérant que cette survivance du droit antérieur pour une situation prévue et régie par la loi du 9 avril 1898, cette coexistence, vis-à-vis du chef d'une entreprise assujettie, à l'occasion d'un même accident, du risque professionnel et de la responsabilité illimitée de la faute selon le droit commun est en contradiction absolue avec l'œuvre transactionnelle du législateur, dont la volonté, manifestée par les dispositions sus-visées, a été de régler par un forfait, ayant pour base le salaire, même en cas de faute inexcusable, les conséquences de la responsabilité du chef de l'entreprise, et la réparation due, soit à l'ouvrier blessé, soit aux seuls ayants droit admis à la représentation de la victime, au cas d'accident mortel », etc.

Reste à envisager maintenant la question du contracting-out, c'est-à-dire celle de savoir si l'ouvrier étranger ne peut stipuler ni pour lui ni pour ses héritiers l'application de l'article 1382. Elle ne retiendra pas bien longtemps notre attention ; car nous sommes en présence d'un texte

formel, c'est l'article 30 ainsi conçu depuis la loi du 31 mars 1905 : « Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'article 16 et au troisième alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé aux dits articles. » Se réserver par une convention le bénéfice de l'article 1382, ce serait aller à l'inverse des dispositions de l'article 3, § 18 ; une telle convention est donc nulle en vertu de l'article 30. C'est là une solution qui ne paraît pas discutable.

Elle a été attaquée cependant par de très bons esprits, et notamment par M. Cooreman, ministre de l'industrie et du travail belge : « Il ne paraît pas que l'article 30 de la loi, qui frappe de nullité toute convention contraire à ses dispositions, doive être interprété dans le sens d'une interdiction des contrats destinés à dédommager les personnes exclues du bénéfice de la législation nouvelle » (Circulaire ministérielle aux gouverneurs de province, 13 juin 1899).

Quelle que soit l'autorité de celui qui écrivait ces lignes, nous ne pouvons souscrire à cette théorie. L'article 30 ne permet pas une interprétation aussi fantaisiste, aussi peu conforme surtout à l'intention très nette du législateur.

Nous avons vu précédemment que tous les auteurs étaient d'accord pour déclarer inopérant le fait, par un ouvrier étranger ne résidant pas en France au moment de l'accident, de venir ensuite habiter notre territoire ; la même solution s'applique pour les représentants étran-

gers. A l'inverse du cas précédemment examiné, elle est ici évidente, elle résulte des termes mêmes de l'article 3 § 18, qui enlève aux représentants étrangers tout droit à une indemnité « si, *au moment de l'accident*, ils ne résidaient pas sur le territoire français ».

§ 2. — Les ayants droit étrangers de l'ouvrier étranger résidaient en France au moment de l'accident, mais ils quittent le territoire après l'accident.

Toutes les hypothèses étaient possibles avant le vote de la loi du 31 mars 1905, puisque la loi de 1898 avait omis d'envisager cette situation.

Un premier système faisait perdre aux représentants étrangers qui cessent de résider en France après l'accident tout droit à une indemnité, et les assimilait ainsi aux représentants étrangers du paragraphe 18, raisonnablement par analogie qui nous semble critiquable si l'on veut bien admettre avec nous que les dispositions exceptionnelles d'une loi sont essentiellement d'interprétation stricte.

A l'inverse de ce premier système, d'autres auteurs, et non des moindres, leur continuaient le service de la pension obtenue primitivement sans se préoccuper de leur départ. C'était la solution admise en pratique par la plupart des grandes Compagnies d'assurance et aussi par la Caisse nationale des retraites (Qu'il nous soit permis de faire remarquer en passant que les craintes du législateur concernant le bon fonctionnement du service des rentes

à l'étranger n'ont donc pas tout à fait leur raison d'être, puisque ce mode de paiement était employé ici. Ce sont pourtant ces craintes qui l'ont amené à édicté en maints endroits des dispositions défavorables aux étrangers). En l'absence d'un texte, cette deuxième solution seule nous paraît être logique (1).

Le législateur de 1905 en a cependant décidé autrement, il a étendu aux représentants étrangers qui quittent la France après l'accident les règles établies pour l'ouvrier étranger lui-même : conversion de la rente en un capital égal à trois annuités.

L'adoption d'un texte de ce genre, si elle avait été acceptée sans restriction, eût pu être dangereuse en même temps que préjudiciable aux intérêts du débiteur de la rente. L'article 3 dit, en effet : « Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

« a) Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

« En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué dans ce cas le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, 2^e édit., 1944 ; Loubat, *op. cit.*, 212 ; Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, 5^e édit., 1531 ; Ed. Serre, 3^e édit., p. 401.

« *b*) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnu avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 o/o de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 o/o s'il y en a deux, de 35 o/o s'il y en a trois et de 40 o/o s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

« Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 o/o du salaire. L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 o/o du salaire, ni 60 o/o dans le second.

« *c*) Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant dans les termes des paragraphes *a* et *b*, chacun des ascendants et des descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 o/o du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes allouées puisse dépasser 30 o/o.

« Chacune des rentes prévues par le paragraphe *c* est, le cas échéant, réduite proportionnellement. »

De ces différentes dispositions que nous avons citées intégralement, car il nous a paru difficile de les tronquer sans nuire à la clarté de l'exposition, nous ne voulons retenir que deux choses : 1^o les rentes sont viagères pour le conjoint et pour les ascendants ; 2^o elles sont payables jusqu'à seize ans pour les enfants et les descendants. On voit par là à quelles difficultés nous faisons allusion plus haut. L'une d'entre elles avait été nettement aperçue par

M. Mirman, rapporteur de la loi de 1905, et il la signalait aux membres du Parlement, le 14 mai 1901, dans les termes suivants : « Une petite difficulté se présente lorsque l'ayant droit est un enfant ; l'indemnité qui, au lendemain de l'accident, lui a été accordée n'est pas une rente viagère, mais une rente qui doit cesser lorsqu'il aura seize ans accomplis, et l'on aperçoit aisément l'abus qui ne manquerait pas de se produire si l'on ne complétait pas de quelque façon le texte précédent ; dès qu'un enfant, fils ou fille d'un ouvrier tué en France, verrait approcher cette date à laquelle la rente va lui être retirée, il déclarerait vouloir cesser de résider en France, il réclamerait le le capital fixé dans cet article de loi à trois fois la rente elle-même, quitte à revenir en France le lendemain. »

La même difficulté, bien qu'elle n'ait pas été signalée par M. Mirman, peut encore se rencontrer dans le cas de la veuve ou des ascendants. La date de la cessation de résidence peut être très voisine de celle de leur décès. Le versement d'un capital égal à trois annuités opéré en faveur d'une veuve qui décède quelques mois après son départ de France aurait pu se produire ; si on ne peut pas parler dans ce cas de fraude ou de spéculation, il n'en reste pas moins que le débi-rentier a subi un important préjudice.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'article 3, § 17, après avoir posé le principe de la conversion de la rente en un capital égal à trois annuités pour les représentants étrangers de l'ouvrier étranger qui cessent de résider en France

après l'accident, l'ait fait suivre de la restriction suivante :

« Sans toutefois que le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28 (1). »

Ce texte, inséré à titre définitif dans l'article 3, § 17, est l'œuvre du Sénat. La Chambre des députés était tombée d'accord sur la restriction suivante : « Toutefois, pour les enfants, ce capital ne pourra dépasser le total des annuités restant à courir jusqu'à seize ans. » La rédaction reprise plus haut présente deux avantages évidents : elle présente d'abord un caractère plus général puisqu'elle étend la restriction à tous les descendants quels qu'ils soient : enfants ou autres ; d'autre part, elle favorise le débi-rentier en tenant compte de la capitalisation et de la mortalité. Ce deuxième avantage a été parfaitement mis en évidence par le rapporteur au Sénat : « Un examen plus approfondi de ce texte (celui de la Chambre des députés) nous a fait constater qu'il était préjudiciable aux débiteurs de la rente, c'est-à-dire, notamment dans la plupart des cas, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le capital immédiatement payable, d'après ce texte, à un enfant de treize ans atteindrait en effet la totalité des arrérages qui lui eussent été servis jusqu'à l'âge de seize ans. Or le prix de la rente à servir normalement

(1) Art. 28, § 2 : « Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit. »

se trouve établi en tenant compte de la capitalisation et de la mortalité, alors que le versement immédiat priverait le débiteur, tout à la fois, de l'intérêt des sommes versées par anticipation et du bénéfice de la mortalité. Il nous a donc paru nécessaire, pour mettre le débiteur, et notamment la Caisse nationale des retraites, à l'abri de toute perte de ce chef, de compléter le texte de la Chambre des députés, en limitant la somme susceptible d'être remboursée, à ce que vaut, d'après les tarifs, la rente ainsi remboursée, au moment du remboursement (1). »

§ 3. — L'existence de représentants qui ne résident pas en France peut-elle influencer sur la rente de ceux qui y résident ?

Il peut se faire en effet que tous les représentants ne résident pas en France au moment de l'accident.

Il y a des cas tout d'abord où cette situation ne soulève aucune difficulté : ceux où les représentants qui résident en France ne sont pas placés par la loi dans la même catégorie (2) que ceux qui n'y résident pas. C'est le cas notamment d'un ouvrier victime d'un accident qui laisse une veuve résidant en France et des enfants qui ont abandonné notre territoire. Comme les rentes et pensions de l'une et des autres sont absolument distinctes, comme la

(1) Chovet, *Troisième rapport supplémentaire*, 19 novembre 1903, p. 542.

(2) Nous entendons par là d'une part le conjoint ou les ascendants, d'autre part les enfants ou les descendants.

veuve, de par l'article 3, § 6 aura dans tous les cas une rente égale à 20 o/o sans que jamais l'existence d'enfants puisse influencer sur ce quantum, il ne peut pas y avoir de difficulté. La veuve résidant en France obtiendra 20 o/o du salaire annuel (art. 3, § 6) ; le ou les enfants ne résidant pas en France n'auront droit à aucune indemnité (art. 3, § 18). Cette solution est la seule qui doive être adoptée ; c'est la seule qui ait été admise par les tribunaux (Nice, 2 janvier 1901, D. 1904.2.92 et 93 ; Paris, 2 janvier 1903, D. 1904.2.92). Le fait de la résidence en France ou hors de France doit être envisagé individuellement pour chacun d'eux ; la déchéance qui découle de la non-résidence est absolument personnelle.

Mais si, au contraire, dans la même catégorie de représentants, les uns résident en France alors que d'autres l'ont quittée, que doit-on décider ? Il est évident tout d'abord que les non-résidents n'ont droit à aucune indemnité, mais la question litigieuse est la suivante : vont-ils être ignorés par le patron et la Compagnie d'assurances, vont-ils au contraire faire nombre ? Prenons un exemple qui éclairera la discussion en même temps qu'il en fera ressortir l'intérêt.

Un ouvrier décède à la suite d'un accident survenu en France et laisse six enfants orphelins de père et de mère, dont 4 résident à l'étranger et deux en France. Le salaire annuel de la victime s'élève à 1.600 francs.

Deux solutions s'offrent à l'esprit : 1° considérer que la victime de l'accident a laissé six enfants, le maximum lé-

gal étant dans ce cas de 60 o/o, la part de chacun d'eux est donc $60 = 10$ o/o du salaire annuel ; chacun des deux enfants qui résident en France recevra dans ce premier système une somme de 160 francs, les quatre autres n'obtenant aucune indemnité (art. 3, § 18).

2° Considérer au contraire que la victime n'a laissé que deux enfants, les quatre autres ne devant pas intervenir dans le calcul de la rente. Le maximum légal est alors de 40 o/o, chacun des deux enfants qui résident en France recevra une somme de 320 francs (1).

La différence des résultats obtenus est extrêmement importante, la question — on s'en rend compte aisément — présente un gros intérêt pratique. La doctrine est absolument divisée à ce sujet. Chacun des systèmes exposés plus haut possède ses partisans. Nous allons examiner sommairement leurs principaux arguments.

Le premier système se base sur le texte lui-même de la loi. Elle décide, d'une part, en effet, que le taux de la pension des enfants varie suivant leur nombre et, d'autre part, que les enfants d'un ouvrier étranger n'ont pas droit à indemnité s'ils résident à l'étranger.

Pour les tenants de cette opinion, il faudra donc calculer d'abord le montant total de la pension comme si tous les enfants y avaient droit, diviser ensuite par le nombre d'enfants la somme obtenue, et attribuer le quotient à chacun de ceux qui résidaient en France au décès de leur père.

(1) Sachet, 2^e édit., p. 215 ; Loubat, *op. cit.*, p. 213 ; Chardiny, p. 123.

Les partisans de la deuxième opinion se tiennent cependant point pour battus. Ils estiment que si le premier système est conforme à la lettre de la loi, c'est-à-dire aux paragraphes *b* et 18 de l'article 3 pris séparément, il a fait fausse route en les combinant. L'article 3, § *b*, à les entendre, ne vise que le cas ordinaire, où tous les enfants reçoivent une indemnité. S'il en est autrement, s'il y a des enfants que les dispositions de l'article 3 privent de tout droit à raison de leur résidence hors de France, ceux-là sont inexistants aux yeux de la loi ; elle les ignore et, par suite, elle ne peut vouloir qu'on en tienne compte pour le calcul de l'indemnité des autres. Pour eux le premier système a mal interprété la loi.

Ce n'est pas d'ailleurs leur seul, ni leur meilleur argument. C'est surtout sur le terrain des résultats pratiques du premier système qu'ils paraissent triompher.

« Le principal motif, disent-ils, par lequel on justifie la non indemnisation des représentants résidant à l'étranger, c'est la possibilité de fraudes, la difficulté d'être exactement renseigné sur l'existence, l'âge, la qualité de ces personnes. Mais, avec la solution que nous critiquons, le patron devant faire la preuve de tous ces points douteux, la principale raison du refus de pension disparaît. En un mot il faut choisir : ou bien l'on juge cette preuve impossible, et alors on doit considérer les enfants résidant en France comme seuls existants à tous égards, pour l'application de la loi ; ou bien, si la preuve est faite de l'existence à l'étranger d'enfants âgés de moins de seize ans,

on doit les indemniser. Il n'est pas admissible que l'on puisse dire aux enfants résidant à l'étranger : « Vous êtes pour nous inexistants et nous vous refusons par suite toute indemnité », et à ceux qui résident en France : « Nous réduisons le chiffre de votre pension parce que vous avez des frères vivant à l'étranger. » Comment pourrait-on qualifier un tel raisonnement (1) ? »

C'est à cette opinion que s'est ralliée la jurisprudence. Une décision de Chambéry n'a pas tenu compte des enfants résidant à l'étranger pour le calcul de la rente des ayants droit (2).

Quelle que soit la valeur des considérations émises par M. Raffalli, quel que soit l'appui qu'ait apporté à sa thèse le jugement précité, nous n'en persistons pas moins à admettre le premier système. Et voici les raisons de notre préférence. En édictant la déchéance de l'article 3, § 18, c'est-à-dire en refusant aux représentants étrangers ne résidant pas en France le droit à l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, le législateur a pu avoir en vue d'éviter « les fraudes, la difficulté d'être exactement renseigné sur l'existence, l'âge et la qualité de ces personnes » ; mais nous persistons à croire que ce n'est pas là la raison déterminante de son geste. Ce qu'il a voulu surtout, et en premier lieu, c'est diminuer les charges qui pèsent sur le

(1) Raffalli, *op. cit.*, p. 83 et 84.

(2) Chambéry, 13 août 1902, D. 1903.2.22. — (Cf. Raynaud, *op. cit.*, p. 69 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, 2^e édit., 1944 ; Paul Pic, p. 141.

patron, c'est éviter le transport à l'étranger des capitaux français. Avec le système de M. Raffalli, nous n'arrivons pas sans doute à cette émigration, mais nous augmentons de notable manière le fardeau du débi-rentier. Il n'y a qu'à se reporter, pour s'en convaincre, aux chiffres donnés plus haut à titre d'exemple. Ils sont éloquentes : ils passent de 160 francs dans le premier système à 320 dans le second, soit de 1 à 2. Cette simple comparaison démontre péremptoirement, mieux que toutes les dissertations, jusqu'à quel point, tout en revendiquant à leur profit le respect des intentions du législateur, la doctrine que nous combattons les a méconnues.

Pour nous, lorsque l'ouvrier étranger, décédé victime d'un accident, laisse plusieurs enfants, dont les uns résidaient en France et les autres à l'étranger, la situation de ceux qui sont présents en France doit être identique à celle qu'ils eussent été en droit de revendiquer si tous les enfants avaient résidé en France au moment même de l'accident. On ne voit pas d'ailleurs pourquoi ils profiteraient dans une mesure quelconque de la déchéance édictée par le législateur contre leurs frères et sœurs résidant à l'étranger. Il y aurait là un accroissement qui est loin de s'imposer.

La même solution interviendra encore dans le cas suivant. Si l'un des ayants droit quitte la France après l'accident, il y a lieu pour lui à conversion de la rente en un capital égal à trois fois cette rente. Cette cessation de résidence ne modifie pas le droit de ses co-indemnitaires. La

solution inverse ne saurait être admise. L'enfant qui cesse de résider continue à exister aux yeux de la loi, il n'y a pas de déchéance, mais seulement une variante dans le mode d'indemnisation.

Tout autre est la question de savoir ce qui se passe lorsque l'un des indemnitaires décède ou atteint l'âge de 16 ans, terme du paiement de la pension. Le tribunal de Vannes a été appelé à donner son opinion sur ce point. Il l'a fait dans les termes suivants : « Quelque forfaitaire que soit la loi de 1898, le législateur n'a pas voulu faire, quand l'un des enfants de la victime décédée vient à mourir ou à atteindre la majorité de seize ans, aux autres enfants, une situation moins bonne que celle qui leur aurait été faite au moment de l'accident, s'ils n'avaient été que le nombre auquel ils se trouvent réduits par ledit décès ou ladite majorité (1) ».

Si nous supposons donc quatre enfants simplement orphelins, chacun d'eux ne touche que 10 0/0 du salaire annuel de leur père décédé. Survient le décès de l'un d'eux, chacun des trois autres va toucher non plus 40/4, mais bien 35/3 0/0 du salaire. Si l'un des trois survivants arrive à sa majorité, chacun des deux autres va alors toucher 25/2 0/0. S'il n'en reste plus qu'un seul, le quantum de la rente va se modifier à nouveau, il augmentera jusqu'à 15 0/0.

(1) Vannes, 9 janvier 1902, 26 juillet 1900, *Gaz. Pal.*, 1900.2.597 ; Trib. civ. Nantes, 18 juin 1900, *Gaz. Pal.*, 1900.2.182.

§ 4. — Cas où les ayants droit étrangers de l'ouvrier étranger résident en France au moment de l'accident, alors que la victime n'y résidait point.

Il ne semble pas discutable que l'ayant droit possède tous les droits de son auteur et ne possède que ceux-là. Il y aura donc lieu de lui accorder une indemnité dans les limites elles-mêmes où son auteur eût pu en obtenir. Ce principe étant admis, il nous faut alors, pour solutionner la question qui fait l'objet de ce paragraphe 4, nous reporter aux explications que nous avons données au même chapitre (section II, § 2). Si presque tous les auteurs sont d'accord pour refuser aux représentants des droits plus étendus que ceux de leur auteur, l'entente est loin d'être faite sur l'étendue du droit de l'auteur lui-même.

Certains, en effet, estiment que l'ouvrier qui ne réside pas en France n'a droit à aucune indemnité, ainsi que le décide l'article 3, § 18, pour les ayants droit étrangers non résidents. D'autres, au contraire, par analogie avec l'article 3, § 16, décident que l'ouvrier, dans ce cas, a droit à un capital égal à trois fois la rente qui lui aurait été attribuée s'il avait résidé en France au moment de l'accident. Enfin, un troisième système que nous avons soutenu se refuse à raisonner par analogie dans une matière d'exception, qui relève en conséquence de l'interprétation stricte, et elle admet que le fait de la résidence ou non en France au moment de l'accident ne présente aucune importance. Suivant que l'on est partisan de l'une ou de l'autre de ces

théories, on prendra parti dans un sens ou dans l'autre : la première théorie refusera l'indemnité aux représentants résidant en France d'un ouvrier qui n'y résidait pas au moment de l'accident ; la seconde leur accordera l'indemnité sous forme d'un capital égal à trois fois la rente qui leur aurait été accordée si l'ouvrier résidait en France ; la troisième sous forme de rente annuelle : viagère pour les ascendants et la veuve, payable jusqu'à 16 ans pour les enfants ou les descendants.

APPENDICE. — *Résumé des différentes solutions rapportées au chapitre III* (Tableau comparatif entre les ouvriers et leurs représentants).

Ouvriers.

1^o Les ouvriers étrangers qui cessent de résider en France après l'accident perdent le droit de la rente. Cette rente est convertie en un capital égal à trois annuités (art.3, § 16).

2^o Les ouvriers étrangers qui ne résident pas en France ont, en l'absence d'un texte, droit à une rente comme s'ils résidaient en France (solution admise par nous contraire à la presque unanimité de la jurisprudence).

Ayants droit.

1^o Même solution pour les ayants droit étrangers qui quitteraient la France après l'accident (Mais le capital ne peut dépasser la valeur actuelle de la rente) (art.3, § 17).

2^o Les représentants étrangers de l'ouvrier étranger qui ne résident pas en France au moment de l'accident n'ont droit à aucune indemnité (art. 3, § 18).

3° Les ouvriers étrangers ne peuvent invoquer le bénéfice de l'article 1382 du Code civil, ils ne peuvent faire aucune convention contraire à ce sujet.

3° Même solution pour les ayants droit.

CHAPITRE IV

DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

L'expression « conflit de lois » ne possède pas ici le sens généralement admis par les traités de droit international. Par théorie du conflit de lois, on entend en général l'étude du point de savoir d'après quelle législation l'étranger sera admis à faire valoir les droits dont le bénéfice lui a été reconnu par un pays autre que son pays d'origine, du point de savoir s'il devra toujours se conformer aux lois du pays où il les invoque, ou si au contraire il sera fondé à se prévaloir de sa législation propre à laquelle le rattacherait un lien purement personnel. La loi a donc deux souverainetés différentes : une souveraineté territoriale et une souveraineté personnelle, l'une gouvernant le sol, l'autre gouvernant les individus. Lorsque ces deux souverainetés sont en lutte sur un territoire, à propos d'un intérêt privé, il y a conflit de lois (1).

Le conflit de lois en matière d'accidents du travail résulte, lui, du double caractère de l'accident ; on peut en effet l'envisager d'abord comme une sorte de quasi-délit,

(1) Weiss, *Manuel de droit international privé*, p. 338.

et alors appliquer la loi du lieu où l'accident est survenu : la *lex delicti commissi* ; ou bien on peut considérer l'accident du travail comme se rattachant au contrat de travail, et comme tel lui faire application de la loi du contrat, qui sera souvent la loi du pays d'origine de l'ouvrier victime d'accident (1).

Grâce au développement des voies de communications internationales, grâce à la rapidité des déplacements, grâce à la disparition des principes qui maintenaient l'ouvrier fidèle à son foyer, les hypothèses dans lesquelles naissent le conflit de lois ne sont pas seulement des hypothèses de doctrine pure, elle se trouvent, au contraire, fréquemment réalisées. Ce sera le cas par exemple de l'ouvrier belge, engagé en Belgique pour le compte d'un patron belge et qui vient travailler en France où il est blessé ; c'est le cas encore d'un ouvrier français travaillant en Belgique et blessé en Belgique après avoir été engagé en France par un patron français ; c'est le cas enfin d'un ouvrier étranger travaillant dans son pays pour le compte d'un patron français qui l'a engagé en France. Toujours nous trouvons en présence la loi du lieu où l'ouvrier a été embauché, celle du lieu où il a été blessé. Si, enfin, nous supposons, ce qui n'est nullement impossible, qu'un ouvrier français ait été embauché en France pour le compte d'une maison belge et qu'il soit blessé en Allemagne ; ce n'est plus deux lois, mais trois qu'il faut envi-

(1) Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 127.

sager. Entre la *lex loci contractus*, la *lex delicti commissi* et la loi du lieu de l'entreprise, il faut choisir. Laquelle doit être adoptée ? Telle est le problème à solutionner maintenant : question délicate à coup sûr, et question incertaine aussi sur laquelle la jurisprudence et la doctrine hésitent encore.

La difficulté en cette matière n'existe, en somme, que depuis la loi de 1898. Avant 1898, au contraire, si la question se posait, elle était résolue facilement. De ce que le patron était obligé de prouver sa faute, de ce que l'obligation de réparer le préjudice causé par les accidents du travail relevait de l'article 1382 et des principes du quasi-délit, il n'y avait qu'à appliquer alors les règles du droit international ; elles se prononçaient très nettement en faveur de la *lex delicti commissi* qui est ici la loi du lieu de l'accident sans aucune distinction basée sur la nationalité ou le contrat de travail. La doctrine et la jurisprudence étaient unanimes sur ce point : « Si le fait dommageable, écrivait Laurent, a eu lieu à l'étranger, soit entre Français, soit entre étrangers, quelle loi faudra-t-il appliquer ? La nationalité n'a aucune influence en cette matière..... C'est du fait que découle l'action. Si celle-ci était intentée dans le pays où le dommage est causé, elle serait régie par la loi locale ; donc elle doit être aussi régie par cette loi, si, à raison d'une circonstance quelconque, l'action est portée devant un tribunal français..... Le fait implique une lésion de l'ordre public dans le pays où il s'est passé ; le statut qui le régit est par cela même réel (1). »

(1) Laurent, *Droit civil international*, t. VIII, p. 79.

La loi de 1898 — nous l'avons vu — a supprimé la nécessité de la preuve d'une faute du patron, et elle a accordé à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas, sauf celui de faute inexcusable ; on ne peut plus rattacher ainsi directement à l'idée d'un délit ou d'un quasi-délit l'indemnisation de l'accident du travail ; telle est la raison du flottement de la jurisprudence française ou étrangère et de la doctrine.

SECTION I. — De la jurisprudence française.

La jurisprudence a suivi deux courants très nets et bien distincts. Aussitôt après le vote de la loi de 1898, elle a continué à admettre comme auparavant la supériorité de la loi du lieu de l'accident. Habitée depuis de longues années à rendre des décisions dans ce sens, il lui était pénible de changer tout à coup son orientation.

Ainsi en avait décidé le tribunal civil de Lille en date du 4 décembre 1904 (jugement confirmé en appel par la Cour de Douai, 4 avril 1905 ; Lille, 2 mai 1905 ; Douai, 9 août 1905). Pour justifier sa thèse, il cherche à faire rentrer la loi de 1898 parmi les lois de police et de sûreté. Elle doit par suite recevoir une application territoriale (C. civ., art. 3). Il se base pour l'affirmer sur l'article 30 de ladite loi, qui déclare nulle de plein droit toute convention contraire : « ce qui est, d'après l'article 6 du Code civil, la caractéristique des lois d'ordre public ». Et

il continue : « Attendu que le législateur a tiré les conséquences de ce principe de la loi de police par rapport à la territorialité, en édictant : 1° sous le titre II, intitulé « Déclaration des accidents et enquêtes », à peine de nullité, toute une procédure (art. 11 à 15) qui se suffit à elle-même et ne peut être appliquée lorsque l'accident s'est produit à l'étranger ; 2° sous le titre IV intitulé « Garantie des moyens de contrôle » (art. 23 à 28) qui ne peuvent atteindre que les patrons d'industries situées en France ; qu'il en résulte, par cela même, en conformité des principes, que la loi de 1898 ne peut plus recevoir son application lorsque l'un de ces deux éléments, l'existence en France de l'industrie assujettie à la loi et la survenance de l'accident en France, vient à manquer (1). »

C'est encore ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Nancy en date du 10 février 1906 sur appel d'un jugement du tribunal de Briey (2 novembre 1905) (2). « Attendu, dit cet arrêt, que l'assurance contractée par la société en Luxembourg ne l'exonère pas des charges qui, aux termes de la loi de 1898, incombent aux chefs d'entreprise ; qu'en effet, cette loi qui touche à l'ordre social et économique régit, comme les lois de police et de sûreté, tous les habi-

(1) *Revue de droit international privé*, 1904, p. 137.

(2) D. 1910.2.297, aff. Hauts Fourneaux de la Chiers c. Lambert. Nous ne citons d'ailleurs ce jugement que pour mémoire, puisqu'il s'agit ici d'un ouvrier belge au service d'une société luxembourgeoise, engagé en France et blessé en France, il ne peut donc y avoir ici conflit entre la loi du lieu de l'accident et celle du lieu du contrat : c'est la loi française pour tous les deux.

tants du territoire..... Attendu, qu'au surplus, on ne saurait lui imposer (à l'intimé) une renonciation au bénéfice de la loi du 9 avril 1898, cette loi étant d'ordre public, et toute renonciation expresse ou tacite à ses prescriptions étant frappée de nullité. »

Cette jurisprudence n'est point sans reproche : il n'est nullement prouvé, en effet, que la loi de 1898 soit une loi de police et de sûreté. Les lois de police ne sont pas, comme le dit l'arrêt de la Cour de Nancy, celles qui touchent à l'ordre social et économique, mais celles qui ont pour objet la sécurité des personnes, le respect des propriétés, le maintien du bon ordre et la salubrité publique (1), et tel n'est pas le cas de la loi sur les accidents. L'arrêt de la Cour de Nancy semble donc avoir fait une fausse application des principes. En réalité la loi de 1898 intéressant l'ordre social et économique peut être placée au rang des lois d'ordre public. Mais, dans cette catégorie même, il y a lieu de distinguer. Les seules lois d'ordre public qui soient obligatoires pour les étrangers en France sont les lois d'ordre public international (2), c'est-à-dire celles qui sont établies en vue de la sauvegarder de l'Etat : lois constitutionnelles, morales, religieuses, économiques (3). Il est impossible de trouver ces caractères dans

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e édit., t. I, § 31, p. 131 et suiv.

(2) Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international*, t. III, p. 85.

(3) Weiss, *op. et loc. cit.* ; Lainé, *Introduction au droit internatio-*

la loi de 1898. Elle ne touche ni à l'ordre social, ni à l'ordre politique et économique, car elle n'a pour objet la sauvegarde d'aucun principe nécessaire à la conservation de la société : Etat, morale ou propriété. Elle a eu seulement pour but d'abolir les règles de responsabilité du Code civil dans les accidents auxquels le travail donne lieu, et de faire suivre à cette partie du droit un développement parallèle à celui de l'industrie ; on ne saurait y voir une de ces règles impérativement imposées par la conscience universelle et dont la violation serait pour l'Etat une cause de désorganisation ou de scandale. Elle est donc seulement d'ordre public interne ou national, et non opposable par conséquent aux étrangers résidant en France, comme le sont les lois de police aux termes de l'article 3 du Code civil (1).

Les autres arguments employés à l'appui de cette jurisprudence ne sont pas meilleurs. Les dispositions de la loi qui sont relevées par le jugement de Lille précité ne sont point des preuves bien convaincantes de la territorialité de la loi, elles ne sont au contraire indiquées que pour trancher des difficultés possibles d'application.

La seconde solution tend de plus en plus à prévaloir : c'est celle qui assure la prédominance de la loi du lieu du contrat.

Les considérants de la Cour de Rennes surtout sont in-

nal privé, t. II, p. 218 ; P. Fiore, *Droit international privé*, traduction Pradier-Fodéré, p. 54.

(1) Loubat, *Les accidents en droit international*, p. 30.

téressants : « Considérant que la loi du 9 avril 1898 s'applique non seulement aux accidents survenus dans l'établissement ou dans l'usine qui sont le siège principal de l'industrie, mais aussi aux accidents dont l'ouvrier est la victime dans les diverses succursales ou les chantiers où son patron peut l'employer ; qu'il importe peu que ce chantier soit établi dans la même ville en France, ou même, d'après l'unanimité des auteurs (1), dans un pays étranger, pourvu que le contrat soit intervenu en France et entre Français ; considérant qu'en effet les relations entre le patron et l'ouvrier ne se modifient pas suivant le lieu où s'exécute le contrat (2). »

La Cour de cassation a d'ailleurs jugé dans le même sens (loi du lieu du contrat) par deux fois différentes (2 arrêts du 8 mai 1907).

« Attendu que l'obligation que, dans un intérêt public, la loi du 9 avril 1898 impose aux chefs d'entreprise d'indemniser dans la mesure qu'elle détermine les ouvriers victimes d'un accident de travail, et à ceux-ci de ne pas se prévaloir d'aucunes autres dispositions, est la conséquence forcée du louage de services intervenu entre les parties ; que, partout où s'exécute le contrat, la loi de 1898 doit recevoir son application ; que le législateur n'a

(1) Nous faisons toutes réserves sur ce considérant. Nous verrons, au contraire, plus loin que la question est très fortement discutée en doctrine.

(2) C. Rennes, 22 décembre 1902, *Rev. de dr. int.*, 1904, p. 132 ; Trib. civ. Alais, 27 janvier 1903, *Rev. de dr. int.*, 1904, p. 135 ; Just. paix Lille, 10 juillet 1903, *Rev. de dr. int.*, 1904, p. 135.

fait à la règle qu'il établissait aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France par un chef d'entreprise assujettie serait d'ordre et pour le compte de ce dernier occupé à l'étranger et y serait victime d'un accident de travail (1). »

Cette jurisprudence invoque, pour défendre son opinion, la volonté présumée des parties et la constance du rapport de droit qui existe entre patrons et ouvriers et qui est indépendante du lieu où s'exécute le contrat.

Tous les cas pratiques examinés jusqu'ici étaient ceux d'un ouvrier français victime d'un accident à l'étranger. Mais supposons maintenant le cas d'un ouvrier étranger ayant été embauché à l'étranger et blessé en France. Nous allons retrouver encore ici la même diversité dans les décisions jurisprudentielles. Si, dans l'affaire des Hauts-Fourneaux de Chiers contre Lambert, la Cour de Nancy a cru pouvoir appliquer la loi du lieu de l'accident, la Cour de Saïgon, au contraire, dans une espèce voisine (2), a appliqué la loi du lieu du contrat. Elle l'a fait d'ailleurs en des termes absolument précis.

« Attendu, sans qu'il soit besoin de rechercher la qualité même des parties, que la responsabilité patronale ne peut être considérée comme une règle du statut personnel applicable à toute personne française où qu'elle se trouve ; qu'elle n'est qu'une conséquence du contrat de louage de

(1) Cass., 8 mai 1907, D. 1908.1.371.

(2) Saïgon, 27 mars 1908, D. 1910.2.209.

services, et que la loi du 9 avril 1898 qui, par une interprétation nouvelle et obligatoire de ce contrat, a déterminé l'étendue de cette responsabilité, ne le pouvait faire que dans les limites de son application territoriale. »

SECTION II. — La jurisprudence étrangère.

Nous allons entreprendre très succinctement une rapide revue de la jurisprudence dans les pays étrangers.

Ils se divisent en deux classes bien distinctes : ceux où la jurisprudence n'a pas varié, ceux où elle est passée par les mêmes divergences que la jurisprudence française.

§ 1. — Des pays étrangers où l'on trouve une jurisprudence constante.

A. — Certains d'entre eux appliquent, en cas de conflit, la loi du lieu de l'accident.

Parmi eux, on peut citer notamment :

1° Le Luxembourg. La Cour supérieure de justice, ayant à se prononcer sur le cas d'un ouvrier luxembourgeois au service d'une société française, blessé en France et mort des suites de l'accident, a admis, dans un jugement en date du 4 juillet 1902, l'applicabilité de la législation française, bien que le contrat de travail ait été passé dans le Grand-Duché (1).

2° Les Etats-Unis. Ainsi en a décidé la Cour suprême de

(1) *Revue de droit international privé*, 1903, p. 38.

Michigan dans l'affaire Turner contre Saint-Clair Tunnel Company : « Lorsqu'un ouvrier employé par un entrepreneur américain à la construction d'un tunnel entre les Etats-Unis et un pays étranger (Canada), est blessé, alors qu'il travaillait sur territoire étranger, c'est la loi de ce pays étranger qui doit être consultée quant au point de savoir s'il a ouï ou non droit à l'indemnité (1) . »

3° L'Italie. C'est ce qui résulte d'abord d'un arrêt de la Cour de Gênes en date du 30 septembre 1898. Elle a décidé que dans le cas d'un ouvrier italien blessé en Italie, dont le contrat de louage de services avait été passé en Allemagne, la loi allemande ne pouvait être applicable et que l'on devait s'en référer uniquement à la loi italienne parce qu'elle est celle du lieu de l'accident.

« L'inapplicabilité de la loi allemande résulte de l'article 9 des dispositions préliminaires du Code civil italien, d'après lequel, et conformément à la règle *locus regit actum*, la substance et les effets des obligations sont réglés par la loi du lieu où les obligations ont pris naissance ; disposition qui, par la généralité de ses termes, comprend tant les obligations contractuelles que celles qui dérivent de faits spéciaux. Or, l'obligation dont le demandeur réclame l'exécution, qu'elle dérive du contrat de louage d'ouvrage ou d'un délit ou d'un quasi-délit, a, dans tous les cas, son fondement dans un fait qui s'est passé à Gênes, et par conséquent doit être réglé par la loi italienne (2). »

(1) *American law Review*, t. XXXI, p. 625.

(2) Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 133.

Il y a lieu de remarquer que cette décision de la Cour de Gênes, bien que postérieure à la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail, ne faisait que sanctionner des faits antérieurs à cette même loi.

La jurisprudence italienne ne paraît pas cependant s'être modifiée depuis ce temps. C'est ce qui semble découler d'un arrêt de la Cour de Florence en date du 28 octobre 1908. La question qui se posait n'était pas à proprement parler celle de savoir quelle est la loi à appliquer au cas où se trouvent en présence celle du lieu du contrat et celle du lieu de l'accident. L'arrêt cependant est intéressant, la Cour ayant fait un heureux rappel des principes sur la question.

Des dispositions enchevêtrées de cette décision (1), nous extrayons en effet les passages suivants :

« En ce qui concerne le fond de la cause, le tribunal a rejeté la demande de Carrigiani (l'ouvrier), par le motif que l'obligation de l'entrepreneur d'assurer ses ouvriers est une obligation imposée par une loi spéciale, et que l'inexécution d'une pareille obligation constitue une contravention d'un caractère politique, laquelle est possible seulement pour les accidents survenus à l'occasion de travaux accomplis à l'étranger. Cela revient à dire, vu jugement du tribunal, que la loi sur les accidents du travail s'applique aux entreprises industrielles exploitées en Ita-

(1) En écrivant ce terme, nous n'entendons pas critiquer les magistrats qui la rédigèrent ; l'obscurité apparente du texte est probablement le résultat d'une traduction imprécise.

lie et non à celles qui le sont par des Italiens établis sur le territoire d'autres Etats. La Cour, cependant, tout en reconnaissant l'exactitude de l'idée exprimée par le tribunal, doit, d'un autre côté, remarquer que la question à résoudre n'était pas celle que le tribunal s'est proposée, mais bien cette autre question de savoir si l'on peut, par contrat, convenir qu'un rapport juridique donné devra être régi par une loi qui, en principe, ne serait pas applicable à un tel rapport, et quelle influence peut, dans le cas actuel, avoir un semblable contrat.

« En effet, Carrigiani a demandé devant le tribunal, et vient demander en appel de pouvoir prouver par témoins qu'il a expressément stipulé que le contrat de travail, conclu par lui avec Palla (son patron), devait être entièrement régi par la loi italienne. En fait, les obligations peuvent dériver non seulement de la loi, mais encore des contrats, et Carrigiani soutient en substance que Palla s'est soumis par contrat à l'obligation de l'assurer, et il réclame des dommages-intérêts pour l'inexécution de cette obligation, alléguant seulement qu'une telle obligation n'a pas été contractée d'une manière spécifique, mais d'une manière générale, par référence aux dispositions de la loi italienne concernant le contrat de travail, et aujourd'hui il s'agit seulement de savoir si un tel pacte général peut avoir effet. La Cour n'en doute pas cependant, parce que, en ce qui concerne les conventions, la règle est la plus grande liberté, et tous les contrats ont entre les parties force de loi, à l'exception seulement de ceux qui seraient

contraires aux lois, aux bonnes mœurs, ou à l'ordre public, exception qui dans l'espèce ne se justifie pas. En conséquence, on doit considérer comme permis de stipuler, même d'une manière générale, qu'un contrat donné sera régi par des lois auxquelles les parties ne seraient pas légalement soumises. *Tel est le cas actuel, puisque Palla, qui ne serait pas soumis par la loi à l'observation de la loi italienne sur les accidents du travail, en raison de la circonstance que le travail s'exécutait sur le territoire d'un autre Etat, s'y est soumis volontairement par contrat, selon ce que Carrigiani entreprend de vouloir prouver.*

« Par ces motifs, on ne pouvait repousser la demande de Carrigiani pour défaut de droit, et sur ce point le jugement du tribunal doit être réformé (1). »

La jurisprudence italienne maintient donc ses décisions antérieures. La loi applicable est donc bien toujours la loi du lieu de l'accident. S'il en a été jugé autrement dans l'espèce précitée, c'est non point par abandon des principes autrefois admis, c'est parce que les parties en avaient convenu ainsi. La loi italienne peut s'appliquer aux accidents survenus à l'étranger non pas à titre de loi de police, mais comme objet tacite d'un contrat (2).

B. — D'autres pays appliquent en cas de conflit de lois la loi du lieu du contrat.

C'est le système suivi :

(1) C. Florence, 28 octobre 1908, D. 1911, 2.308-309.

(2) Anzilotti, *Riv. di diritto internat.*, 1909, p. 75 et suiv.

1° Par la Suisse. Une décision de la Cour d'appel de Zurich, en date du 5 novembre 1904, s'est prononcée très nettement dans ce sens. Il s'agissait du cas d'un ouvrier blessé en France, pendant la durée du contrat de louage de services, « conclu en France, pour des travaux à exécuter en France alors que l'ouvrier ainsi engagé habitait la France avant, pendant la durée et à l'expiration du contrat. » En présence de cette situation (accident survenu en France et contrat passé en France), la Cour aurait pu appliquer la loi française sans donner les motifs de sa décision puisqu'il n'y avait pas à proprement parler conflit, la loi Française étant seule en jeu. Elle a tenu cependant à marquer sa préférence pour la loi du lieu du contrat dans des considérants absolument formels.

« Considérant que c'est à bon droit que le juge de première instance a tranché la question de savoir quelle était la loi applicable dans ce sens qu'il y avait lieu de se référer exclusivement aux dispositions de la loi française ; — Considérant que les responsabilités en matière d'accidents du travail appartiennent par essence au droit des obligations et ont un caractère contractuel ; que dès lors, puisque le droit à une indemnité découle de la responsabilité qui incombe au fabricant envisagé comme patron, la question de savoir quelle sera la loi applicable se confond avec celle de savoir si le contrat de louage de services est régi par le droit français ou le droit suisse, etc. (1). »

(1) *Revue du droit international privé*, 1905, p. 384.

Si donc la Cour de Zurich applique ici la loi française, c'est parce qu'elle la reconnaît comme étant la loi du lieu du contrat. Les considérants que nous venons d'indiquer nous semblent résumer admirablement l'opinion des tribunaux Suisses sur la question. Dans une espèce plus caractérisée au point de vue du conflit de lois (ouvrier suisse engagé en suisse et travaillant par occasion en France où l'accident s'était produit), la loi suisse, loi du lieu du contrat, avait été déclarée applicable par le tribunal fédéral (Décision du 4 mars 1892) (1).

2° Par l'Allemagne. La jurisprudence allemande paraît se rattacher à un principe analogue, quoiqu'un peu différent. C'est l'industrie seule qu'elle envisage; celle-ci a-t-elle des annexes en territoire étranger, l'accident survenu dans l'exercice de cette industrie sera régi par la loi allemande; s'agit-il au contraire d'une industrie étrangère, l'application de la loi allemande n'est plus possible au cas d'accident survenu à l'étranger. Telle est l'opinion de l'*Office impérial des Assurances*, et il l'a formulé dans une décision en date du 19 novembre 1904. En voici les motifs :

« Sans doute l'assurance d'une industrie n'est pas en toutes circonstances limitée dans ses effets au territoire sur lequel cette industrie s'exerce principalement; l'assurance garantit aussi les annexes de cette industrie qui déploient leur activité sur un territoire étranger. Il n'en est

(1) *Journal de droit international privé*, 1892, p. 1064.

toutefois ainsi qu'autant que les travaux à entreprendre à l'étranger ne sont pas d'une importance ou d'une durée telles qu'ils apparaissent non plus comme une extension de l'industrie nationale, mais comme une industrie indépendante (1). »

L'Office impérial allemand des assurances n'a fait d'ailleurs ici que donner une forme définitive et une consécration officielle aux vœux souvent exprimés par les corporations professionnelles, les *Berufs-genossenschaften* qui avaient pris déjà, avant 1904, l'habitude de considérer comme des chantiers allemands les entreprises allemandes en France.

Bien que la jurisprudence allemande applique la loi du lieu de l'entreprise en cas de conflit, nous la classons cependant sous la rubrique B, car il est présumé, en effet, que c'est au lieu de l'entreprise que le contrat a été passé.

3° Par le Canada. C'est ce qui résulte d'une décision en date du 24 février 1906 confirmée par acte de la Cour de revision du 2 avril 1907.

§ 2. — Des pays étrangers où la jurisprudence a varié.

Nous pouvons ranger dans cette catégorie la Belgique. Deux décisions du tribunal civil d'Arlon des 13 et 20 juillet 1904 (2) avaient, en déclarant la loi du lieu de l'accident applicable au cas d'un ouvrier belge engagé en

(1) *Revue de droit international privé*, 1905, p. 749.

(2) *Revue de droit international privé*, 1905, p. 539.

Belgique, au service d'une société luxembourgeoise, blessé au Luxembourg, fait application des principes invoqués par la jurisprudence française et contre lesquels nous nous sommes élevé déjà. Ces deux décisions considéreraient en effet la loi sur les accidents du travail comme une loi de police et de sûreté qui oblige, en conséquence, tous ceux qui habitent sur le territoire, et elles estimaient que « la loi qui régit les rapports des deux parties doit être une loi unique qui, dans l'espèce, en raison de la différence de nationalité des intéressés est celle du lieu de l'accident ; c'est à celle-là qu'il y a lieu de présumer que les parties ont voulu se rapporter. »

La Cour d'appel de Liège, dans un arrêt du 21 juin 1905, s'était prononcée dans le même sens (1).

Depuis quelques années — et ce changement paraît coïncider avec la mise en vigueur de la loi du 24 décembre 1903, qui est entrée en application le 1^{er} juillet 1905, — la jurisprudence belge paraît s'être complètement modifiée.

Nous en trouvons la preuve dans un jugement rendu le 7 avril 1909 par le juge de paix d'Anvers dans les termes suivants : « Attendu qu'il est constant que le demandeur, sujet belge, a été victime en France d'un accident, alors qu'il se trouvait au service du défendeur et, par le fait de l'exécution du contrat de travail conclu avec le défendeur en Belgique, dans le premier canton d'Anvers...

(1) *Journal de droit international privé*, 1906, p. 216.

« Attendu que les obligations imposées aux chefs d'entreprises par la loi du 24 décembre 1903 constituent, dans les entreprises assujetties, une suite légale du contrat de travail et prennent par conséquent naissance là où le contrat s'est formé.

« Attendu que la convention franco-belge du 21 février 1906 (celle qui a institué l'égalité de traitement entre Belges et Français) invoquée par le défendeur n'a eu pour objet que de supprimer, au regard des Belges, les dispositions restrictives de la loi française concernant la réparation des accidents du travail dont sont victimes, en France, les ouvriers étrangers ; qu'aucune disposition du traité ne contient de stipulation dérogatoire aux règles de compétence établies par la législation intérieure des Etats contractants et n'enlève à la victime belge d'un accident de travail survenu en France le droit d'en poursuivre la réparation devant un tribunal belge, dans le cas où l'obligation est née en Belgique. »

Appel de cette décision fut porté devant le tribunal civil d'Anvers, il a confirmé la sentence du premier juge en des termes qui sont peut-être encore plus catégoriques et qui ne laissent planer aucun doute sur le sens de l'orientation actuelle de la jurisprudence belge.

« Attendu que c'est à bon droit que le tribunal adopte que le premier juge s'est déclaré compétent. — Et attendu qu'à tort l'appelant soutient que l'accident étant survenu en France, c'est la loi française qui devait être appliquée, en admettant que le premier juge fût compétent.

« Attendu que l'obligation de réparer le préjudice subi par l'intimé a sa source dans le contrat de travail ; que cette obligation contractée sous la condition suspensive que l'intimé fût victime d'un accident de travail est née, non point où la condition s'est accomplie, mais où le contrat s'est formé ;

« Attendu que celui-ci ayant été fait à Anvers, c'est par la loi belge que sont régies les obligations qui en dérivent ; que, dès lors, la loi française n'étant pas applicable, il est sans intérêt de rechercher si, comme le soutient l'appelant, celle-ci constitue une loi de police, etc. (1). »

Ces deux décisions ont été fortement critiquées, et en particulier par M. Demeur (*Revue des accidents du travail*). Il prétend en effet que la convention franco-belge de 1906 (elle sera étudiée plus loin) ayant réalisé pour ces deux pays l'égalité de traitement, la recherche du point de savoir où le contrat a été conclu, où il doit être exécuté, ne présente plus d'intérêt. Il estime que, dans le cas cité plus haut (ouvrier belge embauché en Belgique par un patron français et venant travailler en France où il est blessé), le tribunal d'Anvers devait se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant le tribunal du lieu de l'accident où la loi française aurait été applicable. Nous estimons au contraire que le tribunal d'Anvers a bien jugé. La convention de 1906 étant muette sur ce point, c'est

(1) Anvers, 30 août 1910, *Recueil périodique des assurances*, 1912, n° 3, p. 139 et suiv.

avec raison que les deux juridictions appelées à se prononcer ont distingué ces deux questions : 1^o celle des droits de l'ouvrier belge en France ; 2^o) celle de la compétence judiciaire applicable au règlement de ces droits (1).

En résumé, et bien que certains pays comme la France et la Belgique ne soient arrivés à ce résultat que par des chemins détournés et après de laborieux efforts, la majeure partie des pays se prononce en faveur de la *lex loci contractus*. A notre connaissance, le Luxembourg, les Etats-Unis et l'Italie seuls admettent la loi du lieu de l'accident. Encore peut-on prévoir pour l'Italie un prochain changement de front. L'accord unanime de la jurisprudence des différents Etats paraît bien près de s'établir. Il n'en est pas de même, malheureusement, pour la doctrine. Elle est extrêmement et très âprement divisée. Nous allons en exposer maintenant les différents systèmes.

SECTION III. — La doctrine.

Nous retrouverons d'ailleurs dans cette section les divergences d'opinion qui ont déjà été signalées à propos de la jurisprudence.

(1) *Revue des accidents de travail*, 1910, p. 243; Trib. civ. Charleroi, 2 mai 1910. — Voir aussi Capitant, Les conventions internationales sur les accidents du travail, *Revue de droit international privé*, 1910, p. 346 et suiv. ; même ouvrage, 1911, p. 825. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question lorsque nous parlerons des conventions internationales.

Certains auteurs, en effet, font prévaloir ici la loi du lieu de l'accident. C'est l'opinion de M. Wahl, et il l'a exprimée très nettement dans une note sous l'arrêt de Gênes précité (30 septembre 1898) (1). Pour lui, l'indemnisation de l'accident du travail ne saurait être considérée comme une obligation contractuelle, puisque l'article 30 de la loi de 1898 déclare nulle toute convention contraire; on ne peut la faire rentrer non plus dans les obligations délictuelles, puisque l'idée du risque professionnel introduite dans la loi oblige à réparer l'accident même dans le cas où il n'y a pas faute du patron. Cette obligation dérive donc de la loi. C'est en conséquence la loi du lieu de l'accident qu'il faut appliquer.

C'est à la même solution qu'aboutit M. Sachet (2), mais il y arrive par des considérations différentes. Telle est enfin l'opinion de M. Weiss (3).

L'association internationale pour la protection des travailleurs, dans son cinquième Congrès tenu à Lucerne en 1908 (28, 29 et 30 septembre), a examiné la question. Elle a décidé, dans l'article *a* de ses résolutions, que « la réparation de l'accident devait être effectuée en principe par la législation de l'Etat où l'accident est arrivé ».

Elle a pris soin cependant d'ajouter à cette formule

(1) Note S. 1901.4.1.

(2) *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, t. I, n° 250.

(3) Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international*, t. IV, p. 391. — Cf. Laurent, *Droit civil international*, t. VIII, p. 79.

générale des correctifs qui en limitent singulièrement la portée. Ce sont les résolutions 2 et 3. « A l'exploitation d'une entreprise de transport seront exclusivement applicables, quant à son personnel roulant, les dispositions des lois relatives aux accidents du travail du pays dans lequel se trouve le siège principal de l'entreprise sans égard à l'importance de l'exploitation dans l'un ou l'autre pays.

« Les personnes occupées dans une entreprise de transport restent sous l'empire de la loi du pays où l'entreprise a son siège, même lorsqu'elles travaillent pour le service de cette même exploitation sur le territoire d'un autre Etat.

« Il sera de même fait exception à la règle posée au primo (celle de la réparation du préjudice par la loi de l'Etat où s'est produit l'accident) lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de l'Etat où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire d'un autre Etat. Dans ce cas, la réparation des dommages résultant de l'accident sera réglée d'après la législation du dernier Etat. »

Ces propositions furent adoptées sans changement, malgré les observations de M. Paulet, conseiller d'Etat, directeur au ministère du travail, qui aurait désiré qu'on ajoutât aux mots « personnel roulant » ceux « d'employés à titre intermittent », afin de pouvoir étendre le bénéfice de la loi du lieu de l'entreprise au personnel des entreprises de transport détaché du pays d'origine à titre dis-

continu, intermittent, qui va et vient alternativement d'un pays à l'autre (1).

D'après la théorie que nous venons d'examiner, la loi de 1898 doit donc régir tous les accidents survenus en territoire français, et elle ne régit que ceux-là.

Ce n'est pas cependant l'opinion universellement admise. La solution contraire (en faveur de la loi du contrat) est adoptée par M. Paul Pic dans son rapport sur les travaux des commissions du IV^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs.

Pour M. Dreyfus, « le louage de travail sera régi par la loi du pays où le travail sera fourni, où l'ouvrier, l'employé déploiera normalement et en principe son activité. C'est à ce critérium que l'on devra normalement faire appel pour fixer la compétence des lois relatives aux délais de congé, à la solution des conflits entre patrons et ouvriers ou employés, aux accidents du travail. »

C'est d'ailleurs dans le sens de la loi du contrat que s'est prononcé l'article 15, alinéa 6, de la loi de 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, ainsi conçu : « Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 12 et du présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché la victime. »

(1) Congrès de Lucerne, 1908. Rapport de M. A. Boissard ; observations de MM. Paulet et Tischendörfer. Résolutions de la V^e Commission.

C'est encore l'opinion du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail qui, dans un avis du 7 mars 1900, déjà cité, déclare que les entreprises assujetties ayant leur siège en France et détachant des ouvriers en pays étranger, pour des travaux temporaires, sont responsables des accidents survenus à l'étranger auxdits ouvriers, dans les termes de la loi du 9 avril 1898.

Une troisième partie de la doctrine a estimé cependant que ces deux formules : loi du lieu de l'accident, loi du lieu du contrat, ne pouvaient la satisfaire. Elle a donc cherché un autre critérium, et elle paraît l'avoir trouvé dans la loi du lieu de l'entreprise. D'après ces auteurs, l'indécision en pareille matière ne peut qu'être préjudiciable aux intérêts des exploitations commerciales ou industrielles qui ne savent point où elles en sont, ignorent si elles doivent s'assurer dans deux pays ou dans un seul, et peuvent être de ce fait grevées de très lourdes charges ; elle présente également pour les ouvriers les plus gros inconvénients, puisqu'elle les met dans une situation analogue à celle qui fait l'objet de la célèbre chanson polonaise : « Comme aucun n'a souffert que l'autre payât pour lui, aucun n'a payé. » Il faut donc à tout prix sortir de cette indécision, il faut assurer la réparation du préjudice causé dans le plus grand nombre de cas.

M. Raynaud se basera, pour assurer cette réparation, sur l'idée de « risque professionnel international ». « L'accident de travail, dit M. Raynaud, n'est ni un délit, ni un quasi-délit, ni un accessoire du contrat de travail, c'est

un risque professionnel de l'industrie ». La loi a employé les mots « accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail » ; c'est donc qu'elle entendait établir un lien entre l'accident et l'entreprise par l'idée d'un risque professionnel. M. Raynaud est donc amené, tout naturellement et par une déduction, que nous estimons logique pour notre part, à se prononcer en faveur de la loi du siège de l'entreprise.

Il estime que ce critérium assure la réparation de l'accident du travail dans tous les cas, que seul il permet d'éviter les doubles emplois et la double assurance pour les sociétés ou employeurs qui font travailler en plusieurs pays, qu'enfin il permet de résoudre le problème du conflit de lois d'après un principe rationnel tiré de l'objet même du litige (1).

Les critiques n'ont point manqué de venir nombreuses. Elles ont été d'ailleurs très bien résumées par M. Jean Perroud, professeur à la Faculté d'Aix-Marseille et collègue de M. Raynaud (2). L'idée du risque professionnel a paru trop neuve à beaucoup pour qu'il fût possible et souhaitable de l'étendre au domaine international. Elle n'est pas d'ailleurs admise par tous les Etats ; si dans la majorité des Etats étrangers son application pouvait être relativement facile, comment faire dans les pays qui, comme

(1) Raynaud, *Les conflits de lois en matière d'accidents de travail*. *Droit international ouvrier*, p. 140 ; *Journal de droit international privé*, *Clunet*, 1911, p. 1073.

(2) *Clunet*, 1912, p. 385-395.

la Suisse et les Etats-Unis, se sont toujours refusés à lui donner place dans leurs législations respectives et ont laissé au droit commun le soin d'assurer réparation ? D'autre part, même pour les pays qui l'admettent, cette notion du risque professionnel est encore bien vague et bien imprécise. On peut qualifier de hardie, pour ne pas dire téméraire, cette audace qui pousse M. Raynaud à battre en brèche les principes séculaires des conflits de lois pour les remplacer par un nouveau système (celui de la loi du lieu de l'entreprise) dont la base elle-même (le risque professionnel, n'a pas encore fait ses preuves.

La théorie du risque professionnel serait d'ailleurs inutile puisque les solutions heureuses et souhaitables que réclame M. Raynaud pourraient être fondées sur des théories strictement juridiques, parfaitement classiques que la jurisprudence a maintes fois consacrées.

Et M. Perroud propose le système suivant : 1° application de la loi de 1898 pour tout accident survenu sur le sol français comme loi de police ; 2° application de cette même loi pour l'accident survenu en territoire étranger si le contrat de travail a été passé en France en tant que loi d'autonomie gouvernant les effets du contrat.

Une première objection se pose aussitôt. Comment pourrait-il se faire qu'une question comme celle de la responsabilité patronale fût soumise à la loi d'autonomie alors que le droit français prétend au contraire peser sur cette volonté ? Loi impérative, loi d'autonomie paraissent bien être deux termes contradictoires ?

L'autonomie de la volonté, répond M. Perroud, n'existe que dans le choix de la législation appelée à régir d'une manière générale tous les effets du contrat. Cette législation, une fois déterminée, ne pourra fixer à la fantaisie des parties les limites jugées bonnes.

Liberté dans le choix de la législation, nécessité aussitôt ce choix fait de se soumettre à ladite législation : telle sera donc la situation.

Si les deux théories que nous venons d'examiner paraissent essentiellement différentes, puisque l'une se base sur le risque professionnel international et l'autre sur la loi d'autonomie, elles arrivent cependant à se rencontrer dans leurs conclusions. Les tribunaux ont en effet pleins pouvoirs pour apprécier la loi d'autonomie, ils l'ont fait jusqu'à ce jour dans des espèces où la loi du lieu de l'entreprise était également la loi du lieu du contrat.

La divergence de vue entre les deux auteurs précités n'est donc jusqu'à ce jour qu'une querelle d'école. Il n'est pas invraisemblable de prévoir qu'elle pourrait être transportée un jour ou l'autre sur le terrain de la pratique : il suffit, pour s'en rendre compte, d'imaginer l'espèce suivante : une société française ayant son siège social en France, possède à l'étranger des chantiers importants ; c'est dans ces chantiers que se produit l'accident. Si l'on admet la théorie de M. Raynaud, c'est la loi française, loi du lieu de l'entreprise, qui devra être appliquée ; si, au contraire, on se prononce pour la thèse de M. Perroud, c'est la loi étrangère qui pourra prévaloir si les tribunaux le veulent puis-

qu'elle est à la fois la loi du lieu de l'accident et la loi du lieu du contrat.

Nous nous abstiendrons de prendre parti sur cette question. Aussi bien est-elle appelée à perdre de son intérêt et de son actualité au fur et à mesure que s'établira dans tous les pays l'habitude de signer des traités internationaux.

Qu'il nous suffise de faire remarquer que si la seconde théorie peut revendiquer à son profit exclusif — ce qui n'est pas prouvé — la souplesse, la possibilité de se plier à toutes les hypothèses possibles, de se prêter facilement à toutes les réalités économiques ; celle qui préconise la loi du lieu de l'entreprise invoque la consécration presque officielle que lui ont donnée certaines décisions de jurisprudence, la lettre même de certains traités internationaux, et avant ces traités les délibérations de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs.

1° *La jurisprudence.* — Le 26 décembre 1907, le tribunal de Lyon rendait le jugement suivant. Il s'agissait d'un ouvrier italien blessé à Beyrouth (Turquie) au service d'une entreprise française : « Attendu que le législateur a entendu soumettre à cette loi, essentiellement territoriale, tous les patrons français et étrangers qui exploitent en France des industries ou des entreprises assujetties, et en faire bénéficier tous les ouvriers, employés dans ces industries, sans distinction de nationalité.

« Qu'il suit de là que pour savoir si cette loi est applicable, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la nationalité des parties (patrons ou ouvriers).

« Qu'il ne faut pas davantage envisager exclusivement ni le lieu où le contrat de louage de services a été passé, ni même le lieu de l'accident, ces circonstances pouvant être purement accidentelles et sans influence sur les droits des parties.

« Que ce qu'il faut rechercher avant tout, c'est avec qui l'ouvrier a contracté et au service de qui il travaillait au moment de l'accident.

« Qu'il pourra réclamer le bénéfice de la loi toutes les fois qu'il aura été victime d'un accident en travaillant dans une entreprise située en France ou dans une entreprise française quel que soit du reste le lieu où le contrat a été passé, et alors même que l'accident serait survenu en territoire étranger.

« Qu'en pareil cas, le contrat de louage se rapportant à une industrie ou à une entreprise soumise à la loi française doit être exécuté, partout de la même manière. »

2° *Les traités de travail* les plus récents ont admis pour la plupart la loi du lieu de l'entreprise. Ce sont :

Le traité entre la France et la Belgique (art. 1 et 2) du 21 février 1906.

Le traité entre la France et le Luxembourg (art. 1 et 2) du 27 juin 1906.

Le traité entre la France et la Grande-Bretagne du 3 juillet 1909. Ils sont tous trois rédigés d'une façon analogue. Ces trois traités n'ont pas, il est vrai, de clause explicite sur ce sujet, mais la prédominance de la loi du lieu de l'entreprise dans les conflits de lois se déduit facilement

de la double exception qu'ils admettent. Sont exclus, en effet, du bénéfice de la réciprocité diplomatique :

1° Les personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat.

2° Les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège. La convention franco-italienne est muette sur la question, mais elle devra nécessairement se mettre à l'unisson des précédentes.

La même disposition relative à la loi du lieu de l'entreprise se trouve avec plus de netteté encore dans les traités entre la Belgique et le Luxembourg (15 avril 1905), entre l'Allemagne et les Pays-Bas (27 août 1907), entre l'Allemagne et le Luxembourg (2 septembre 1905).

« A défaut d'accords intervenus entre les assureurs compétents des deux Etats et ratifiés par le gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le chancelier de l'Empire allemand, les exploitations assurées obligatoirement d'après la loi d'assurances-accidents des deux Etats (exception faite pour les exploitations agricoles et forestières) sont soumises, en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat et pour la durée de leur emploi, à l'assurance-accident de l'Etat dans lequel

se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale. N'est considéré au sens de l'arrangement comme « partie d'exploitation étendant passagèrement son activité » que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois. Pour chaque partie de l'exploitation, ce laps de temps est compté séparément. Doivent être aussi considérés comme passagèrement occupés le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains qui la traversent et les personnes qui, sans changer le siège de leurs fonctions, sont, en cas d'urgence, envoyées moins de six mois dans le domaine de l'autre Etat pour les besoins du service d'un chemin de fer (1). »

Quel que soit l'intérêt doctrinal qui s'attache à cette question du conflit de lois — et nous croyons avoir démontré suffisamment, au cours des pages qui précèdent, l'ardeur avec laquelle les théoriciens bataillent autour de la question — son intérêt pratique (nous le disions plus haut) tend à diminuer de jour en jour.

Des traités internationaux de plus en plus nombreux ont mis en vigueur le régime de la réciprocité. L'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers ne supprime pas sans doute le conflit de lois, mais elle en restreint les inconvénients dans de notables proportions.

(1) Traité germano-luxembourgeois (2 septembre 1905), art. 4^{er}. Cet article n'est pas le seul qui parle de la loi du lieu de l'entreprise. Cette expression est reprise dans les nombreux textes qui règlent les dispositions de détails.

La question reste entière d'ailleurs pour les pays qui n'ont pas cru devoir, par l'adoption de traités bilatéraux, sacrifier aux principes de la justice sociale.

CHAPITRE V

LES CONVENTIONS DIPLOMATIQUES EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Elles sont aujourd'hui en honneur. Si l'on a pu soutenir dans certains milieux la thèse de la suppression absolue des frontières et du désarmement, il n'est pas étonnant qu'une fraction importante de l'opinion ait cherché — à juste titre d'ailleurs — à internationaliser les questions ouvrières vis-à-vis desquelles le motif de la sauvegarde des prérogatives nationales ne saurait avoir autant d'autorité.

Faut-il, pour garantir l'industrie nationale, fermer complètement la porte aux ouvriers étrangers ; doit-on, au contraire, les admettre dans les usines françaises en instituant pour eux un régime de défaveur, ou bien enfin est-il prudent de mettre tous les ouvriers travaillant en France sur un même pied d'égalité sans se soucier du lieu de leur naissance : ce sont là des questions d'une actualité angoissante qui appellent l'attention de tous les gouvernements, qui ont été solutionnées par eux de façon différente, et pour lesquelles il est bien difficile de prévoir un accord absolu.

La protection du travail national, si on la pousse jusqu'à ses extrêmes limites, ne se concilie guère avec les

sentiments d'humanité et justice. Justement émus des conséquences cruelles du système protectionniste, beaucoup d'Etats se sont efforcés de diminuer, dans la plus large mesure possible, le nombre des dispositions rigoureuses qui accueillaient autrefois les étrangers. Certains d'entre eux — et nous sommes les premiers à les admirer — ont jeté par dessus bord toutes les préoccupations mesquines, tous les vieux préjugés, et ils ont inscrit en tête de leur législation sociale une disposition large et généreuse qui, si elle impose aux étrangers les mêmes obligations qu'aux nationaux, leur donne en même temps l'équivalence complète des droits et des faveurs. Les exemples, malheureusement, sont bien rares. La législation allemande, si remarquable à d'autres points de vue, n'a pas cru devoir entrer dans cette voie. Et elle a été suivie dans son abstention par tous ceux qui ont craint, en se ralliant à la première thèse, de mettre leur industrie en état d'infériorité vis-à-vis du voisin.

Cette attitude, pleine de réserve timorée, devait amener par la suite les nombreux accords internationaux dont nous entreprenons l'étude. Partout nous allons trouver comme base le principe de la réciprocité, marchandage qui peut être plus avantageux pour les Etats, qui est à coup sûr beaucoup moins noble. Chacun des Etats qui se sont rangés sous la bannière de la réciprocité dit aux autres : « Donnant, donnant. Je promets d'accueillir sur mon territoire vos nationaux et de les traiter en tous points comme les miens si, de votre côté, vous me donnez l'assu-

rance d'accorder chez vous à mes nationaux les mêmes faveurs qu'aux vôtres. »

Encore, d'ailleurs, faut-il distinguer ? Il y a, en effet, deux sortes de réciprocités : la réciprocité législative qui consiste à déclarer que les ouvriers étrangers jouiront, dans le pays, des mêmes droits que ceux accordés aux nationaux par la loi d'un autre pays, et la réciprocité diplomatique qui implique que ce même ouvrier jouira, au point de vue accidents du travail, des droits qui lui sont reconnus par traités (1).

La première a pour avantage de ne pas lier le législateur puisqu'il peut d'un jour à l'autre modifier son texte ; la seconde a pour elle sa flexibilité, sa souplesse, elle peut même arriver à égaler l'autre au point de vue de la durée de l'engagement si l'on prend soin d'y insérer une clause permettant la dénonciation à tout moment. C'est, en particulier, cette seconde forme de réciprocité qui a été admise et réalisée par les nombreux traités bilatéraux où la France est intervenue comme partie contractante. On les a appelés les traités de travail, ils constituent un « type absolument nouveau de convention diplomatique dont l'objet est de résoudre les conflits nés de la concurrence économique et de l'immigration ouvrière et qui a pour caractéristique : 1^o l'adoption de principes communs sur le terrain de la protection ouvrière ; 2^o l'égalisation de

(1) Raynaud, thèse, p. 143.

tous les travailleurs nationaux et étrangers sur le territoire de chacun des Etats contractants » (1).

On comprend d'ailleurs dans une certaine mesure que la France se soit montrée si active dans l'élaboration des traités de travail. Parmi les pays qui nous entourent, sauf peut-être l'Allemagne, il n'en est pas qui puisse se dire aussi larges que la France dans l'indemnisation des accidents du travail et c'est pourquoi « il a paru bon de désarmer leurs rigueurs à l'égard des Français en accordant, sur notre territoire, à ceux qu'elles régissent, par un texte formel, des facultés que le droit commun ne leur refuse pas, il est vrai, mais dont nos nationaux émigrés ressentiront à l'étranger, par l'effet de la réciprocité convenue, le bienfaisant contre-coup (2). »

La réciprocité diplomatique a été souvent comparée à un troc, mais il faut bien reconnaître que, dans la plupart des cas, il n'y a pas et il ne peut y avoir parité et équivalence exactes entre les avantages concédés par les deux pays en présence. Il faudrait, pour arriver à opérer pareille compensation, réunir au moins deux conditions : les bénéficiaires des avantages réciproquement concédés par les Etats signataires devraient être en nombre égal dans chaque pays, les législations des deux pays devraient être sinon analogues, tout au moins similaires.

Si nous examinons à tour de rôle les traités signés à ce

(1) Paul Pic, *Clunet*, 1906, p. 301.

(2) Weiss, *Traité de droit international*, p. 297.

jour, nous constaterons aisément qu'il n'y en a pas un seul où ces deux conditions aient été réalisées. Les législations des différents pays ne sont point faites sur un moule uniforme ; il est évident, par exemple, que la législation française accorde à la victime d'un accident du travail des avantages bien supérieurs à ceux que lui procurent les lois fédérales suisses ; en admettant qu'un accord international se soit produit et qu'il ait abouti à l'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers, les Français victimes d'accidents en Suisse auraient été beaucoup moins favorisés que nos voisins victimes d'accidents dans notre pays. L'équivalence ne peut pas exister non plus au point de vue du nombre des bénéficiaires ; l'Italie envoie chaque année sur notre territoire bon nombre de ses nationaux, alors que très peu de Français font le déplacement en sens inverse ; cela n'a pas empêché cependant l'accord franco-italien du 15 avril 1904 (1).

Quoi qu'il en soit, la réciprocité diplomatique paraît vouloir entrer de plus en plus dans les mœurs. Elle est inscrite dans l'article 3 de la loi de 1898, *in fine*. Voici le texte d'ailleurs entièrement reproduit : « Les ouvriers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

« Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers

(1) Nous verrons plus loin comment on a cherché à tourner la difficulté et à compenser par des dispositions avantageuses, sur d'autres points, les lourdes charges que cette situation nous créait.

cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

« Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

« Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Ce texte, définitivement inséré dans l'article 3, est l'œuvre du Sénat, il fut voté lors de la séance du 16 juin 1904.

La Chambre des députés s'était prononcée, le 3 juin 1901, en faveur du texte suivant : « Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français, à moins qu'un décret rendu en Conseil d'Etat n'ait rendu applicables, en ce cas, pour leur nationalité, en raison de la législation en vigueur sur la matière, les dispositions contenues dans les deux alinéas précédents. »

Ils avaient donc droit à un capital égal à trois fois la rente qui leur aurait été servie s'ils avaient résidé en France, mais il fallait la réunion de deux conditions : que la législation de leur pays accordât des avantages analogues aux représentants français d'un ouvrier français, que ce régime plus favorable leur fût accordé par un décret rendu en Conseil d'Etat.

La réforme proposée par le Sénat, et adoptée d'ailleurs définitivement par la Chambre le 28 décembre 1904, portait sur deux points. Sur la proposition de M. le sénateur Chovet, rapporteur, la Haute Assemblée admit d'abord à côté du « décret rendu en Conseil d'Etat » la « convention internationale », elle fit ensuite un second pas, définitif celui-là, dans la voie de la réciprocité diplomatique en refusant toute autorité au Conseil d'Etat en la matière ; elle l'accordait uniquement à la convention internationale. En second lieu, elle étendait le bénéfice de la réciprocité diplomatique, primitivement restreint aux représentants étrangers ne résidant pas en France, aux victimes d'accidents et à leurs ayants droit des alinéas 16 et 17 de l'article 3 (1).

Cette disposition de l'article 3 ne faisait que sanctionner un état de fait qui existait depuis un an déjà : le traité franco-italien du 15 avril 1904.

SECTION I. — Traité franco-italien du 15 avril 1904 (Arrangement du 9 juin 1906. Décret entraînant promulgation de l'arrangement, le 13 juin 1907).

Le traité italien de 1904 fut le premier en date de tous les contrats de travail. Tout en regrettant que la France n'ait pas cru pouvoir mettre dans tous les cas, même sans

(1) 1^{er} et 3^e rapports supplémentaires de M. Chovet, 19 décembre 1903, p. 547, et 17 mars 1904, p. 167.

réciprocité, les étrangers sur un pied d'égalité absolue avec nos nationaux, nous pouvons cependant être heureux et fiers de constater que c'est elle qui a fait le premier pas vers cet idéal d'une justice relative.

L'idée cependant n'était point nouvelle : émise pour la première fois par Robert Owen en 1811, reprise après lui par Daniel Legrand, Buckardt et Dollfuss en 1830, par Simon et Wolowski au milieu du XIX^e siècle ; elle fut exposée tour à tour par l'Association internationale des travailleurs en 1866, puis par le gouvernement helvétique, qui sollicitait en 1899 la réunion d'une commission internationale. Elle prit corps, en 1900, lors du Congrès de Paris où furent établies les bases de l'association internationale pour la protection légale des travailleurs. Au début de l'année 1902, en février, M. Luzatti soumettait à titre officieux à M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, un projet de convention internationale. Un échange de vues entre le même M. Luzatti et M. Arthur Fontaine, directeur du travail pour la France eut lieu à nouveau en octobre 1902 au Congrès de Cologne. Mais ce fut seulement en 1904 que l'Italie nous fit des ouvertures officielles. Elles aboutirent à la signature du premier traité de travail le 15 avril de la même année. Il ne pouvait en être autrement. La France était assez disposée à adopter cette solution d'un accord international ; il n'y a pour s'en convaincre qu'à lire la réponse de M. Millerand à une question posée à la Chambre des Lords par M. Waddington (Sénat, 26 mars 1900). L'Italie, d'autre part, trouvait dans le traité

international de réciprocité un avantage certain. Le nombre des ouvriers italiens travaillant en France est bien supérieur à celui des Français embauchés en Italie. Quels que soient les auteurs que l'on consulte, et bien qu'il y ait entre leurs chiffres de notables différences (1), on trouve toujours une supériorité très nette en faveur de l'Italie. Cette disproportion même était un facteur puissant qui incitait les Italiens à entrer dans la voie très large de la réciprocité ; elle était peut-être aussi la cause de notre retenue et de notre manque d'enthousiasme. Il faut se féliciter cependant qu'elle ait existé ; trop importante pour que le législateur puisse s'en désintéresser sans énerver l'opinion, elle le détermina à chercher une formule susceptible de pouvoir établir, à notre profit, compensation. Certains esprits auraient voulu lier le sort de la question ouvrière à la question douanière ; l'Italie aurait dû, d'après eux, mettre en balance des avantages sociaux que lui procurait notre adhésion au traité certains avantages commerciaux. Cette idée était vouée à l'insuccès : vouloir ajouter aux difficultés de la réglementation internationale celles non moins complexes des traités de commerce, c'était mettre obstacle à la signature des traités de travail. Quelle n'aurait pas été d'ailleurs l'indignation du monde ouvrier

(1) 200.000 ouvriers italiens employés en France contre 10.000 français en Italie. Reynaud, *Droit international ouvrier*, p. 75. — 230.000 contre 10.000. Rapport Millerand. — 200.000 contre 2.000. Rapport Fontaine. Congrès de Bâle, 26 à 28 septembre 1904, p. 34 et suiv.

en s'apercevant que ces traités officiellement signés dans un but de justice et d'équité, ne servaient en réalité qu'à défendre et à sauvegarder des intérêts commerciaux !

Il était facile de trouver ailleurs un terrain d'entente.

Si l'Italie, pays d'émigration par excellence, poursuivait au moyen du traité l'extension à ses nationaux des lois françaises d'assurance et de prévoyance, la France pouvait y trouver un moyen de rétablir l'équilibre entre les deux nations au point de vue de la concurrence industrielle. La non-protection des femmes et des enfants au delà des Alpes, l'application chez nous des lois relatives à la durée du travail mettaient la France en infériorité industrielle vis-à-vis de sa voisine. C'est sur cette question que la France devait obtenir satisfaction si elle ne voulait pas faire un « marché de dupes ».

Le traité du 15 avril 1904 porte bien la marque de cette préoccupation. Basé uniquement sur le principe de la réciprocité, il comprend deux parties bien distinctes : la première relative aux avantages réciproques stipulés pour les ouvriers italiens et français pour la prévoyance et les assurances sociales, la seconde concernant l'application de la législation ouvrière dans les deux pays et particulièrement en Italie (1).

Nous n'envisagerons ici que la question des accidents du travail sur laquelle le traité du 15 avril 1904 (2) ne

(1) Dans la première partie se trouvent également les dispositions ayant trait aux retraites pour la vieillesse, nous nous proposons d'y revenir plus tard.

(2) Voir le texte, annexe n° 1.

faisait que donner, dans le paragraphe *d* de l'article 1^{er}, quelques vagues indications ; il laissait à d'autres décrets ou règlements le soin de développer les principes exposés et de leur faire prendre une forme définitive.

C'est à ce travail que se sont employés tour à tour le décret du 13 juin 1907 portant promulgation de l'arrangement signé à Paris le 9 juin 1906 (1), le règlement du 20 décembre 1907 (2) pour l'exécution de l'arrangement signé le 9 juin 1906, celui du 1^{er} décembre 1908 (3) en exécution de l'article 5 de l'arrangement précité.

L'arrangement du 9 juin 1906 surtout va servir de base à notre étude.

Alors que les ouvriers italiens employés en France ne jouissaient, avant la convention de 1904, d'aucune faveur, les ouvriers français employés en Italie étaient mis, à l'inverse, sur un même pied d'égalité avec les Italiens. La loi du 17 mars 1898, dans son article 2, dit en effet ceci : « Est considéré comme ouvrier susceptible de bénéficier des dispositions de la présente loi : 1^o Quiconque est, à titre permanent ou temporaire, et moyennant une rémunération fixe ou à la tâche, occupé à un travail hors de sa propre habitation ; 2^o quiconque, dans les mêmes conditions, même sans prendre part matériellement au travail, surveille le travail d'autrui, pourvu que sa rémunération fixe ne dépasse pas 7 lires par jour et ne lui soit pas payée

(1) Voir le texte, annexe II.

(2) *J. off.*, 20 décembre 1907.

(3) Ministère du travail, *J. off.*, 1^{er} décembre 1908.

par période de plus de 1 mois ; 3° l'apprenti qui, avec ou sans salaire, participe à l'exécution du travail. » Ce texte est absolument général. Quiconque travaille, surveille ou aide est considéré comme ouvrier aux yeux de la loi ; il peut bénéficier de ses dispositions. Les deux législations italienne et française ne concordent donc pas sur ce premier point. Elles ne concordent pas davantage quant au mode d'indemnisation : alors qu'en France, il y a paiement d'un capital ou d'une rente suivant les cas, l'Italie procède à l'indemnisation de la victime ou de ses ayants droit toujours au moyen d'un capital.

Le traité franco-italien du 15 avril 1904 était venu modifier tout cela. Le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, entre autres dispositions, décidait que « les Italiens bénéficiaires de rentes qui cesseraient de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, auraient droit à des indemnités à déterminer. »

La convention ne réalise donc pas l'assimilation absolue des Italiens aux Français. Si elle la laisse subsister pour les Italiens résidant en France qui y étaient soumis déjà en vertu de l'article 3, elle ne fait que soustraire les représentants non résidents et les Italiens bénéficiaires de rente qui cesseraient de résider après l'accident aux dispositions restrictives des derniers alinéas de l'article 3. Elle leur accorde dans ces différents cas des indemnités, mais elle est muette sur le taux desdites indemnités.

L'arrangement du 9 juin 1906 devait se prononcer

d'une manière beaucoup plus catégorique. Avant lui, l'égalité de traitement existait entre les Français et les Italiens sur le territoire de l'Italie (et cela en vertu de la loi du 17 mars 1898), elle existe maintenant entre Italiens et Français sur le sol français. Les articles 1 et 2 dudit arrangement sont très explicites : « ART. 1^{er}. — Les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française et réciproquement. »

« ART. 2. — Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu ou qui ont postérieurement cessé d'y résider. »

Ces deux dispositions se complètent l'une l'autre et semblent bien avoir envisagé tous les cas. Elles seraient parfaites si elles n'avaient pas introduit, dans la crainte de passer sous silence certaines situations, l'adverbe qui termine l'article 1^{er} et qui est absolument superflu, puisque l'égalité entre les Français et les Italiens en territoire italien était chose faite depuis la loi du 17 mars 1898.

Après avoir posé le principe, il fallait en réglementer l'application. Ce n'était pas une entreprise facile : on retrouvait, en effet, en cette matière bien des difficultés que nous avons déjà examinées. Puisqu'en particulier le paiement des rentes s'effectuera à l'étranger, le danger des

fraudes en matière d'actes de l'état civil va se manifester à nouveau. Sera-t-il bien aisé, d'autre part, de faire partir à destination de l'étranger des sommes d'argent parfois considérables ?

Les articles 4, 5 et suivants ont cherché à résoudre ces difficultés à la fois dans l'intérêt du patron et de l'ouvrier.

1° Le patron, français par exemple, pourra éviter les transports successifs d'argent, toujours périlleux et coûteux, en employant le moyen suivant : constituer à la Caisse nationale française des retraites sur la vieillesse le capital des rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs représentants. Le service de la rente sera fait par la Caisse nationale italienne de prévoyance à qui la Caisse française enverra tous les trois mois le montant des arrérages échus (art. 6). Il y a, dans cette combinaison, deux avantages : le patron ou l'assureur ne fait qu'un seul versement, il n'y a donc ni perte de temps ni tenue de livres et d'écritures compliquées ; elle évite en second lieu au débi-rentier la charge de l'envoi d'argent en pays étranger.

2° S'il s'agit d'indemnités dues à des ouvriers français blessés en Italie, le chef d'entreprise peut les verser à la Caisse nationale italienne de prévoyance qui les fera parvenir aux intéressés par mandats postaux. En cas d'accident mortel, les indemnités allouées aux représentants de l'ouvrier français pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés sous justification de leurs droits (art. 7 de l'arrangement). Par là, en même

temps qu'on évite au patron ou à l'assureur des démarches longues et difficiles, on le met à l'abri des fraudes possibles du bénéficiaire ; c'est la Caisse des dépôts et consignations elle-même qui sera appelée à examiner si l'individu qui se présente est bien le titulaire de la rente ou si au contraire c'est un audacieux escroc.

3° Le patron peut éviter d'être trompé en employant encore un autre système qui consiste à verser à la Caisse nationale italienne de prévoyance le capital représentatif de la rente et à la laisser intervenir seule lors du paiement des arrérages.

4° Si le patron estime que le versement du capital représentatif constitue pour lui une trop lourde charge, l'arrangement du 9 juin 1906 va lui offrir encore dans l'article 4 le secours d'une nouvelle combinaison, qui consistera à remettre à l'autorité consulaire du pays où habite la victime de l'accident les arrérages de la rente ou les indemnités auxquelles elle a droit, à charge par l'autorité consulaire de produire les pièces justificatives et d'assurer l'envoi régulier d'argent au bénéficiaire.

5° Enfin l'assureur trouve encore dans l'article 5 de l'arrangement et l'article 1^{er} du traité de 1904 le moyen de ne pas s'égarer dans des recherches souvent infructueuses. La Caisse nationale italienne d'assurances fera toutes les recherches et toutes les démarches au lieu et place de l'assureur s'il veut bien contracter chez elle une réassurance du risque d'indemnité suivant un tarif conventionnel qui a été annexé à l'arrangement du 9 juin 1906 et

reproduit dans le décret du 13 juin 1907 avant l'article 2.

Les patrons et les assureurs n'ont donc qu'à choisir entre ces différents systèmes celui qui correspond le mieux à leur situation ; il ne leur est pas bien difficile, en général, de fixer rapidement leurs préférences, et l'on peut dire, sans crainte de se tromper, que l'arrangement de 1906 n'a pas eu sur ce point à encourir de critiques.

Toutes les combinaisons exposées plus haut ne sont malheureusement pas établies d'une façon bien stable.

L'article 12 permet à chaque partie contractante la possibilité, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux Caisses nationales des deux pays. La seule formalité à remplir consisterait à donner avis aux administrations compétentes de l'autre Etat par la voie diplomatique. On s'est ému de cette situation, on a prétendu qu'il n'y avait dans ces conditions aucune garantie et qu'il était permis de n'avoir dans l'arrangement de 1906 qu'une confiance très limitée. On reprochait également à l'article 14 de n'avoir prévu qu'une durée minime (5 ans) pour cette convention et d'en avoir autorisé la dénonciation sous l'unique condition de prévenir un an à l'avance.

Toutes ces dispositions ont pu faire croire à une situation instable, et les assureurs ou patrons ont vu dans ces clauses comme autant d'épées suspendues sur leurs têtes. Il ne faudrait pas s'exagérer le danger. Si les Français ont

intérêt au développement des lois ouvrières en Italie, les Italiens, eux, ont un intérêt primordial à avoir une participation plus large de leurs nationaux aux assurances sociales en France. En réalisant progressivement ces deux ordres de réforme, ils accomplissent une œuvre de justice, améliorent la condition des travailleurs des deux côtés des Alpes et rendent plus intime l'union des deux peuples. En interrompant cette œuvre, en dénonçant la convention, chacune des deux nations contractantes éprouverait un dommage, et ce dommage serait d'autant plus grand que l'œuvre serait plus avancée : le traité franco-italien de 1904 est bien et longuement viable, c'est l'opinion de ceux qui ont présidé à sa naissance, et en particulier de M. Arthur Fontaine : « Il n'y a pas à prévoir, dit-il, que jamais une marche en arrière se produise sur la route tracée par la convention. » Les événements d'ailleurs lui ont donné raison.

Si cependant, par impossible, l'accord international entre la France et l'Italie venait à être dénoncé, il n'en résulterait pour les patrons d'une part, pour les ouvriers, d'autre part, aucune perte.

L'article 15 dit en effet : « Lorsqu'une des parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera au contraire d'a-

voir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues pour les caisses nationales des deux pays, sauf le règlement de comptes alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient antérieurement reçu les capitaux consécutifs. »

Ces critiques ne sont pas les seules qu'on ait formulées contre l'accord franco-italien. On l'a qualifié de marché de dupes ; mais c'est à tort, croyons-nous, que cette désignation lui a été appliquée ; s'il y a plus d'Italiens que de Français appelés à en bénéficier, nous avons retrouvé sur d'autres terrains des avantages précieux : le doit et l'avoir se balancent d'une façon approximative, il est vrai, aussi complète en tous cas qu'il était possible de l'obtenir dans une matière comme celle-ci.

On a reproché encore au traité de travail franco-italien d'avoir établi au profit des deux Etats un pouvoir de contrôle que chacun doit exercer sur l'autre. Ce pouvoir n'est pas une nouveauté, il existe déjà dans la convention passée à Bruxelles en 1902 entre la France et la Belgique au sujet de la question sucrière, et il n'avait soulevé à ce moment aucune objection.

Il y a d'autres points d'ailleurs sur lesquels la critique peut s'exercer plus utilement. Si l'arrangement franco-italien est excellent dans son principe, il est incontestable aussi qu'il pêche par la forme. Plus précis que le traité de 1904, il n'a pas atteint cependant toute la perfection dési-

nable, et ses rédacteurs ne se sont pas rendus un compte exact des difficultés que l'application de leur texte allait soulever dans la pratique. Ils n'ont fait qu'effleurer la question de la rétroactivité et ils ont été muets sur celle de savoir si l'application de la nouvelle législation est obligatoire ou facultative pour ceux qu'elle régit. Aussi n'est-il pas étonnant que la doctrine se soit livrée sur cette matière à de copieuses discussions et que la jurisprudence, appelée à se prononcer dans de nombreuses espèces, ne soit pas encore arrivée à l'accord parfait.

1^o *Rétroactivité de l'arrangement franco-italien du 9 juin 1906, promulguée par décret en date du 13 juin 1907, applicable seulement le 1^{er} novembre 1907.*

La convention du 9 juin 1906 a eu pour but d'écarter, dans les rapports de la France et de l'Italie la disposition de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 aux termes de laquelle « les ouvriers étrangers qui sont victimes d'accidents en France ont droit à la rente allouée par cette loi en cas d'incapacité permanente; mais s'ils viennent à quitter la France après l'accident, ils recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ».

Dorénavant, les ouvriers italiens victimes en France d'accidents du travail ont droit aux mêmes indemnités que les ouvriers français, même s'ils cessent de résider sur le territoire français (1). Telle est la règle pour les ouvriers

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1908, p. 607; *Journal de droit international privé*, 1909, p. 68 et suiv. Article de M. Sicoré.

italiens blessés en France après le 1^{er} novembre 1907, date à laquelle l'arrangement du 9 juin 1906 est devenu applicable, et qui cesseraient ensuite de résider en France.

Pas de difficultés non plus pour le cas où l'accident et le départ sont tous deux antérieurs au 1^{er} novembre 1907. La convention ne saurait, dans ce cas, produire d'effets. Ainsi en a décidé la Cour de cassation, le 18 novembre 1908, dans un arrêt où il est dit notamment que la convention passée entre la France et l'Italie est inapplicable à des faits antérieurs à sa promulgation, et par suite au cas où un ouvrier italien attributaire d'une rente à raison d'un accident dont il a été victime en France a cessé de résider en France dès l'année 1903 (1).

La même solution avait été adoptée par la Cour de Nancy (arrêt du 8 février 1908) (2) au sujet de la rétroactivité de la convention franco-belge.

Nous avons examiné jusque maintenant le cas où l'accident et le départ se placent dans la même période, c'est-à-dire tous deux avant ou tous deux après la promulgation de l'arrangement. Dans le premier cas, il ne produira aucun effet ; dans le second, il est applicable.

Mais il peut se faire que l'accident étant survenu avant la mise en vigueur de la convention, le départ de l'ouvrier vers l'étranger se soit produit après cette date. Que doit-on décider ? Telle est la difficulté que le texte de 1906 n'a pas solutionnée.

(1) Cass. civ., 18 novembre 1908, *Gaz. Pal.*, 9 décembre 1908 ; Trib. Grasse, 2 août 1905, D. 1911.1.118.

(2) Nancy, 8 février 1908, *Clunet*, 1908, p. 1104.

Faudra-t-il appliquer le régime qui était en vigueur au moment de l'accident, c'est-à-dire l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, ou bien, au contraire, celui du moment du départ, à savoir la convention du 9 juin 1906 ? En un mot, pour déterminer la législation applicable, faut-il s'attacher au fait de l'accident ou bien au fait de départ ?

Beaucoup d'ouvriers italiens blessés en France avant le 1^{er} novembre 1907 s'étaient empressés, aussitôt après la promulgation, de regagner leur pays où ils croyaient pouvoir toucher chaque année les arrérages de leur rente. Ce fut une offre de capital (égal à trois annuités) qui leur parvint. Les Compagnies d'assurances se basant sur le départ de l'ouvrier, prétendirent racheter les rentes : « Comme vous résidez en Italie, écrivaient-elles aux ouvriers, votre rente devient rachetable par trois annuités conformément à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. La convention franco-italienne n'a pas d'effet rétroactif, et comme votre accident est antérieur au 1^{er} novembre 1907, je suis parfaitement en droit de racheter votre rente. » Cette solution, on le pense bien, ne fut pas du goût des ouvriers, et la question fut portée par eux devant les tribunaux.

Le 20 janvier 1910, le tribunal civil de Chateau-Thierry donnait raison aux assureurs et décidait que l'ouvrier italien, victime d'un accident antérieurement à la promulgation, était tenu de subir la conversion de la rente en un capital égal à trois annuités, alors même qu'il n'a quitté la France qu'après la convention.

Une espèce analogue fut soumise le 29 avril 1910 à la Cour de Lyon (1). Cette fois ce fut la thèse ouvrière qui triompha.

« Attendu que Maneglia (l'ouvrier) est de nationalité italienne ; qu'ayant cessé de résider en France, il s'est vu appliquer l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 30 mars 1905, et n'a obtenu que trois annuités de la rente annuelle fixée à 420 francs ;

« Attendu que Maneglia soutient qu'il n'a cessé de résider en France que postérieurement à la promulgation de la convention franco-italienne du 9 juin 1906, promulgation qui a eu lieu le 13 juin 1907, et que par application de cette convention, il a intégralement droit à la rente viagère ;

« Attendu que Grandjean n'avait pas, dès le jour de l'accident survenu le 17 décembre 1906, un droit acquis à se libérer au moyen du versement d'un capital égal à trois annuités de la rente due à Maneglia ; que ce mode de libération n'était qu'une simple expectative subordonnée au fait que Maneglia cesserait de résider en France ; que s'il avait encore sa résidence en France quand le traité susvisé a été promulgué et est devenu exécutoire, traité qui assimile les ouvriers italiens aux ouvriers français pour les indemnités accordées au cas d'accidents du travail, la rente viagère lui a été définitivement acquise sans que son départ ultérieur pour l'Italie autorise à le faire

(1) C. Lyon, 29 avril 1910, S. 1911.2.46.

cesser par le paiement de trois annuités ; que cette application de la convention diplomatique ne porte pas atteinte à un droit acquis antérieur, car le droit de Grandjean de se libérer au moyen d'un paiement de trois annuités n'a pas pris naissance du jour de l'accident, mais ne pouvait avoir son point d'origine que du jour de la cessation de résidence en France ;

« Mais attendu que la date à laquelle Maneglia a cessé de résider en France est incertaine, etc. ;

« Par ces motifs,

« La Cour, après en avoir délibéré, reçoit les appels en la forme. Dit et juge dès maintenant que le bénéfice de la convention, intervenue avec l'Italie le 9 juin 1906 et promulguée en France le 13 juin 1907, est acquis audit Maneglia s'il a cessé de résider en France seulement après cette promulgation ;

« En conséquence, autorise l'appelant à prouver par témoins, etc. (1). »

Cet arrêt, vivement combattu par les uns, a trouvé en d'autres d'ardents défenseurs.

Les partisans de ce système refusent à l'accident la qualité d'élément générateur du droit de l'ouvrier et de l'obligation de l'employeur.

L'accident, disent-ils, crée entre le patron et l'ouvrier

(1) La Cour de Lyon semble admettre la date du 13 juin 1907 comme étant celle de la mise en vigueur de la convention de 1906. C'est une erreur. La convention de 1906 n'était exécutoire que trois mois après le décret, soit le 1^{er} novembre 1907.

une relation juridique bien déterminée : c'est l'obligation de réparer le dommage et rien de plus. Cette obligation existe quelle que soit la nationalité de l'ouvrier. La faculté de rachat prend naissance dans le fait du départ, de la cessation de résidence ; c'est à ce moment là seulement que la question de nationalité va prendre de l'importance. Cette faculté de rachat présentera un caractère abstrait jusqu'au moment du départ, c'est le départ seul qui la transformera en un droit acquis, jusque-là elle ne constituait qu'une simple expectative ; or il est de règle que si la loi nouvelle ne peut pas modifier les droits acquis, elle n'a pas à respecter les simples expectatives qui, elles, tombent immédiatement sous sa coupe.

L'ouvrier italien, en demandant le paiement de sa rente en Italie, ne fait que demander l'application de la loi existante. Le patron doit fonder son refus sur la violation d'un droit acquis en vertu d'une loi précédente. Or ce droit acquis n'existe pas. Il y a eu seulement une faculté abstraite dont la transformation en droit acquis n'a pu s'opérer puisqu'elle a été abolie par une loi nouvelle.

Il est nécessaire, pour combattre cette théorie, de faire un rappel des principes. — « Les droits acquis, dit Merlin, sont ceux qui sont entrés dans notre domaine, qui en font partie et que ne peut plus nous ôter celui de qui nous le tenons (1). »

« C'est le droit bien et dûment, devenu nôtre, dont

(1) Merlin, *Rép.*, *Effet rétroactif*, sect. 3, § 1.

nous sommes investis, appropriés, qu'un tiers ne pourrait nous enlever (1). » — « C'est un droit définitif qui ne peut pas être ravi à celui qui le possède, tandis que l'expectative est un droit éventuel, non encore né, une espérance qui peut s'évanouir (2). »

Du jour de l'accident et avant le départ de l'ouvrier, la situation du patron est-elle un droit acquis, est-elle une simple expectative ? Nous estimons, avec M. Crémieu, qu'il y faut voir un droit acquis. L'article 3 de la loi de 1898 donne en effet au patron le droit de se libérer par le paiement d'un capital égal à trois fois la rente si l'ouvrier vient à quitter la France. Son droit est donc définitif, complet, bien déterminé dès le jour de l'accident ; ce qui est conditionnel, c'est simplement l'exigibilité. L'accident fait naître en faveur du patron un droit qui entre aussitôt dans son patrimoine, que personne ne peut lui enlever, dont il a la jouissance, dont l'exercice seul est soumis à la condition du départ de l'ouvrier : ce sont bien là les caractères du droit acquis. La faculté du rachat ne prend donc pas naissance par le fait du départ, comme le veut le premier système ; il existait avant lui, mais c'est à cette époque seulement qu'on pourra l'exercer.

On a voulu justifier encore l'arrêt précité de la Cour de Lyon au moyen du raisonnement suivant. La convention franco-italienne de 1906 n'a pas entendu modifier les effets

(1) Demolombe, *Traité de la publication, des effets et de la promulgation des lois*, I, n° 40, p. 45.

(2) Planiol, *Traité de droit civil*, 5^e édit., I, n° 241.

de l'accident, mais simplement les effets du départ. Si donc le départ s'est produit après la promulgation, ce serait aller à l'inverse de l'intention du législateur que d'appliquer la loi de 1898. Cette théorie nous paraît dangereuse. « Attendu que les accidents du travail sont régis par la loi en vigueur au moment où ils se sont produits ; que les droits et obligations des parties sont fixées par elle d'une manière immuable sans qu'aucun changement de législation puisse leur porter atteinte ; qu'on ne saurait soutenir que la faculté pour le débiteur de l'indemnité de se libérer en versant un capital égal à trois annuités en cas de résidence du bénéficiaire hors de France constitue une simple expectative qu'une loi nouvelle puisse enlever ; qu'en réalité il s'agit d'un droit conditionnel déjà entré dans le patrimoine dont le titulaire ne peut être privé sans violation du principe de la non-rétroactivité des lois ;

« Attendu que par suite la convention franco-italienne entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1907 ne peut être invoquée pour un accident survenu le 20 août de la même année par un ouvrier italien qui aurait quitté la France après sa promulgation (1). »

Le dernier arrêt en date, celui du 24 février 1912, rendu par la Chambre temporaire de la Cour d'appel d'Aix, a donné raison à notre thèse (la Cour de cassation n'a pas encore statué sur la question). Bien qu'assez brièvement motivé, il n'en est pas moins très explicite :

(1) Clunet, *Journal de droit international*, 1911, p. 877.

« Attendu que Granella a été victime d'un accident du travail, le 30 octobre 1906, pendant qu'il était au service de Reboul ; que suivant ordonnance du président du tribunal de Nice, en date du 21 mai 1907, il a obtenu une rente annuelle et viagère de 135 francs ;

« Attendu qu'il est ouvrier étranger ; qu'en 1909 il a quitté le territoire français pour se retirer à Briga (Italie), son pays d'origine ;

« Attendu qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, Reboul lui a offert une somme de 405 francs, capital égal à trois fois la rente qui lui a été allouée, plus 135 francs, montant de l'annuité échue le 1^{er} mars 1910 ;

« Attendu que Granella a excipé de la convention signée entre la France et l'Italie, le 9 juin 1906 et soutenu qu'ayant cessé de résider en France après la mise en vigueur de la convention susvisée, il se trouve dans la situation d'un ouvrier français ;

« Attendu que le tribunal avait fait droit à cette prétention ;

« Mais attendu que la convention susvisée a été promulguée le 13 juin 1907 ; qu'elle n'a pas d'effet rétroactif ; que l'accident est du 30 octobre 1906 ;

« Que du jour où il s'est produit, celui-ci a créé au profit de chacune des parties intéressées un droit qui est entré définitivement et irrévocablement dans leur patrimoine respectif ;

« Que, dans l'espèce, la possibilité pour le débiteur de se libérer moyennant le versement d'un capital égal à

trois fois la rente est une possibilité conditionnelle et non une simple expectative comme le prétend Granella ;

« Qu'elle constitue un véritable droit acquis que ne peut anéantir une loi postérieure, à moins qu'elle ne le dise expressément, ce qui n'est pas le cas de la convention du 9 juin 1906 ;

« Attendu que l'offre de Reboul et Cie était donc satisfactoire ;

« Par ces motifs,

« La Cour, faisant droit aux conclusions de Reboul et Cie et de la Compagnie d'assurances *La Prévoyance*, réforme le jugement entrepris, émendant, dit et décide que Granella ayant été victime d'un accident du travail, le 30 octobre 1906, ne saurait bénéficier des dispositions de l'accord franco-italien du 9 juin, et exiger, après son départ du territoire français, le maintien de la rente de 135 francs. En conséquence, valide l'offre régulièrement faite, le 19 août 1910, à Granella de la somme de 540 francs composée de : 1° 405 francs, capital égal à trois fois la rente ; 2° 135 francs, montant de l'annuité échue le 1^{er} mars 1910, etc. (1). »

2° *La convention franco-italienne permet-elle à l'ouvrier italien qui cesse de résider en France d'opter entre ses dispositions et celles de la loi de 1898 ?*

Est-elle obligatoire ou seulement facultative ? Pourrait-il choisir entre le versement d'un capital égal à trois fois

(1) Arrêt de la Chambre temporaire de la Cour d'appel d'Aix,

la rente, d'une part, et la continuation du service de la rente, d'autre part, au gré de ses préférences ?

Ici encore le texte de l'accord franco-italien n'a apporté aucune précision. C'est aux tribunaux qu'a été laissé le soin de trancher la question. Dans un premier état, la jurisprudence s'est très nettement et unanimement prononcée en faveur du libre choix pour l'ouvrier étranger. Pour elle, la Convention franco-italienne de 1906 est facultative. Elle ne lie point le bénéficiaire de l'indemnité.

Le départ ne saurait être envisagé comme un événement distinct de l'accident ; il en est une conséquence. Parler du départ seul est une erreur, ce fait ne nous intéresse que parce qu'il est consécutif à un accident. C'est donc à l'accident qu'il faudra toujours se reporter, c'est sa date qui fixera la législation seule applicable.

D'ailleurs, en l'absence du texte précis que l'on aurait dû insérer dans la convention de 1906, c'est aux principes généraux qu'il faut nous reporter. Le principe, en cette matière, c'est la non-rétroactivité des lois (art. 2, C. civ.). Pour qu'il y ait exception, il faut se trouver en face d'un texte, ce qui n'est pas le cas ici, en face d'une loi interprétative, d'une loi plus douce, d'une loi de forme. La convention de 1906 n'est ni l'une ni l'autre ; elle a modifié les effets de l'accident, mais non interprété ; elle

24 février 1912. *Juris-Classeur, Acc. du travail*, n° 1124. — Voir également sur la même question, Raynaud, *Chunet*, 1911, p. 178 à 181 ; Sioré, *Journal de droit international privé*, 1909, p. 68 et suiv. ; Crémieu, Note sous arrêt d'Aix.

a créé un droit nouveau et rendu plus lourdes les obligations du patron puisqu'elle lui impose le paiement d'une rente en cas de départ au lieu d'un capital. Elle ne peut donc être rétroactive.

Tel est du moins l'avis du tribunal civil de la Seine (jugement du 20 décembre 1910).

« Attendu que Pacifico Sismondini étant italien, il a été fait état devant le tribunal de la convention franco-italienne du 9 juin 1906, assimilant d'une manière absolue aux ouvriers français, les ouvriers italiens victimes d'accidents du travail sur le territoire français ; que le demandeur a conclu formellement à la non-application de cette convention parce que l'accident survenu était antérieur à sa promulgation en France ; qu'au contraire le défendeur a fait valoir qu'il pourrait bénéficier de ses dispositions si son départ de France était postérieur à la mise en vigueur de la convention. »

C'est l'opinion du tribunal civil de Marseille. Sa décision n'est d'ailleurs pas motivée, et il se contente de la formuler comme si elle n'était que la constatation d'une vérité évidente et brutale. Sur le vu d'une requête à lui présentée par un sieur Edouard Tassy, sujet italien, domicilié à Marseille, se retirant en Italie et sollicitant l'autorisation de pouvoir toucher une somme de 658 fr. 20, capital représentant trois annuités de la rente de 219 fr. 40, à laquelle, après procédure, la maison C. A. Verminch et Cie avait été condamnée, le tribunal civil de Marseille, dans un jugement en date du 30 janvier 1908, déclare que

étrangers. Permettre à l'ouvrier d'opter entre le régime bienveillant de l'accord de 1906 et les dispositions de l'article 3 (loi de 1898), cela revient à annihiler l'effort courageux entrepris par les deux nations contractantes pour la réalisation d'un mieux-être social. Et quand nous parlons ici d'annihilation, nous ne nous plaçons pas seulement au point de vue doctrinal, nous envisageons aussi le côté pratique de la question.

En fait, plus peut-être qu'en droit, l'accord franco-italien est lettre morte si on accorde à l'ouvrier étranger le droit d'option. Ce serait se tromper grossièrement ou faire preuve d'une grande naïveté que de croire un seul instant à la possibilité de l'application de l'accord dans de telles conditions. En proie à cette fascination qu'exerce sur lui l'offre d'un capital, l'ouvrier ne mettra pas en balance les deux législations dont il lui serait possible de se réclamer. Alors que son intérêt bien compris lui commanderait de se prononcer pour la rente, les excitations du milieu économique où il est placé lui feraient dire le contraire, et dans 90 o/o des cas — c'est une proportion qui ne paraîtra exagérée à aucun de ceux qui, sur les exigences de leur profession, fréquentent le monde ouvrier — les dispositions libérales de l'accord devraient céder le pas au régime de fer de l'article 3.

« En leur réservant (aux ouvriers) de prétendus droits établis par la loi de 1898, dit M. Raynaud, les décisions de Marseille, de Toulon et d'Aix leur faisaient un présent singulièrement dangereux ; par ce biais c'eût été tout

l'effort de la convention franco-italienne anéanti. Sous prétexte de favoriser les ouvriers italiens, c'eût été les placer dans une situation de beaucoup inférieure aux ouvriers français et par là aller directement contre tout le courant de la législation nouvelle qui est l'assimilation (1). »

Il n'est pas étonnant qu'en présence de ces observations justifiées d'ailleurs et auxquelles nous nous rallions bien volontiers, la Cour de cassation ait cru devoir infirmer la jurisprudence antérieure. Elle l'a fait le 30 mai 1911 dans les termes suivants : « Attendu qu'aux termes de l'article 3 tous les ouvriers étrangers qui cesseraient de résider en France recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ; que la loi du 31 mars 1905 a complété ledit paragraphe en décidant que les dispositions pourront être modifiées par traités pour les étrangers dont le pays d'origine garantirait à nos nationaux des avantages équivalents à ceux que la loi française leur assure ;

« Attendu enfin qu'une loi du 13 juin 1907 a autorisé le Président de la République à faire exécuter l'arrangement conclu entre la France et l'Italie le 9 juin 1906 ; qu'un décret du 13 juin 1907 a promulgué ledit arrangement dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités

(1) Raynaud, *Chunet, Journ. de dr. int. privé*, 1911, p. 172.

que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants et réciproquement ;

« Que la promulgation en a été faite en Italie le 1^{er} août 1907 ;

« Attendu que de ces diverses dispositions législatives, il résulte que depuis la date à laquelle l'arrangement du 9 juin 1906 est entré en vigueur, les Italiens victimes en France d'un accident du travail ne peuvent plus, s'ils viennent à quitter la France, être contraints de recevoir pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ; qu'ils ne peuvent pas davantage exiger le paiement de ce capital ; que l'avant-dernier paragraphe de l'article 3 est abrogé en ce qui les concerne, et que s'ils ont dorénavant les mêmes droits que les ouvriers français, ils sont soumis aux mêmes obligations ;

« Attendu en fait que Simone, ouvrier italien, victime d'un accident du travail, a obtenu, par jugement passé en force de chose jugée, l'allocation d'une rente de 642 fr. 47, mise à la charge de la société d'assurances la *Wintherthur*, assureur de Capietto, le chef d'entreprise ; que Simone déclarant vouloir cesser de résider en France a demandé le capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée ;

« Attendu que l'arrêt attaqué, passé en force de chose jugée, a fait droit à sa demande sous prétexte que, si le traité franco-italien avait créé des droits nouveaux au profit des ouvriers italiens, il ne leur avait enlevé aucun de ceux qu'ils tenaient de la loi de 1898 ; qu'en statuant ainsi ledit arrêt a violé la loi susvisée ;

« Casse, mais dans l'intérêt de la loi seulement (1). »

SECTION II. — Convention franco-belge du 21 février 1906.
Convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906.

Nous nous sommes étendu très longuement sur la convention franco-italienne. La section deuxième sera beaucoup plus brève. Beaucoup de questions envisagées dans la section précédente trouvent ici encore leur application, il suffira donc de les rappeler.

Mais on aurait tort de croire cependant que la convention franco belge et la convention franco-luxembourgeoise sont assimilables en tous points à l'accord franco-italien. Elles en diffèrent d'abord quant à la forme, il n'y a pour s'en convaincre qu'à se reporter aux annexes I et II d'une part, III et IV d'autre part. Elles en diffèrent aussi quant aux matières qui en sont l'objet. L'accord franco-italien envisage à la fois la question des accidents du travail, celle des caisses d'épargne et celle des assurances, les deux conventions que nous examinons ont trait uniquement aux accidents du travail.

Enfin l'accord franco-italien a été promulgué en France par un décret du 13 juin 1907, mais ce décret avait été autorisé par une loi. Cette loi préalable aux décrets ne se trouvait pas dans les accords de 1906.

Par contre, ces deux accords de 1906 sont absolument

(1) Cass. civ., 30 mai 1911, S. 1911.4.377; *Gaz. Pal.*, 1911.4.745.

« l'arrangement intervenu entre la France et l'Italie en date du 9 juin 1906, au sujet de la réparation des accidents du travail, n'a fait que créer en faveur des ouvriers italiens cessant de résider en France une simple faculté leur permettant d'opter entre le paiement de leur rente en Italie ou le paiement de l'indemnité dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi de 1898; que Tassy demande simplement à exercer cette option, et que rien ne s'oppose à ce qu'il soit fait droit à cette demande ».

Dans une espèce analogue, le tribunal civil de Toulon, en date du 24 juin 1909, se prononce dans le même sens, sans plus de motifs d'ailleurs : « Attendu, dit ce jugement, que Simone déclare vouloir cesser de résider en France et demande par suite à recevoir un capital égal à trois fois la rente de 642 fr. 47 allouée par un jugement du 20 mars 1909 devenu définitif ;

« Attendu que Capietto ne fait aucune difficulté pour reconnaître que le texte de l'article 3 invoqué par Simone doit lui être appliqué, Simone étant bénéficiaire d'une rente dont il pourrait jouir dans son pays d'origine en exécution de l'accord franco-italien, en sorte qu'il aurait droit à cette rente même en cessant de résider en France ;

« Attendu que si l'accord franco-italien précité a créé des droits nouveaux aux ouvriers italiens, cet accord ne leur a pourtant enlevé aucun de ceux qu'ils tenaient de la loi préexistante ; que, notamment, l'accord en question n'a pas abrogé l'article 3, § 16 ; que Simone se trouve en droit d'opter entre la continuation de cette rente et le rachat ;

« Attendu que Capietto se déclare donc prêt à racheter cette rente moyennant 1.927 fr. 31 ; qu'il demande seulement que Simone, ayant opté pour une indemnité définitive, soit déchu de tous ses droits à se pourvoir contre Capietto du chef de l'accident dont il a été victime le 25 décembre 1907 ;

« Attendu qu'il échet de faire droit à la demande tout en donnant acte à Capietto de ses droits et réserves ;

« Attendu qu'il est juste de laisser les dépens à Capietto ;

« Par ces motifs,

« Le tribunal donne acte à Capietto de la déclaration faite par Simone qu'il entend cesser de résider en France, lui donne acte, le cas advenu, de ce qu'il reconnaît le droit de Simone au rachat de la rente en conformité de l'article 3 § 16 de la loi de 1898 ;

« En conséquence, lui donne acte de son offre de payer la somme de 1.927 fr. 31, valeur du rachat de la rente et au besoin l'y condamne dès que le présent jugement sera devenu définitif, sous cette réserve que Simone aura ainsi épuisé son droit d'option et ne sera plus recevable à se pourvoir contre Capietto à raison de l'accident. »

Sur appel, la Cour d'Aix confirma cette décision du tribunal de Toulon en en reprenant les termes (arrêt du 17 juin 1910) (1).

(1) Trib. civ. Marseille, 30 janvier 1908, D. 1910.2.237 et 238 ; Trib. civ. Toulon, 24 juin 1909 ; Arrêt de la Cour d'Aix, *Clunet*, 1911, p. 470.

Cette solution de la jurisprudence est en général défavorablement commentée par la doctrine. Elle repose d'abord sur une interprétation un peu fantaisiste des termes mêmes de l'accord franco-italien.

L'article 1^{er} de cet accord est singulièrement péremptoire. Il y est dit, en effet, non pas que les ouvriers italiens pourront, s'ils le veulent, bénéficier des mêmes droits que les ouvriers français, mais qu'ils « auront » les mêmes droits. Et il nous semble que la construction même de la phrase exclut toute idée d'option.

Ils auront les mêmes droits, c'est-à-dire que, suivant les cas, ils obtiendront un capital ou une rente, mais que, dans un cas précis, bien déterminé, le mode d'indemnisation ayant été fixé par la loi, ils ne pourront, pas plus que les ouvriers français, le modifier au gré de leurs caprices, faire que la rente se change en capital suivant leurs préférences et inversement.

S'ils le pouvaient, ils seraient plus favorisés que les ouvriers français, et ce serait faire bien peu de cas de cette réciprocité diplomatique qui est à la base même de l'accord franco-italien.

La solution jurisprudentielle, que nous combattons, ne peut pas s'accorder non plus avec les termes mêmes de la loi de 1898. L'article 3 *in fine*, lorsqu'il a envisagé la question des conventions diplomatiques, n'a pas laissé supposer un seul instant qu'il pouvait y avoir là un moyen d'opter. « Les dispositions des trois alinéas précédents pourront être modifiées par traité dans la limite des

indemnités prévues audit article... ». Qui dit modification ne dit pas addition.

On a objecté, il est vrai (c'est le seul argument qui transparaît dans les décisions rapportées ci-dessus), que l'accord franco-italien n'étant qu'une convention diplomatique, promulguée par un simple décret en date du 13 juin 1907, ne pouvait avoir la prétention d'abroger ainsi des dispositions législatives. Il y a d'abord lieu de remarquer que l'article 3 *in fine* lui en donne le droit, et, de ce fait, l'objection devient sans portée.

En l'absence de cet article 3, elle serait d'ailleurs réfutée tout aussi victorieusement par la simple remarque suivante. S'il est exact que la convention diplomatique de 1906 ait été rendue exécutoire en France par le décret du 13 juin 1907 (1), il n'en est pas moins certain qu'elle a le caractère de loi de l'Etat et qu'elle est obligatoire. C'est là un principe indiscutable qui s'applique à tous les traités internationaux de quelque nature qu'ils soient (2).

La thèse, erronée à notre point de vue, de la jurisprudence est contraire enfin à l'esprit même de l'accord franco-italien. Quel a été le but poursuivi ? Améliorer le sort des ouvriers italiens blessés en France et écarter d'eux les dispositions rigoureuses de la loi française vis-à-vis des

(1) Décret qui avait été d'ailleurs autorisé par une loi portant la même date.

(2) *Jur. gén.*, V^o *Lois*, n^o 91-2^o ; V^o *Traité international*, n^o 133 et suiv. ; V^o *Droit civil*, n^o 445. — Cf. Loubat, *Les accidents du travail en droit international*, p. 171.

durée de 5 ans au delà de laquelle il se renouvelle d'année en année par tacite reconduction.

Nous avons placé dans la section première l'étude des questions de rétroactivité des conventions diplomatiques et de leur pouvoir d'application (simple faculté ou obligation) ; elles se posent encore pour les conventions franco-belge et franco-luxembourgeoise. Il nous a semblé plus pratique de les exposer à propos de l'accord franco-italien puisqu'aussi bien toutes les procédures engagées l'ont été pour ou contre des sujets italiens. Tout au plus pourrait-on citer un arrêt de la Cour de Nancy (du 18 février 1908) qui a envisagé la rétroactivité de l'accord franco-belge ; il manque d'intérêt pour ce fait que, dans l'espèce soumise à la Cour, l'accident et la cessation de résidence s'étaient tous deux produits avant le 12 juillet 1906, c'est-à-dire avant la mise en vigueur de la convention entre la France et la Belgique.

Les deux conventions qui font l'objet de cette section sont muettes sur la question de savoir comment pourra s'effectuer le paiement des rentes à l'étranger, Ce paiement continuera-t-il à incomber à la Compagnie d'assurances, ou bien au contraire la Compagnie d'assurances pourra-t-elle se décharger de son obligation en constituant à la Caisse nationale des retraites de l'autre pays un capital qui servirait au paiement de la rente dans ce pays, et cela en imitation des principes adoptés par la convention franco-italienne ?

En l'absence de textes, la question fut soumise à l'appré-

ciation des tribunaux. Le tribunal civil de Valenciennes eut à trancher la question en 1910 ; c'est d'ailleurs la seule décision, à notre connaissance, sur ce sujet.

« Attendu que le 19 décembre 1909, à Trith-Saint-Léger (France), Lably Vital, sujet belge, alors âgé de 18 ans, manœuvre de maçon, au service de Frezon, entrepreneur à Seraing (Belgique) a été, au cours de son travail, victime d'un accident aux suites duquel il a succombé le 22 du même mois ; que son père, marbrier à Basècles (Belgique), et qui était à la charge du défunt, réclame à Frezon :

« 1° L'indemnité prévue par l'article 3 de la loi française sur les accidents du travail, soit une rente correspondant à 10 0/0 du salaire de base de son fils, évalué par lui à 1.449 fr. 40.

« 2° Une somme de 7 fr. 11 pour trois journées de demi-salaires sur le prix de 2 fr. 37 chacune.

« Qu'il demande en outre que Frezon soit tenu de verser à la caisse générale des retraites de Belgique, ou à tout autre établissement agréé par l'Etat belge, le capital nécessaire pour assurer le service de cette rente ;

« Qu'en ce qui concerne les demi-salaires, le défendeur n'oppose aucune contestation, mais qu'il soutient :

1° Que le salaire de base de la victime n'était que de 1.277 fr. 40.

2° N'être pas tenu de verser à un établissement belge le capital nécessaire à la rente.

« En ce qui concerne le salaire de base :

« Attendu que dans les douze mois etc.

« En ce qui concerne la garantie réclamée par Lably père :

« Attendu qu'il a renoncé à sa prétention originaire de faire régler l'indemnité à laquelle il a droit suivant les prévisions de la loi sur les accidents du travail ;

« Que la loi française sur ce même objet doit donc être appliquée intégralement et non *in parte qua* ;

« Que d'ailleurs Frezon est assuré à la Compagnie française « l'Abeille » ; que le système, proposé par Lably père dans le but unique de rencontrer plus de facilités à toucher la rente, laisserait encore, quoiqu'il prétende le contraire, subsister la responsabilité éventuelle du fonds de garantie français dans le cas fort improbable, mais qui néanmoins doit être envisagé théoriquement, où l'établissement belge ne pourrait plus assurer le service de la rente ;

« Qu'il n'y a pas lieu de déroger au mécanisme de la loi française en vertu de laquelle il va être pourvu de cette rente ;

« Par ces motifs,

« Condamne Frezon : 1° A servir à Lably père une rente annuelle et viagère de 131 fr. 215, payable par trimestre échu à partir du 23 décembre 1909 ; 2° à lui verser pour demi-salaires dus au défunt pour les journées du 20, 21 et 22 décembre 1909 une somme de 7 fr. 11 ;

« Déclare Lably mal fondé à plus ou autrement prétendre. »

Cette décision nous semble avoir fait une juste applica-

tion des principes. On peut regretter que les conventions franco-belge et franco-luxembourgeoise ne se soient pas prononcées sur la question et qu'elles n'aient pas admis la possibilité de constituer le titre de rente en pays étranger. Une solution de ce sens aurait été avantageuse à la fois pour le patron ou l'assureur qui aurait pu accomplir par le versement unique d'un capital représentatif de la rente toute son obligation, et pour l'ouvrier ou ses ayants droit qui auraient touché plus commodément leurs rentes. Quoi qu'il en soit, les conventions diplomatiques sus-visées n'ont pas indiqué cette solution, et les avantages pratiques qu'on en retirerait ne sont pas une raison suffisante pour qu'on puisse étendre à notre matière les dispositions plus équitables de la convention franco-italienne. Une pareille extension serait, au surplus, dangereuse pour la raison qu'indique la décision du tribunal de Valenciennes. Souhaitons que cette lacune des conventions de 1906 soit bientôt comblée.

SECTION III. — Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909, promulguée par décret du 28 octobre 1910.

La loi anglaise du 6 août 1897 ne parle pas des ouvriers étrangers. Son silence paraît voulu. Sous la législation antérieure, les étrangers non résidents victimes d'un accident du travail n'avaient droit à aucune indemnité. La loi de 1897, modifiée en 1906, en ne reproduisant plus cette disposition rigoureuse, semble bien s'être prononcée en faveur de l'assimilation.

semblables ; conçus dans les mêmes termes, mis en vigueur la même année, l'un comme l'autre appellent les mêmes observations, et l'on ne s'étonnera pas que nous les réunissions dans une section unique.

La Belgique avait déjà admis, lors de la discussion de la loi du 24 décembre 1903, qu'il ne devait pas y avoir de distinction entre les victimes d'accidents d'après leur nationalité. Aucune disposition de la loi ne formulait cependant en termes exprès ce principe, « les droits des ouvriers étrangers résultant, disaient les Belges, d'une façon suffisamment claire du silence de la loi à leur égard ».

C'était donc en Belgique l'égalité absolue. Il n'en était malheureusement pas de même en France, et cette situation rigoureuse, où les maintenait l'article 3 de la loi de 1898, n'était pas sans émouvoir les 150.000 ouvriers belges qui travaillent chez nous.

Le gouvernement, en la personne de M. A. Leghait, délégué de Sa Majesté, fut donc chargé de demander à la France quelles étaient ses intentions. Les pourparlers engagés devaient aboutir à la signature de la convention du 21 février 1906, promulguée par décret du 12 juin 1906, entrée en vigueur un mois après, soit le 12 juillet.

Cette convention traite uniquement de la question des accidents du travail. Elle a établi l'équivalence en France des ouvriers belges et français et maintenu celle qui existait déjà avant elle en Belgique.

Mais il y a lieu de faire remarquer que la France s'est

montrée ici bien plus généreuse que lors de la convention franco-italienne puisque, moins favorisée quant au nombre de bénéficiaires (10.000 Français travaillant en Belgique contre 150.000 Belges travaillant en France), elle n'a pas cherché à rétablir l'équilibre en se faisant consentir par la nation co-contractante d'autres avantages.

Vis-à-vis du Luxembourg, la situation était quelque peu différente. La loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 sur l'assurance obligatoire a posé, dans son article 12, le principe de l'assimilation : « Le bénéfice de la présente loi s'applique aux étrangers comme aux luxembourgeois. »

Mais cette disposition ne reçoit son plein effet que pour les étrangers résidant sur le territoire grand-ducal. Encore est-il possible, même dans ce cas, de suspendre l'application du principe pour les étrangers dont le pays n'aurait pas réalisé pour son propre compte l'assimilation.

« Son application pourra être suspendue par rapport aux nationaux des Etats dont la législation refuse aux luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'elle accorde à leurs propres citoyens.

Pour les ayants droit qui cesseraient de résider sur le territoire du Luxembourg, il y a lieu de distinguer suivant que le séjour à l'étranger est temporaire ou définitif.

S'il est temporaire, le droit à la pension est suspendu pendant sa durée, mais il revit, le jour où l'ayant droit rentre sur le territoire du Luxembourg. Si, au contraire, l'ayant droit quitte définitivement le Luxembourg pour s'installer et vivre à l'étranger, il sera désintéressé, en

vertu de l'article 49, § 4, « par le paiement unique et intégral d'un capital égal au triple de la rente annuelle ».

Le Luxembourg, à la différence de la Belgique, était donc loin d'avoir réalisé chez lui l'égalité entre nationaux et étrangers. Le très court résumé de sa législation nous a montré que, sur plus d'un point, il a repris les dispositions de la loi française. Aussi est-il tout naturel que la France ait songé à passer avec le Grand-Duché une convention diplomatique basée sur le principe de la réciprocité. La tâche était facile, les concessions de l'un des pays correspondaient presque exactement à celles de l'autre (1).

L'accord suivit de près la convention franco-belge, il fut signé le 27 juin 1906, promulgué par décret du 10 novembre 1906 ; il a commencé à recevoir son application le 10 décembre de la même année.

Voici quelle est l'économie de ces deux conventions. Toutes deux ont pour base le principe d'assimilation, il fait l'objet de l'article premier : « Les sujets belges (ou luxembourgeois) victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

« Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'acci-

(1) La France, cependant, a abandonné plus qu'elle n'a reçu. Le nombre des bénéficiaires français est bien inférieur à celui des ouvriers luxembourgeois.

dents du travail en Belgique (ou dans le Grand-Duché de Luxembourg) ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges ou luxembourgeois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. »

La même exception à ce principe se retrouve également dans les deux traités, elle vise : 1° les personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat ; 2° celles attachées à des entreprises de transport et occupées d'une façon intermittente, même habituelle dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège (1).

Même principe d'assimilation basé sur la réciprocité dans l'article 3 qui envisage les exemptions de droits de timbre, de greffe et d'enregistrement et dans l'article 4 où les parties contractantes s'engagent mutuellement à faire tout ce qui dépendra d'elles pour faciliter l'application et l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Conclus sans limitation de durée, ces deux accords ne peuvent prendre fin qu'un an après la dénonciation qui en serait faite par l'un des Etats ; c'est là une nouvelle différence avec l'accord franco-italien qui ne prévoit qu'une

(1) Sur la question de savoir quelle est la loi applicable à cette catégorie de travailleurs, voir les théories précédemment exposées au chapitre IV. Conflits de lois.

Ce qui n'était à ce moment qu'une probabilité est devenue une évidence. C'est ce qui résulte des déclarations du gouvernement anglais lui-même lors des pourparlers engagés au sujet de la signature du traité international. Les délégués du Royaume-Uni firent valoir que l'assimilation étant, chez eux, réalisée depuis longtemps, il n'était que juste de solliciter de la France la conclusion d'un traité de réciprocité. L'accord, dans ces conditions, était inévitable. Il était favorisé encore par ce fait que le nombre des bénéficiaires est sensiblement égal dans chaque pays.

L'Office international du travail, dans son bulletin de 1906, donne les chiffres suivants (1) :

Il y avait en France, en 1901, 16.282 sujets anglais. Ce chiffre global se décompose comme suit : 3.300 touristes, 12.982 travailleurs parmi lesquels 9.973 ouvriers ou employés, 3/42 inoccupés, 2.667 travailleurs isolés. A la même époque 20.467 Français se trouvaient en Angleterre et au Pays de Galles ; parmi eux 14.066 exerçaient une profession.

Dans ce tableau, deux chiffres sont intéressants : la statistique accuse 12.982 Anglais travaillant en France contre 14.066 Français travaillant en Angleterre. C'est presque l'égalité si on veut bien se reporter aux proportions données lors de l'étude des traités franco-italien et franco-belge et qui étaient de 10 à 15 contre 1.

La convention franco-anglaise fut signée à Paris le

(1) Office international du travail, 1906, n° 9, p. 517.

3 juillet 1909, promulguée par décret du 28 octobre 1910 ; elle est entrée en vigueur en France le 28 novembre de la même année.

L'étude de cette convention ne nous retiendra pas bien longtemps : les principes qui y furent insérés sont ceux des conventions franco-belge et franco-luxembourgeoise.

Il y a cependant quelques différences. Si les articles 1 et 2 de l'accord de 1909 reproduisent sans modification les textes correspondants des conventions de 1906 (admission de l'égalité sauf exceptions pour les ouvriers détachés à titre temporaire, occupés pendant moins de six mois ou faisant partie d'une entreprise de transport), nous avons d'autre part quelques changements (additions ou suppressions) à signaler.

L'article 3 (conventions franco-belge et franco-luxembourgeoise) relatif aux exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, a été supprimé purement et simplement dans la convention franco-anglaise.

Les anciens articles 4 et 5 sont devenus ici les articles 3 et 4, sans autre modification d'ailleurs que ce changement de désignation.

La seule innovation de l'accord franco-anglais est son article 5. L'article 4 prévoyait en effet que « la présente convention aurait été ratifiée et que les ratifications devaient être échangées à Paris le plus tôt possible ».

L'article 5 estime que la ratification ne sera pas possible avant que la législation du Royaume-Uni de la Grande-

Bretagne et d'Irlande ait été modifiée ou complétée sur certains points de façon à être en harmonie plus complète avec la législation française, et il fixe, à l'usage des Chambres anglaises, les grandes lignes du travail à effectuer.

Ce travail devait porter sur cinq chefs bien distincts : 1° fixation des indemnités; 2° cas d'un capital destiné au paiement d'une rente supérieure à 400 francs; 3° cas où le bénéficiaire n'habite plus le pays détenteur du capital de la rente; 4° questions des frais, impôts et taxes, et enfin 5° récolement des décisions judiciaires rendues pendant l'année.

Le législateur anglais s'est soumis de bonne grâce à cette injonction de son gouvernement, et il a accompli en peu de temps (puisque les ratifications ont été opérées à Paris le 13 octobre 1910, alors que la convention est du 3 juillet 1909) le travail qui lui avait été pour ainsi dire imposé.

1° Les indemnités dues seront, dans tous les cas, obligatoirement fixées par la Cour du Comté.

2° Lorsque la rente allouée en réparation de l'accident dépassera 400 francs et qu'il y aura rachat par le patron ou l'assureur, le capital représentatif de ladite rente devra être versé à la Cour du Comté qui sera chargée seule de la constitution d'abord et du paiement ensuite de la rente viagère à servir au bénéficiaire.

3° Sur ce troisième point, cas où le bénéficiaire n'habite plus le pays détenteur du capital de la rente, une sous-distinction est nécessaire a) Le capital a été versé

par le patron ou par la Compagnie d'assurances à la Cour du Comté ; postérieurement à cette opération la victime ou ses ayants droit viennent résider en France. Il y aura lieu alors à un déplacement d'argent. La Cour du Comté fera parvenir le capital à elle versé à la Caisse nationale française des retraites sur la vieillesse à qui incombera désormais le soin de constituer la rente d'après son tarif et de la payer régulièrement au bénéficiaire. La même solution doit être indiquée au cas où le capital ayant été versé à la Cour du Comté, on s'aperçoit que les ayants droit de la victime résidaient en France au moment même de l'accident. b) Le capital n'a pas été versé à la Cour du Comté, la victime de l'accident revient résider en France. C'est à la Cour que revient le soin de faire parvenir la rente au bénéficiaire à des époques et dans des conditions dont conviendront les administrations compétentes des deux pays. Sur ce point, un arrangement postérieur est intervenu (Note parue au *Journal officiel* le 15 novembre 1910, p. 9342, c. 2). Le paiement sera effectué d'un tous les trois mois à terme échu. Aussitôt que la victime d'un accident aura pris la décision de venir résider en France elle devra aviser le « registrar » de la Cour qui aura fixé l'indemnité ; il lui sera alors fourni un certificat d'expertise médicale relatant la nature et le quantum de son incapacité, la Cour fixera en même temps la durée de validité de ce certificat. Cette durée de validité varie avec la nature et la gravité de l'accident, elle peut aller de trois mois (minimum) jusqu'à 12 mois maximum. Elle sera

fixée souverainement par la Cour, et l'ouvrier devra s'y conformer sous peine de se voir refuser le paiement de son indemnité.

Tous les trois mois, au jour de l'échéance, l'ouvrier devra se munir d'un certificat de vie qui lui sera délivré par le maire de la commune où il réside ; aux époques fixées par la Cour du Comté, il y joindra un certificat médical émanant d'un médecin chargé d'un service administratif dans le département de sa résidence.

Cette pièce unique ou ces deux pièces (suivant les trimestres) seront envoyées par la victime de l'accident (en même temps qu'une demande en paiement) à l'autorité consulaire dans le ressort de laquelle se trouve la Cour du Comté qui aura fixé l'indemnité. L'autorité consulaire se chargera des démarches à effectuer près du registrar, elle se fera verser le montant de la rente et l'expédiera sans frais à la victime. Si la victime vient à décéder après son retour en France, les formalités rapportées ci-dessus conservent toute leur force sauf les modifications suivantes (qui s'imposent d'ailleurs) : le certificat de vie sera remplacé par un acte de décès auquel viendra s'ajouter un acte établissant la qualité des ayants droit ; le certificat médical, d'autre part, n'a plus sa raison d'être.

4° Pour tous les actes accomplis par la Cour du Comté comme pour tous les virements de fonds, il n'y aura lieu à aucuns frais, taxes et impôts. Cette disposition a été complétée, à la date du 19 novembre 1910, par un arrêté du ministre des affaires étrangères qui a exonéré du droit

de chancellerie de 2 o/o, les dépôts et recouvrements de fonds prévus par la note à laquelle nous avons fait allusion dans le 3°.

5° Le récolement général de toutes les décisions judiciaires rendues pendant l'année au sujet d'accidents survenus à des Français sera effectué par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour le « Home Department » au ministère du travail et de la prévoyance sociale (1).

SECTION IV. — Accords intervenus entre pays étrangers.

Si la France a été la première nation qui ait tracé le chemin vers cet idéal relatif de justice que constituent les traités internationaux — et nous avons juste raison de nous en montrer fiers — elle a été suivie de près par les autres pays. Pour ne pas sortir du cadre de notre étude, nous ne ferons que donner ici une simple nomenclature de ces différentes manifestations qui ont eu pour but principal de « concilier la protection du travail national avec les sentiments d'humanité » (2).

1° *Arrangement italo-suisse.*

Dans un traité de commerce en date du 15 juillet 1904, nous trouvons un article 17 ainsi conçu : « Les parties

(1) Voir pour les textes relatifs à la convention franco-anglaise l'annexe V en fin de l'ouvrage.

(2) Raffalli, *op. cit.*, p. 168.

contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie à l'égard des assurances ouvrières, dans le but d'assurer, par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde autant que possible des avantages équivalents. »

« Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé. »

2° Arrangement italo-allemand.

La même disposition fait l'objet de l'article 2, § a du traité de commerce conclu entre l'Allemagne et l'Italie à la date du 3 décembre 1904.

3° Traité entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Le traité additionnel du 25 janvier 1905 qui est venu modifier un traité de commerce du 6 décembre 1891 contient également dans son article 6 une disposition analogue, mais elle s'applique à la fois aux assurances ouvrières et à la réglementation du travail (1).

Ces trois accords n'ont fait que poser les principes et ils ont laissé à des arrangements postérieurs le soin de trancher toutes les questions de détail.

(1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1905, p. 128. et suiv.
— Voir également sur ces questions, Alb. Métin, *op. cit.*, p. 105.

4° Accord belgo-luxembourgeois.

Survenu en date du 15 avril 1905, il ne s'est pas contenté d'être un projet. Il a fait plus que d'énoncer le principe, et il a voulu une application immédiate. Nous ne pouvons en donner une idée plus exacte qu'en faisant remarquer qu'il a servi de modèle aux deux accords franco-belge et franco-luxembourgeois de 1906 déjà étudiés. Ces deux conventions n'en sont, à vrai dire, que le décalque.

5° Traité germano-luxembourgeois.

Ce traité admet la loi du lieu de l'entreprise avec toutefois une disposition spéciale pour les employés de chemins de fer qui franchissent la frontière avec les trains internationaux (art. 1^{er}). Les autorités de l'Etat dans lequel auront été accomplis les travaux auront pleins pouvoirs pour trancher les difficultés résultant du doute sur la loi applicable (art. 2). Les administrations et les juridictions des deux Etats devront se prêter mutuellement aide et assistance pour l'application des règles de l'assurance-accidents (art. 5).

Ces dispositions ont fait l'objet de véhémentes discussions dans les Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs notamment en 1904.

6° Entre l'Allemagne et la Belgique.

Pour répondre à la largeur de vues de la législation belge qui admet tous les ouvriers au paiement d'indem-

nités en cas d'accident, et cela sans aucune distinction de nationalité ou d'origine, le Conseil fédéral allemand a rendu une ordonnance en faveur des sujets belges (22 février 1906). C'est donc encore ici l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers basée sur le principe de la réciprocité qui triomphe.

7° *Entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.*

La même disposition est intervenue en Hongrie en faveur des sujets italiens. (L'Italie avait depuis longtemps déjà édicté dans sa loi sur les accidents du travail le principe de l'assimilation absolue.)

Il est à présumer que d'autres accords pourront être réalisés d'ici peu, la loi autrichienne du 12 février 1909 ayant autorisé le gouvernement à conclure des traités analogues.

8° *Entre l'Autriche-Hongrie et les Etats-Unis.*

L'extension aux Etats-Unis du principe de l'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne la réparation des accidents du travail, intéresse particulièrement l'Autriche-Hongrie, puisque les émigrants hongrois à destination de l'Amérique sont extrêmement nombreux. Mais il fallait trouver un groupe-ment quelconque qui voulût bien se charger des démarches. L'Autriche-Hongrie s'est adressée à l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Le bureau de l'Association (nous reprenons ses termes) a

recommandé chaleureusement la proposition hongroise à la section américaine. Un premier effort a été tenté puisque, dans une assemblée relativement récente (11 juin 1910) tenue à Chicago, ladite section a décidé « d'adresser à tous les Etats particuliers des pétitions en vue de l'abrogation des dispositions qui refusent à l'ouvrier né hors d'Amérique et à ses représentants tout droit à une rente ou à une indemnité en cas d'accident du travail ».

On ne peut que féliciter l'association internationale pour la protection légale des travailleurs d'avoir pris l'initiative d'une pareille démarche. Si elle était couronnée de succès, ce serait une victoire de plus à l'actif de l'Association, et la meilleure preuve de sa vitalité.

Nous avons constaté, au cours de ces dernières pages, l'étonnante floraison de traités internationaux dans tous les pays d'Europe et même au delà de notre continent. C'est évidemment un excellent résultat ; resterait à examiner la question de savoir si ce résultat est suffisant, s'il doit être seul poursuivi, si au contraire on ne pourrait pas l'atteindre plus directement et plus sûrement par d'autres moyens : l'établissement, par exemple, d'une convention internationale unique. Nous ne faisons ici qu'amorcer la question ; nous nous proposons d'y revenir dans notre troisième partie.

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉTRANGERS ET LA LOI DU 5 AVRIL 1910 SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

La condition de l'ouvrier vieilli était demeurée précaire en France jusqu'au vote de la loi du 5 avril 1910. Vieux et usé, l'ouvrier était congédié de la ferme et de l'usine et laissé sans salaire. A défaut d'économies réalisées pendant le cours de sa vie de labeur, à défaut d'enfants qui puissent lui venir en aide, son unique ressource était de s'adresser à l'Assistance publique qui sait, comme la plupart des administrations françaises, réserver ses faveurs à qui lui plaît ou d'attendre d'un patron, bien vite oublieux des services rendus, un secours insuffisant, le pain de l'aumône que rend amer bien souvent le geste dédaigneux par lequel on l'a tendu.

C'est au moment où le travailleur ne « vaut » plus rien (au sens où les Américains exploient ce terme) qu'il était nécessaire et humain de se souvenir qu'il a valu autrefois quelque chose. Si l'âge ou les infirmités lui ont enlevé les forces qu'il a dépensées d'ailleurs pendant la plus grande partie de sa vie au service de l'industrie ou de l'agriculture, le patron de l'usine, le propriétaire terrien n'ont pas le droit de se désintéresser de cet affaiblissement et de cette

caducité, et sans attendre qu'on les sollicite, car il est dur parfois, disait Dante exilé, de monter l'escalier d'autrui, ils doivent les secourir et les aider, faire autre chose que le geste du charretier dont le cheval s'abat dans les brancards et qui le relève d'un coup de pied.

La compréhension de ces principes élémentaires de justice et de charité n'était malheureusement que l'apanage de quelques-uns. La loi, dont l'intervention ne devrait pas se faire sentir en pareille matière, fut le seul moyen de rappeler aux autres ces grandes vérités. Le 14 juillet 1905, l'assistance aux vieillards devenait obligatoire. Mais cela, c'était simplement l'aumône légalement constituée. Il fallait faire plus : supprimer pour les travailleurs vieillissants ou malades les risques de misère par la constitution d'une pension. Si nous n'avons pas encore en France l'assurance-maladie et l'assurance-chômage que nous apportera sans doute la législation de demain, nous pouvons cependant nous réjouir dès maintenant de posséder parmi les lois françaises celle du 5 avril 1910 qui consacre le principe des retraites basées sur la vieillesse et sur le travail.

Au même titre et pour les mêmes raisons que la loi de 1898, la loi sur les retraites ouvrières et paysannes intéresse les étrangers qui travaillent sur notre territoire. On ne s'étonnera donc pas de trouver ici l'étude de la loi de 1910 non point dans son ensemble, mais pour les dispositions seules qui touchent au travail international.

Aussi bien allons-nous retrouver, au cours des explica-

tions qui vont suivre, la lutte entre les différentes théories qui constituent pour nous du « déjà vu » : d'une part, la thèse de la protection du travail national dont la conséquence logique est de supprimer pour l'étranger le droit à la vie chez nous ; d'autre part, la thèse ultra-libérale qui prêche l'assimilation absolue entre tous les ouvriers sans distinction de nationalité. Mais celles-là sont les extrêmes ; entre elles il y a place pour de nombreux systèmes qui se rapprochent tantôt de l'une ou de l'autre, il y a place aussi pour le système de la réciprocité qui paraît d'ailleurs tenir le juste milieu. Et c'est peut-être là ce qui explique son succès relatif. Il lui vient bien moins du zèle et du nombre de ses partisans que de la mollesse de ses adversaires.

Ces théories, nous les retrouverons particulièrement dans les différents travaux qui précédèrent la loi. Depuis plus de 30 ans, en effet, elle était en préparation, au point que la promesse de la réaliser prochainement était devenue pour ainsi dire une clause de style dans tous les programmes et manifestes électoraux. Il ne sera pas inutile de faire dans un premier chapitre un historique rapide des différents projets qui virent le jour. En même temps qu'il situera notre étude, il aura le mérite d'éclairer par des exemples pratiques les quelques idées que nous venons de rappeler.

CHAPITRE PREMIER

DE 1875 A 1910.

C'est en 1875, en effet, que M. Laviron présenta une pétition à l'Assemblée nationale, dans laquelle il demandait que la Société voulût bien assurer l'existence de l'ouvrier qui a dépassé l'âge de la capacité productrice, modeste compensation de l'enrichissement dont cette société même a profité. Cette pétition n'eut d'ailleurs aucun succès, et nous ne la citons ici que pour mémoire. La même remarque s'applique au projet de loi déposé à la même époque par M. Talandier, député, à celui de Martin Nadaud et Charlet Floquet en 1879, de Waldeck-Rousseau et Laroche-Joubert en 1881, de Raspail, Naquet, Lockroy et Giraud en 1882 et 1883. En 1886, plusieurs projets furent simultanément déposés sur le bureau de la Chambre pour la fraction avancée par M. Jaurès, pour l'extrême-droite par M. de Mun, Mgr Freppel et M. de Belizal. Diamétralement opposés dans leurs prémisses, ils concluaient tous deux à l'assurance obligatoire. Le renouvellement prochain du Parlement en empêcha la discussion. En 1889, la question des retraites ouvrières figurait déjà aux programmes ; plus de 20 ans devaient s'écouler avant que fût votée définitivement la loi qui les établirait en France.

A partir de ce moment, la fantaisie des parlementaires se donne libre cours. De 1889 à 1893 il n'y a pas moins de onze projets tous différents les uns des autres (1). L'un d'entre eux, celui du 6 juin 1891, servit de base à la discussion de la commission du travail. Le président de cette commission, M. Paul Guieysse, fut chargé de rédiger le rapport (2). La proposition Guieysse est muette sur la question des ouvriers étrangers. Elle semble bien cependant avoir voulu favoriser à outrance le travail national, puisque nous voyons figurer parmi les revenus spéciaux destinés à alimenter la caisse d'invalidité, créée à côté de la caisse des retraites, une taxe sur les patrons qui emploient des ouvriers étrangers.

Les conclusions de ce rapport furent reprises dans la législature suivante par MM. Bourgeois et Ricard (3). Entre temps, la commission du travail avait été dessaisie de ses fonctions, et ce fut à la commission d'assurance et de prévoyance sociales que revint l'honneur de présenter un

(1) Proposition Chautemps et Cluseret, 19 novembre 1889 ; Laisant et Déroulède, 18 janvier 1890 ; Bérard, 27 mars 1890 ; Papelier, 3 juin 1890 ; Adam et Piérard, 3 juin 1890 ; De Ramel, 3 juin 1890 ; Isambard et Goujon, 21 mars 1891 ; Proposition du gouvernement, 6 juin 1891 ; Papelier, 30 décembre 1891 ; Lacoste, 16 février 1892 ; Chassaing et Girodet, 11 avril 1892.

(2) *J. off., Doc. parl.*, Chambre, annexe 1893, n° 2576.

(3) D'autres propositions, au nombre de 22 avaient été déposées au début de l'année 1896 par MM. Chautemps, Maurice Faure, de Ramel, Michelin, Isambart et Goujon, Jouffray, Chassaing, Brincart, Jung, Rey et Lachaise, André Lebon, Paschal Grousset, Gellé, Chauvière, Girault, Jaurès, Millerand, Viviani (projet Escuyer), Guieysse, Ricard, Maruéjols et Bérard.

travail sur la question. M. Audiffred en fut chargé, il l'acheva le 19 décembre 1896. Ce rapport, second en date, fut le premier à envisager la situation des ouvriers étrangers en face d'une loi possible sur les retraites ouvrières. L'article 8 le faisait en termes généraux : il les assimilait aux ouvriers nationaux, sauf en ce qui concerne le bénéfice des bonifications par l'Etat.

Le rapport Audiffred préconisait le système suivant. L'assurance devait rester facultative pour le patron et pour l'ouvrier. Le montant des cotisations, fixé à 4 o/o du salaire, devait être acquitté moitié par le patron, moitié par l'ouvrier. Dans le cas où la pension aurait été inférieure à 360 francs, l'Etat la bonifiait par une augmentation égale, au plus, au cinquième de la rente (à condition toutefois que l'ouvrier ne fût pas possesseur d'un revenu personnel de 360 francs et qu'il ait accompli des actes de prévoyance depuis vingt-cinq ans). A cette bonification de l'Etat (assez minime, on le voit) l'ouvrier étranger n'a pas droit. Il n'est donc pas en infériorité bien marquée vis-à-vis de l'ouvrier français. Théoriquement cette disposition de l'article 8 ménageait à la fois la thèse protectionniste et la thèse ultra-libérale ; en pratique elle arriva à mécontenter tout le monde. La proposition Audiffred n'eut jamais d'ailleurs à subir le débat public, les pouvoirs de la Chambre expirèrent avant qu'elle pût entrer en discussion.

De 1898 à 1902, une vingtaine de projets (1), dont celui

(1) Proposition Zévaès, Benezech (juin 1898), Gervais (juillet 1898).

de M. Maruéjols, alors ministre du commerce, au nom du gouvernement, furent envoyés pour étude à la commission. Les travaux furent condensés dans l'important rapport de M. Guieysse, soumis à la Chambre le 9 mars 1900 (1). Le projet qui y faisait suite prévoit la création d'une caisse nationale des retraites ouvrières avec des succursales ou caisses régionales chargées de recueillir et de faire fructifier les fonds. Ici encore on fait appel, comme dans les projets précédents, à la contribution égale de l'ouvrier et du patron à raison de 0 fr. 05 par journée de travail pour les salaires inférieurs à 2 francs et de 0 fr. 10 pour les salaires supérieurs ou égaux à 2 francs. Mais il est intéressant de remarquer que ces dispositions sont applicables seulement aux ouvriers français. Aux étrangers aucune cotisation n'est demandée, mais le patron verse uniformément 0 fr. 20 par journée de travail et pour chacun d'eux, quelle que soit l'importance de leur salaire. C'était une taxe déguisée à l'emploi de la main d'œuvre étrangère (2).

Après remaniement du texte et échange de concessions réciproques entre la Chambre et la commission, le vote

Maruéjols (projet du gouvernement, octobre 1898), Dubuisson (octobre 1898), Chauvière (octobre 1898), Vaillant (mars 1899), Guieysse (rapport de la commission d'assurance et de prévoyance sociales (mars 1900), Bienvenu-Martin (février 1900), abbé Lemire (avril 1900), Dansette (janvier 1911), Coutant (mai 1901) Guieysse (rapport supplémentaire, mai 1901), Carnaud (juin 1901).

(1) *J. off., Doc. parl.* Chambre 1900, Annexes 1502.

(2) Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 101.

de l'article 1^{er} eut lieu le 25 juin 1901. Cet article se prononce très nettement en faveur de la thèse protectionniste puisqu'il y est dit, en effet, ceci : « Tout ouvrier ou employé de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière a droit, *s'il est de nationalité française* et dans les conditions déterminées par la loi, à une retraite de vieillesse à 65 ans, et le cas échéant à une retraite d'invalidité... »

En conséquence, tout salarié français subit une retenue de 0 fr. 05 par journée de travail, si son salaire est inférieur à 2 francs, de 0 fr. 10 si son salaire est compris entre 2 et 5 francs, de 0 fr. 15 enfin s'il gagne une somme égale ou supérieure à 5 francs. Le patron, chargé d'opérer le prélèvement, y ajoute une contribution égale. Pour les ouvriers étrangers, au contraire, il n'y a pas de retenue, mais le patron verse uniformément 0 fr. 25 pour chacun d'eux et par journée de travail sans distinction d'âge et de salaire. Le vote de la Chambre n'avait fait que modifier le chiffre de la retenue à opérer. Mais il avait maintenu en entier le principe posé par le rapport Guieysse.

Malheureusement, la Chambre ne devait point pousser la discussion au delà de l'article 1^{er}, et sur la demande de M. Gailhard-Bancel, elle adopta, le 2 juillet, une motion « invitant le gouvernement à consulter les associations professionnelles, patronales et ouvrières, industrielles, commerciales et agricoles légalement constituées et les

chambres de commerce sur le projet de loi relatif aux retraites ouvrières ».

Les réponses au questionnaire proposé firent l'objet d'un nouveau rapport de M. Guieysse, déposé sur le bureau de la Chambre le 31 janvier 1902. Il arrive aux mêmes conclusions que les précédents travaux tout au moins en ce qui concerne notre matière, il ne fut d'ailleurs pas discuté, les élections prochaines ne permettaient point d'entamer l'étude d'une question aussi importante.

La huitième législature (1902 à 1906) fut vraiment celle des retraites ouvrières. Douze propositions différentes retinrent tour à tour l'attention du législateur (1). Elles firent naître un nouveau rapport de M. Guieysse en date du 22 novembre 1904. En juillet 1905, la discussion commença. Les débats, repris dès la rentrée d'octobre, provoquèrent de nouveaux amendements et des simplifications et aboutirent finalement au premier vote d'ensemble sur la matière, le 23 février 1906.

La question des ouvriers étrangers y est reprise sous l'article 4, dont voici le texte : « Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés en conformité de la loi du 8 août 1893 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dis-

(1) Propositions de MM. Mirman, Rey et Lachièze, Vaillant, Al-lard, Coutant, Fr. Fournier, Achille Adam, Laurens-Castelet, Lemire, Millerand et Guieysse, Dubuisson et Dormoy.

positions de la présente loi à cet égard leur sont rendues en tout ou partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas la retraite éventuelle déjà acquise pendant les cinq premières années est doublée au moyen du fonds de bonification prévu ci-après, et, si l'assuré est atteint d'invalidité absolue et permanente de travail ou s'il décède, application est faite des dispositions des articles 9 et 10 (1). »

« Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les versements patronaux sont affectés au fonds de bonifications. Lesdits versements sont portés à quatre pour cent (4 o/o) lorsque les ouvriers ou employés étran-

(1) Art. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du commerce sous les conditions fixées par ce règlement, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation, ni excéder 360 francs, bonification comprise.

Art. 10. — Si un assuré décède en laissant soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué par le ministre du commerce sur le fonds de bonifications, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès.

gers ne sont point immatriculés ou ne résident point en France. »

Le texte que nous venons de citer apporte confirmation à la thèse de la réciprocité : la réciprocité va permettre de réaliser l'égalité de traitement entre les étrangers et les nationaux. Elle n'est pas cependant indispensable : si l'étranger s'est fait depuis plus de cinq années immatriculer comme résidant en France, il bénéficiera du régime applicable aux nationaux, dont les grandes lignes se trouvent reprises à l'article 1^{er}, c'est-à-dire qu'il aura droit aux mêmes conditions qu'eux à une retraite de vieillesse à 60 ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

La formule de l'article 4, quelque large et libérale qu'elle paraisse, n'eut pas le don de plaire, et parmi les dispositions que vota la Chambre le 23 février 1906, c'est sans contredit une de celles qui fut le plus vivement critiquée.

Attaquée par les partisans eux-mêmes de la réciprocité diplomatique qui ne pardonnaient pas au législateur la concurrence, odieuse à leurs yeux, de l'immatriculation en conformité de la loi du 8 août 1893, elle le fut, et plus violemment encore, par tous ceux qui déclaraient dangereuse une extension abusive du droit de concourir à la pension et cherchaient à réduire par tous les moyens le nombre des bénéficiaires éventuels de la loi future. Effrayés par le chiffre important de dépenses supplémentaires dont le vote d'une loi comme celle sur les retraites ouvrières grève le budget national, beaucoup de parlemen-

taires auraient désiré pouvoir exclure du bénéfice de la loi sinon tous les étrangers, du moins ceux qui n'ont pas encore donné pendant longtemps des preuves de leur attachement. Et l'on proposait d'admettre, en dehors de ceux qui peuvent invoquer à leur profit la clause de réciprocité, ceux-là seulement qui ont accompli en France un séjour effectif de 10 à 12 ans. On se servait encore des arguments employés autrefois au moment du vote de la loi de 1905 pour les accidents du travail. On faisait remarquer que le nombre des salariés étrangers vivant sur notre territoire étant infiniment supérieur à celui de nos compatriotes qui s'embauchent à l'étranger, le système de la réciprocité nous mettait déjà de ce chef en mauvaise posture, et qu'il n'y avait pas lieu d'aggraver encore nos charges pécuniaires déjà fort lourdes en offrant généreusement aux étrangers le bénéfice de la loi après cinq années d'immatriculation : « Je crois, disait M. Millerand, que tous les efforts du gouvernement de la République doivent tendre à multiplier les conventions internationales. Que l'on veuille bien le remarquer, même en signant ces accords, la France s'impose des sacrifices certains. Attendu que la France est, en fait, un pays d'émigration restreinte, lorsqu'elle accorde à la Belgique et à l'Italie, qui envoient chaque année sur notre sol des centaines de milliers de leurs nationaux, le même traitement que ces pays font aux Français, elle prend en réalité des engagements, elle assume des obligations bien plus considérables que les pays avec lesquels elle traite. Je crois que nous ne pouvons aller

plus loin, sans faire, passez-moi le mot, un marché de dupe (1). »

Les fractions d'extrême-gauche n'étaient pas moins après à la discussion. L'art. 4 était combattu par elles pour une tout autre raison. A l'inverse de la théorie que nous venons d'exposer, elles le trouvaient étroit et timide. Pour elles, la condition de temps (cinq ans ou dix ans d'immatriculation) leur apparaissait comme superflue. Dans la même séance du 25 janvier 1906, M. Ed. Vaillant, au nom du parti socialiste, soulignait en termes véhéments l'injustice qui consiste à reconnaître aux citoyens d'un pays des droits refusés aux étrangers : « C'est une entrave, disait-il, à la fusion des peuples, à l'avènement du prolétariat universel ; la classe ouvrière réclame la suppression de toute distinction entre les nationaux et les étrangers. »

Ces divergences de vues et d'opinions avaient fait surgir un certain nombre de contre-projets dont nous ne voulons indiquer ici que les principaux. Bien qu'ils soient conçus en des termes différents, ils se rangent cependant assez facilement en deux catégories nettement tranchées : ceux qui admettent les étrangers aux mêmes avantages que les nationaux, et ceux qui leur refusent.

Parmi les premiers figurent notamment :

1^{er} Le contre-projet de M. Ed. Vaillant (assurance par l'Etat de tous les risques sociaux (abandon, infirmité, chômage, vieillesse, maladie, accidents)).

(1) Séance de la Chambre des députés, 25 janvier 1906.

En est bénéficiaire la personne qui travaille seule, sans employer un autre salarié, ou celle qui est dépourvue de ressources et de secours, et cela quels que soient son sexe, son âge, sa nationalité (1).

2° Celui de M. Coutant qui fait bénéficier d'une pension de retraite, à l'âge de 60 ans, tous les nationaux et les étrangers dépourvus de secours et de ressources (2).

3° Celui de M. Allemane qui voudrait voir inscrire au budget annuel des dépenses la somme suffisante pour assurer le paiement d'une retraite de 360 francs à l'âge de 60 ans à ceux qui peuvent justifier de 30 années de travail salarié ou familial pourvu qu'ils ne possèdent point de ressources personnelles équivalentes (3).

A l'inverse, et dans l'autre catégorie :

1° Le contre-projet de MM. Chauvière, Allard et autres, qui préconise la retraite annuelle de 600 francs pour tout citoyen français, déduction faite de ceux qui exercent une profession libérale ou qui sont patentés et des rentiers dont le revenu dépasse cette somme de 600 francs (4).

2° Celui de M. Cauvin. Tous les Français doivent payer une cotisation obligatoire qui servira à créer une caisse nationale de solidarité dont les bienfaits s'étendront aux vieillards et aux invalides dénués de toutes ressources (5).

(1) 20 juin 1901, 7 novembre 1905, *J. off.*, 21 juin 1905, p. 1474 ; *J. off.*, 8 novembre 1905, p. 3067.

(2) *J. off.*, 25 juin 1901, p. 1535.

(3) *J. off.*, 25 juin 1901, p. 1541. Article unique.

(4) *J. off.*, 21 juin 1901, p. 1476.

(5) *J. off.*, 28 juin 1901, p. 1595.

3° Celui de M. Mirman qui réserve aux Français seuls le droit de toucher une pension provenant de ce qu'il dénomme le « budget spécial de solidarité » (1).

4° Celui de M. François Fournier qui établit une pension de 400 francs (maximum) servie par l'Etat et constituée par le produit d'une contribution annuelle levée sur tous les Français et sur les étrangers qui résident en France. Mais cette pension doit profiter aux Français seulement (2);

5° Celui de M. Henri Michel et d'un grand nombre de députés, dont l'originalité vient de ce qu'il exclut tout concours financier de l'Etat. La caisse nationale de solidarité, dont l'existence leur paraît nécessaire, groupe tous les Français; elle puise ses ressources dans les cotisations des assujettis (3).

Cette énumération très limitée prouve, mieux que toutes les démonstrations, l'état de division du Parlement à cette époque. Les débats importants qui eurent lieu au Sénat depuis le mois de novembre 1909 jusqu'au 12 février 1910 en portent la marque. Par bonheur, le projet fut transmis à la Chambre à un moment où tous les esprits étaient préoccupés par d'autres travaux : ceux de préparation des élections législatives. Il ne pouvait donner lieu dès lors qu'à une brève discussion.

Trois séances seulement devaient suffire pour mener à

(1) *J. off.*, 21 juin 1901, p. 1478.

(2) *J. off.*, 8 et 9 novembre 1905, p. 3072 et 3095.

(3) *J. off.*, 15 et 16 novembre 1905, p. 3222 et 3253.

bien cette réforme dont l'élaboration avait demandé vingt années d'un labeur patient et opiniâtre. Le 31 mars 1910, la Chambre des députés, par 531 voix contre 3, enregistrait purement et simplement le travail de la Chambre Haute. Quelques jours après, le 5 avril 1910, la nouvelle loi prenait place au *Journal officiel*.

CHAPITRE II

LES ÉTRANGERS ET LA LOI DU 9 AVRIL 1910.

Avant d'entreprendre l'étude de ce point particulier, on nous permettra de donner très brièvement les grandes lignes de la loi du 5 avril 1910. Cette entrée en matière est utile, nous dirions même volontiers qu'elle est nécessaire. Au cours des développements qui vont suivre, il nous arrivera fréquemment d'employer certains termes qui ont besoin d'être éclairés par des explications. Il est préférable de les réunir en une seule section.

SECTION I. — Loi du 5 avril 1910 (vue d'ensemble).

Elle s'applique aux salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des professions libérales, des serviteurs à gages, aux salariés de l'Etat (sauf pour ceux qui possèdent une pension en vertu de lois antérieures), des départements et des communes (art. 1^{er}), aux fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons (art. 36, § 1^{er}), et enfin aux femmes et aux veuves non salariées de ces diverses catégories d'intéressés (art. 36, § 5). Dans cette énumération ne sont pas compris les ouvriers mineurs, les employés de chemins de fer (mécaniciens, chauffeurs, ouvriers de la voie et employés proprement dits), les inscrits maritimes, certains salariés de l'Etat,

des départements et des communes, et en général tous ceux pour lesquels fonctionnaient, déjà avant la loi de 1898, des caisses spéciales de retraites.

La loi du 5 avril 1910 a prévu deux catégories d'assurés ; les assurés obligatoires, c'est-à-dire les assurés de l'article 1^{er} dont le gain annuel est inférieur à 3.000 francs, et les assurés facultatifs, c'est-à-dire ceux de l'article 1^{er} qui gagnent plus de 3.000 francs, et les personnes énumérées à l'article 36, § 1 et 5.

1^o Dispositions spéciales aux assurés obligatoires.

Leur retraite est constituée par la réunion de trois éléments différents :

a) Le versement du salarié (9 fr. par an pour les adultes au delà de 18 ans, 6 fr. pour les mineurs de 18 ans, 4 fr. 50 pour les femmes, quel que soit leur âge).

b) La contribution patronale égale à celle du salarié.

c) La bonification de l'Etat (capital constitutif d'une rente de 60 fr. annuelle et viagère, art. 4, § 1 et 7, qui doit être versé au moment de l'ouverture du droit à la retraite) (1).

Le maximum de la retraite est de 400 francs pour les hommes et 320 francs pour les femmes.

(1) Cette disposition de l'article 4 ne reçoit effet que dans le cas où l'assuré a effectué au moins 30 versements annuels. Dans le cas contraire, la rente n'est plus de 60 francs, elle est égale au produit de 1 fr. 50 par le nombre des versements effectués

2° *Dispositions spéciales aux assurés facultatifs.*

Il faut ici établir une sous-distinction.

a) Pour les fermiers, cultivateurs, artisans, petits patrons et femmes non salariées, deux éléments viennent contribuer à la formation de la retraite : la cotisation annuelle de l'assuré (9 fr. au moins, 18 fr. au plus) d'une part, et la majoration annuelle de l'Etat égale au tiers des versements effectués, d'autre part. La contribution de l'Etat cesse lorsque la rente est égale à 60 francs.

b) Pour les métayers ; nous retrouvons trois éléments en présence : la contribution de l'Etat dans les conditions énoncées sous la rubrique a, le versement annuel du métayer avec un minimum de 6 francs, mais sans indication de maximum, la contribution patronale égale à celle du métayer jusqu'à 9 francs, le chiffre de 9 francs étant son maximum.

3° *Dispositions communes aux deux catégories d'assurés (facultatifs et obligatoires).*

L'âge de la retraite est uniformément fixé à 65 ans (art. 5, § 1), mais l'assuré peut, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa pension (art. 5, § 2). La même faculté est réservée aux assurés atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, de blessures ou d'infirmités entraînant une incapacité permanente et absolue de travail (art. 9).

Si l'assuré meurt avant 65 ans, après avoir cependant effectué les trois cinquièmes des versements requis par la

loi, sa veuve et ses enfants pourront obtenir pendant 3 ou 6 mois (suivant le nombre des enfants) des allocations mensuelles de 50 francs ; la femme divorcée, à condition qu'elle ne se soit pas remariée et que le divorce ait été prononcé aux torts de son mari, pourra jouir des mêmes avantages (art. 6).

La loi du 5 avril 1910 ne fait pas échec à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards qui peuvent encore, d'autre part, ajouter au bénéfice de cette loi les allocations provenant de sociétés de secours mutuels ou de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

C'est d'ailleurs la Caisse nationale qui assurera en grande partie le service des retraites de la loi de 1910, mais elle pourra être concurrencée dans ces fonctions par les sociétés ou les unions de sociétés de secours mutuels agréées par le gouvernement, par les caisses départementales ou régionales de retraites instituées par décret, enfin par des caisses patronales ou syndicales. Aux unes et aux autres le contrôle ministériel s'impose, la Caisse des dépôts et consignations est chargée de la gestion financière (art. 14 et 15, § 1 et 2). Les versements des salariés, les contributions patronales et le fonds de réserve des art. 11 et 16 réunis en une même masse seront placés : 1° en valeurs de l'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat ; 2° en prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Cré-

dit foncier ; 3° sur l'avis favorable du conseil supérieur des retraites ouvrières prévu à l'article 26 (et chargé d'instruire toutes les questions ayant trait au bon fonctionnement de l'institution nouvelle) et jusqu'à concurrence d'un quatre centième en acquisitions de terrains à reboiser ou de forêts existantes ; 4° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 (habitations à bon marché) et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906 (art. 15).

Les plus grandes facilités sont accordées aux bénéficiaires de la loi pour le maintien et la sauvegarde de leurs droits. C'est ainsi que les pièces nécessaires pour l'exécution de la loi sont dispensées de timbre et d'enregistrement (art. 22, § 1, et 33, § 3) ; la retraite de la loi de 1910 est incessible et insaisissable (art. 21) ; le ministère de l'avocat n'est pas indispensable pour les recours au Conseil d'Etat contre les arrêtés ministériels statuant sur les réclamations relatives aux allocations (art. 22, § 3) ; l'assistance judiciaire est accordée de plein droit aux retraités qui ont à comparaître devant les tribunaux civils (art. 33, § 2) ; la procédure enfin, dans la majeure partie des cas, est suivie comme en matière sommaire.

Cet exposé très rapide et très incomplet (nous avons passé en particulier sous silence toutes les dispositions transitoires relatives aux travailleurs qui se trouvaient, au moment de l'entrée en vigueur de la loi et à cause de leur âge, dans l'impossibilité de remplir les conditions normales d'admission à la retraite) suffit cependant à rappeler les grands traits de cette législation nouvelle. Il nous permettra d'aborder en connaissance de cause la question des étrangers en matière de retraite (1).

SECTION II. — Dispositions relatives aux étrangers dans la loi du 5 avril 1910.

La question des salariés étrangers ne paraît pas avoir retenu bien longtemps l'attention du législateur. Dans une loi qui ne comporte pas moins de 42 articles, deux textes seulement y font allusion. Ce sont les articles 11, § 1, 2, 3, et 40.

ART. 11. — « Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français.

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

« Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve, etc. »

(1) La loi de 1910 a été modifiée en 1912 (Loi du 27 février) ; les modifications n'ont porté que sur des questions de détail, mais non sur les principes. C'est pourquoi nous n'y faisons pas allusion. En particulier, l'âge de la retraite est fixé par la loi nouvelle à 60 ans, la liquidation anticipée peut être faite à 50 ans.

ART. 40. — « Les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la présente loi, que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de cinquante ans. »

L'article 11 ne fait donc pas de distinction entre les étrangers et les nationaux en ce qui concerne les versements effectués par les salariés ; sur ce premier point, c'est l'égalité absolue. Pour les contributions patronales et les bonifications budgétaires, la réponse est toute différente. Seront seuls admis à bénéficier de ces contributions et bonifications les étrangers dont le pays d'origine aura garanti à nos nationaux émigrés des avantages équivalents. La réciprocité est ici la condition *sine qua non* de l'égalité. Les partisans de la réciprocité triomphent dans cette disposition de l'article 11.

C'est là une victoire remarquable si l'on songe qu'il a fallu sept années d'efforts et de luttes incessantes pour introduire dans la législation de 1898 sur les accidents du travail le principe de la réciprocité par voie de convention internationale (modification de l'art. 3 *in fine* par la loi de 1905), alors qu'il a pris place sans difficultés et pour ainsi dire « d'office » dans la première rédaction de la loi sur les retraites ouvrières.

§ 1. — Des patrons étrangers.

Bien que l'ensemble de notre étude nous appelle à parler plutôt des salariés, nous ne pouvons cependant laisser dans l'ombre la question des employeurs. La loi du 5 mars 1910 les intéresse à un double titre : parce qu'elle les

constitue débiteurs de versements égaux à ceux de leurs ouvriers, parce qu'elle leur a confié la charge de colliger (par voie de précompte sur les salaires) les cotisations de ces mêmes ouvriers.

L'article 11 ne peut donner à ce point de vue aucune indication, et nous sommes contraint de rechercher dans les travaux préparatoires quelle a pu être la pensée du législateur. Il semble tout d'abord que ce silence puisse s'expliquer autrement que par un oubli. La contribution patronale ne fait, en somme, que s'ajouter aux versements des salariés, et ce n'est pas, dès lors, faire preuve d'un excès d'imagination que de raisonner ici par analogie. Le régime applicable aux salariés peut s'appliquer sans aucune difficulté à leurs employeurs. La déclaration de M. Viviani, alors ministre du travail, est d'ailleurs absolument explicite. Pour lui, « la loi sur les retraites ouvrières est applicable à tous ceux qui se trouvent sur le territoire, et nul ne peut se soustraire à son application ; c'est une loi d'ordre public » (1).

Cette déclaration, faite dans les termes les plus catégoriques, souleva cependant certaines objections. M. Julien Goujon priait le ministre du travail de donner quelques précisions sur le point de savoir si l'étranger, « qui ne fait que passer en France », est tenu de verser une contribution quelconque.

(1) Sénat, séance du 20 janvier 1910, *J. off.*, 24 janvier 1910, p. 69.

« Forcer ceux qui ne parlent pas notre langue, qui ignorent notre droit et les habitudes de nos ouvriers à exercer le précompte sur des ouvriers français qu'ils engagent pour quatre ou cinq jours seulement, cela revient, disait-il, à chasser de notre territoire les riches étrangers qui apportent un peu d'argent dans le Midi, dans les stations estivales de l'Océan et de la Manche et qui iront, pour éviter les contraventions et les ennuis, se faire soigner ou s'amuser ailleurs. »

Ces raisons, qui relèvent du domaine sentimental et invoquent un intérêt pratique d'ailleurs assez discutable, ne pouvaient rien contre la rigueur inflexible des principes juridiques exposés dans la déclaration ministérielle. Si la loi sur les retraites ouvrières est une loi d'ordre public, — et ceci paraît être l'opinion unanime, — son application ne peut être que territoriale. L'étranger de passage en France doit, comme ceux qui résident sur le territoire, respecter les lois françaises qui intéressent l'ordre public. L'adhésion à l'amendement de M. Julien Goujon aurait fait surgir de nombreuses difficultés que M. Viviani résumait dans les termes suivants : « Qu'est-ce donc qu'un étranger de passage ? Où commence, où finit le passage ? Voici par exemple un étranger riche qui vient se soigner en France ; il peut y séjourner un mois ou onze mois, Sera-t-il de passage après un mois de séjour ou après onze mois ? Je n'en sais rien. »

La territorialité de la loi sur les retraites ouvrières entraîne certaines conséquences. Il est évident tout d'abord

qu'elle ne pourra s'appliquer dans tous les endroits qui, bien qu'enclavés dans le territoire français, sont considérés comme faisant partie d'un pays étranger. C'est le cas notamment pour les ambassades et les légations. Le droit international les envisage comme un prolongement et une extension du pays qui les délègue. Elles sont comme autant d'îlots défendus par une digue infranchissable, inaccessibles à la loi française même d'ordre public. Les ambassadeurs, les ministres plénipotentiaires, les agents diplomatiques accrédités par les puissances étrangères auprès du gouvernement français ne peuvent être tenus d'effectuer pour leurs ouvriers ou domestiques français ou étrangers les versements prévus par la loi du 5 avril 1910.

A l'inverse, et par application du même principe de territorialité de la loi sur les retraites ouvrières, nos agents consulaires à l'étranger doivent se soumettre aux exigences de ladite loi ; l'hôtel diplomatique de nos attachés est une portion du territoire français, les lois françaises y doivent recevoir application.

Ce sera le seul cas où la puissance de la loi se manifestera au delà de la frontière : en particulier le patron français établi à l'étranger avec un personnel français n'est tenu d'aucune contribution. Cette solution, qui est la conséquence logique d'un principe indiscutablement établi, répond aux besoins de la pratique elle-même. « Comment pourrait-on établir un contrôle, et comment le gouverne-

ment pourrait-il intervenir au delà des frontières, alors qu'il ne dispose d'aucun moyen d'action (1). »

§ 2. — Des assurés obligatoires.

C'est à eux que l'article 11 va s'appliquer dans son intégralité.

En principe, les salaires étrangers seront soumis au même régime que les ouvriers français. Une circulaire ministérielle du 29 mars 1911, adressée aux préfets, relative aux différents travaux à effectuer dans les préfectures et les mairies jusqu'à la date de la mise en application de la loi du 5 avril 1910, est formelle sur ce point. Dans le paragraphe 2 qui donne l'énumération des bénéficiaires de ladite loi, M. Paul Boncour prenait soin d'appeler à nouveau l'attention des préfets sur ce principe : « J'ajoute que pour les inscriptions sur la liste vous n'avez pas à tenir compte de la nationalité des salariés : les salariés étrangers doivent, comme les salariés français, être inscrits sur la liste des assurés obligatoires. »

Une question se pose alors immédiatement. En étendant aux salariés étrangers le bénéfice de la loi sur les retraites ouvrières, le législateur de 1910 a-t-il voulu prendre une mesure générale ne comportant pas d'exceptions ? N'a-t-il point voulu, au contraire, mitiger sa générosité en y apportant certaines conditions ?

(1) Déclaration de M. Viviani, séance du 20 janvier 1910, *J. off.*, 21 janvier 1910, p. 68.

En d'autres termes, la résidence sur le territoire français n'est-elle pas une condition obligatoire pour que le salarié étranger puisse jouir des avantages de la loi française ? Un ouvrier étranger, qui vient travailler en France et retourne chaque soir dans son pays d'origine, peut-il invoquer cette situation spéciale pour se refuser à effectuer les versements qui doivent plus tard constituer le capital de sa rente ?

La doctrine s'était emparée de la question et ne l'avait résolue à vrai dire qu'incidemment.

Cette question avait été traitée particulièrement au Congrès de Bâle (en 1904) par l'association internationale pour la protection légale des travailleurs. A l'unanimité, le principe de l'égalité de traitement sans distinction de nationalité venait d'être admis, mais il fallait justifier cette solution.

Après différents échanges de vues entre MM. Raoul Jay et Millerand, délégués français d'une part, et le délégué allemand, d'autre part, la commission décida de baser son système sur la notion du contrat de travail, et voici le texte qu'elle proposait à la ratification de l'assemblée générale : « Pour les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause par les législations d'assurance et de responsabilité professionnelles, il n'y a lieu d'établir aucune différence entre les bénéficiaires à raison de leur nationalité, de leur domicile ou de leur résidence. *Est applicable la loi du lieu de l'entreprise pour laquelle travaille l'ouvrier.* »

Dans ce système, qui fut voté d'ailleurs à la presque una-

nimité des voix la résidence n'entre pas en ligne de compte. Le lien qui rattache l'ouvrier à l'entreprise dont il relève paraissait à l'Assemblée suffisamment puissant pour soumettre le salarié à la loi du lieu de l'établissement industriel dont il fait partie. L'ouvrier belge travaillant en quelque pays que ce soit, pour le compte d'une entreprise française, est soumis, d'après ce système, à nos lois nationales en matière d'assistance. Mais le législateur de 1910 ne semble pas avoir adopté franchement cette théorie et, à notre avis, il ne paraît pas discutable, en l'état actuel des textes, que la loi sur les retraites ne s'appliquera pas — pour reprendre l'exemple cité plus haut — à l'ouvrier étranger lié à une industrie française par son contrat de travail, mais qui ne travaille pas en France. L'article 11 est suffisamment explicite sur ce point lorsqu'il déclare que « seront soumis à la loi française les salariés étrangers travaillant en France ».

Mais supposons maintenant le cas d'un ouvrier étranger au service d'un patron français et qui travaille en France. C'est ici que va surgir la difficulté, la question de savoir si oui ou non la résidence est obligatoire.

L'article 4, § 1^{er}, du projet présenté au Parlement et voté par la Chambre des députés en 1906 admettait les étrangers au bénéfice de la loi sur les retraites à deux conditions : 1^o qu'ils soient domiciliés ou qu'ils résident en France ; 2^o qu'ils soient immatriculés conformément à la loi du 8 août 1893. L'article 11 — nous l'avons vu — n'a pas reproduit ces deux conditions. Que faut-il en con-

clure ? Est-ce un oubli du législateur ? A-t-il voulu au contraire notifier par son silence son intention de ne plus soumettre les étrangers à la condition de résidence ? Nous avons toujours préféré, en ce qui nous concerne, cette seconde interprétation. Tout en reconnaissant que cette attitude du législateur constitue une innovation assez hardie, une conception à laquelle les principes admis par la loi de 1898 sur les accidents de travail semblaient hostiles (Voir 1^{re} partie, chapitre III, section 1. De la résidence), nous n'avons pas cru jusqu'à ces derniers temps que la discussion fût possible sur ce point en présence des termes de l'article 11 qui nous paraissent péremptoires : « Les salariés étrangers *travaillant en France*, sont soumis au même régime que les salariés français. » Nous pouvions nous étonner de ce renversement, par une législation nouvelle, des principes établis autrefois, mais nous ne songions pas à discuter et à nier ce qui, à nos yeux, était l'évidence même.

Il faut croire que nous nous étions singulièrement trompé, puisque la question vient d'être soumise à l'appréciation des tribunaux. Nous serons donc forcé d'examiner ce point plus longuement que nous ne l'aurions voulu. On nous pardonnera la longueur des développements qui vont suivre : l'espèce rapportée ici est la seule sur laquelle on ait statué à ce jour, elle intéresse dans nos départements frontières un très grand nombre d'ouvriers ; il nous est enfin d'autant plus agréable de l'étudier qu'elle a été soumise à des magistrats qui ne sont point pour nous

des inconnus et qu'elle a fait l'objet de savants débats auxquels nous avons eu le plaisir d'assister.

Un ouvrier de nationalité belge, Clerson Emile, habitant à Quiévrain (Belgique), et venant travailler chaque jour comme ouvrier pointeur aux Verreries Réunies à Quiévreachain (France), prétendait qu'à tort il avait été inscrit d'office sur la liste des assurés obligatoires de la commune de Quiévreachain où était situé l'établissement industriel, lieu de son travail, que les retenues prévues par la loi de 1910 étaient opérées indûment par son patron, et qu'il pouvait à juste titre s'opposer à ce qu'une pareille manœuvre se continuât. Il avait sollicité de l'administration préfectorale la radiation de son nom sur la liste des assurés obligatoires de la commune ci-dessus mentionnée. L'administration avait opposé à sa demande une fin énergique de non-recevoir. Ce refus amena les parties litigantes devant la justice de paix du canton Est de Valenciennes.

A l'appui de sa demande, Clerson faisait valoir les arguments suivants :

1° Le projet de loi, voté par la Chambre des députés en 1906, réservait le bénéfice des retraites aux salariés étrangers résidant en France ; si la loi de 1910 est muette sur ce point, c'est parce qu'elle estime qu'une disposition de ce genre est superflue. Les décrets du 25 mars 1911 et du 6 août 1912 ont d'ailleurs prévu l'inscription et les réclamations seulement pour les étrangers résidant en France. Ces décrets étant d'administration publique ne doivent

pas et ne peuvent pas être séparés de la loi de 1910 dont ils font pour ainsi dire partie intégrante, il y a là un tout indivisible. En admettant même qu'on veuille les séparer, ce n'est pas aux tribunaux qu'appartient le droit d'en changer le sens et la portée. Les décrets restent toujours les interprètes les mieux renseignés et par conséquent les plus sûrs de la pensée et du désir du législateur.

2° La loi de 1910 est une loi de prévoyance sociale destinée à améliorer le sort des travailleurs des deux sexes qui, à l'âge de 65 ans, habiteront ou seront présumés devoir habiter encore le territoire de la République. L'Etat français n'a pas à s'occuper de ceux que l'âge a frappés ou a pu frapper d'une incapacité partielle ou absolue de travail au delà de ses frontières.

3° Il ne peut exister aucune analogie entre la loi du 5 avril 1910 qui a été édictée dans l'intérêt exclusif des travailleurs français, de leurs veuves et de leurs enfants, et celle du 8 août 1893 qui facilite simplement la surveillance des étrangers en France et n'a pas cherché à protéger le travail national. Si le décret du 25 mars 1911 a établi un point de contact entre cette dernière loi et celle du 5 avril 1910, ce n'est pas parce qu'il a voulu faire découler la seconde de la première, il a cité la loi de 1893 comme un moyen de vérification et de contrôle (art. 6 du décret) (1).

(1) Art. 6. — Le préfet fait vérifier l'exactitude des indications fournies conformément aux deux articles précédents d'après les relevés des registres de l'état civil pour les personnes nées dans son

4° L'application de la loi aux étrangers qui ne résident pas en France est pratiquement irréalisable pour certaines catégories de travailleurs ainsi pour les serviteurs à gages qui accompagnent leurs patrons dans leurs voyages en France, pour les ouvriers agricoles (Belges ou Polonais) qui viennent seulement en France « faire la moisson », pour les mariniers salariés qui ne font que transporter des marchandises en France, pour les maçons qui travaillent seulement en France pendant la belle saison.

5° Dans beaucoup de cas, la loi de 1910, si on l'applique aux étrangers ne résidant pas en France, sera dépourvue de sanction.

Rien ne peut empêcher un patron résidant à l'étranger et n'ayant aucun établissement industriel en France d'opérer le règlement des salaires de ses ouvriers sur le territoire étranger, même s'ils ont travaillé pendant la huitaine ou la quinzaine précédente sur le territoire français. Ce règlement est parfaitement valable, il ne peut donner lieu à aucune sanction pénale, il ne tombe pas sous le coup de l'article 23 de la loi du 5 avril 1910. Comment pourra-t-on, dans ce cas, obliger l'ouvrier et le patron à leurs versements respectifs ?

département, d'après les renseignements qui lui sont adressés sur sa demande par le préfet du lieu d'origine pour les autres personnes nées en France, et d'après les déclarations prescrites par la loi du 8 août 1893 pour les étrangers.

6° Enfin, si l'on n'admet pas la condition de résidence, on ouvre par là même une large porte à la fraude. A condition qu'il y ait travail 8 ou 15 jours en France, déclaration d'étranger et demande d'inscription sur la liste, le versement régulier d'une somme de 9 francs assurera au bout d'un certain temps une retraite à ce salarié qui n'est venu travailler chez nous que pendant un laps de temps tout à fait insignifiant. L'Etat sera forcé de constituer la retraite et de la servir pendant un certain temps, et ainsi il se trouvera lésé. Il le sera bien davantage encore au cas où la réciprocité diplomatique sera établie entre lui et le pays d'origine de l'ouvrier dont nous examinons la situation, puisque cet ouvrier pourra alors bénéficier indûment des allocations et bonifications budgétaires.

A l'inverse des prétentions du demandeur, le préfet du Nord exposait, dans un long mémoire, les différentes raisons qui lui paraissaient de nature à faire rejeter cette demande.

1° La loi du 5 avril 1910, loi d'ordre public, soumet à ses prescriptions impératives tous les salariés travaillant en France sans aucune exception. Le décret du 25 mars 1911, lorsqu'il parle de la création dans chaque commune de deux listes portant les noms des salariés y résidant, n'a pas entendu faire de la résidence une condition obligatoire. Ce règlement d'administration publique, prévu par l'article 44 de la loi sur les retraites comme devant déterminer toutes les dispositions nécessaires à son application, n'a pas pu modifier le principe lui-même. La disposition

limitative du projet de loi voté en 1906 n'a pas été reproduite par la loi nouvelle ; on peut en conclure que le législateur a entendu comprendre dans l'application de la loi nouvelle tous les salariés étrangers travaillant en France, même ceux n'y résidant pas.

Ce premier argument nous paraît répondre victorieusement à la thèse adverse. Il existait dans l'ancienne législation une disposition restrictive ; une législation nouvelle intervient et dans la rédaction définitive la disposition restrictive est supprimée.

En face de cette modification, une idée s'impose naturellement à l'esprit : le législateur, par son silence, a voulu admettre la thèse inverse de celle qu'il préconisait autrefois. Il est vraiment trop facile d'assurer le triomphe de son idée en invoquant l'oubli ou la distraction des rédacteurs de la loi.

2° Il ressort du texte et de l'esprit de la loi que les obligations et les avantages de celle-ci sont attachés objectivement au travail fourni en France et non à la situation personnelle des travailleurs (art. 11).

3° La loi du 8 août 1893 n'exige pas la résidence, la loi de philanthropie démocratique des retraites ouvrières et paysannes doit être interprétée dans le même esprit.

4° La non-résidence ne constitue pas une impossibilité à l'inscription sur les listes, le personnel des établissements industriels peut être connu facilement, notamment au moyen de la loi du 8 août 1893 qui sera un excellent moyen de contrôle.

Cette théorie de l'administration trouvait d'ailleurs un appui sérieux dans les déclarations du ministre du travail en date du 22 mars 1912 : « Il résulte, tant du paragraphe 2 de l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 25 mars 1911 que de la loi elle-même, que cette loi s'applique aux étrangers comme aux Français. »

En ce qui concerne les étrangers non admis à domicile qui travaillent en France sans y résider, on est amené à admettre leur lieu de travail en France comme lieu de résidence au point de vue de l'application de la loi, puisqu'autrement cette application serait rendue impossible contrairement à la disposition formelle de l'article 11 de la loi.

C'est là une raison très forte en faveur de la thèse soutenue par le préfet du Nord. Si l'on admettait la thèse de Clerson, si c'est au décret du 25 mars 1911 qu'il faut se reporter pour obtenir la lumière sur ce point, si la résidence est nécessaire, l'article 11 de la loi est nul et non avenu, il ne peut recevoir aucune application ; les salariés étrangers qui ne résident pas en France, mais qui y viennent travailler, ne peuvent être classés parmi les assurés obligatoires et ne peuvent bénéficier de la loi de 1910, alors que pourtant l'article 11 dit formellement : « Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français. »

Ou bien il faut admettre que le législateur de 1910 et le décret du 25 mars 1911 ont soutenu deux thèses différentes, et alors il est étrange de prétendre que la loi doit s'in-

cliner devant un règlement d'administration publique qui peut l'interpréter et l'appliquer, mais non pas la modifier, ou bien le décret du 25 mars 1911 a fait une interprétation erronée de l'article 11, il a employé une expression impropre lorsqu'il a parlé de résidence.

Entre les deux hypothèses, nous n'hésitons pas à choisir la seconde, bien qu'elle ne soit pas tout à fait en harmonie avec les principes et la définition juridique du mot « résidence ».

Ce n'est cependant pas dans ce sens que s'est prononcé le tribunal de paix de Valenciennes.

« Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi, les salariés étrangers travaillant en France sont, en principe, soumis au même régime que les salariés français ;

« Attendu qu'il y a cependant une distinction à faire, sous ce rapport, entre ceux des ouvriers étrangers qui résident en France et ceux qui habitent dans leur pays d'origine ;

« Attendu, en effet, que les paragraphes 1 et 2 (ce dernier modifié) de l'article 1^{er} du décret du 25 mars 1911 et le paragraphe 1 de l'article 196 du décret du 6 août 1912 sont ainsi conçus :

« ART. 1^{er}, § 1 et 2. — Il est tenu pour chaque commune deux listes des personnes y résidant et appelées à bénéficier des assurances établies par la loi du 5 avril 1910. Sur la première liste sont inscrites d'office ou sur leur demande toutes les personnes françaises ou étrangères

faisant partie des catégories énumérées à l'article 1^{er} de ladite loi. »

« ART. 196, § 1. « Les réclamations prévues, etc., sont portées devant le juge de paix du canton..... etc....., par simple déclaration au greffe de la justice de paix de la résidence de l'intéressé. »

« Qu'il importe donc en la cause de bien préciser le sens juridique du mot « résidence » ;

« Attendu qu'il est certain que le mot « résidence » employé juridiquement veut dire habitation réelle dans un lieu ;

« Qu'ainsi, en matière électorale, la résidence doit s'entendre du fait matériel de l'habitation (Cass., 11 et 17 novembre 1874) ;

« Qu'en matière civile, le terme « résidence » implique également le fait matériel de l'habitation ;

« Qu'en matière pénale, le mot « résidence » est également précisé dans le sens de l'habitation ;

« Que ce serait donc donner une extension arbitraire au sens juridique du mot « résidence » que de dire qu'un ouvrier a sa résidence en France, par le seul fait qu'il vient journellement en France pour y exercer ses travaux de son industrie..... ;

« Attendu que l'article 11 de la loi du 5 avril 1910 est inséparable des textes complémentaires sustranscrits qui font de la résidence une condition d'application de la loi parce qu'un salarié demeurant à l'étranger ne peut figurer sur la liste d'aucune commune de France ;

« Qu'il en résulte que Clerson Robert-Emile, ouvrier belge qui travaille en France à Quiévrechain, et regagne chaque soir son domicile en Belgique, ne peut être compris parmi les assurés ;

« Attendu au surplus que le projet de loi voté par la Chambre des députés en 1906 ne faisait expressément bénéficier de la retraite que les salariés étrangers résidant sur le territoire français, et que cette disposition n'a pas été reproduite dans le texte définitif ;

« Mais qu'il n'y a pas lieu d'en conclure que le législateur de 1910 a entendu comprendre dans la nouvelle rédaction les salariés étrangers travaillant en France, mais n'y résidant point ;

« Qu'il y a lieu au contraire d'en conclure que le législateur de 1910 a estimé qu'il était superflu d'énoncer ce principe ; que malgré les termes généraux de l'article 11, les décrets des 25 mars 1911 et 6 août 1912, mûrement étudiés par le Conseil d'Etat, n'ont prévu que l'inscription et les réclamations des salariés résidant sur le territoire français ;

« Attendu que la jurisprudence admet sans difficulté que la loi du 8 août 1892 s'étend aux étrangers qui ne résident pas sur le territoire français, mais viennent y travailler ;

« Mais qu'il y a lieu de remarquer qu'il ne peut y avoir aucune analogie entre la loi du 5 avril 1910 et la loi du 8 août 1893 ;

« Que le texte de cette loi indique clairement que ce

n'est qu'une loi de police qui, dès lors, devait nécessairement s'étendre aux travailleurs qui ne résidaient pas en France, ces ouvriers, en raison même de ce fait qu'ils repassent chaque soir la frontière, étant plus désignés pour une surveillance active que ceux qui résident effectivement sur le territoire français ;

« Que le décret du 25 mars 1911, qui, par son article 6, § 1, non modifié, a établi un point de contact entre cette loi et la loi du 5 avril 1910, ne l'a indiqué que comme un simple moyen de vérification et de contrôle ;

« Ici le jugement reprend à son compte et fait siens, sans aucune modification, les arguments de Clerson qui ont été indiqués plus haut sous les n^{os} 2, 3, 4, 5, 6 ;

« Par ces motifs,

« Statuant à charge d'appel ;

« Déclarons Clerson Robert-Emile recevable et bien fondé en sa réclamation ;

« En conséquence, décidons que Clerson Robert-Emile sera radié de la liste des assurés obligatoires de la commune de Quiévrechain (1). »

Ce jugement, très longuement motivé, admet sans modifications les conclusions du demandeur qui triomphe sur tous les points. Ce triomphe fut de courte durée. Sur appel du préfet du Nord, le tribunal civil de Valenciennes, en son audience du 12 décembre 1912 rendait le jugement suivant : « En la forme, le tribunal reçoit M. le préfet

(1) Just. paix Valenciennes, canton Est, 15 novembre 1912.

appelant d'un jugement rendu le 15 novembre dernier qui a ordonné que Clerson, pointeur aux Verreries Réunies, à Quiévrechain, de nationalité belge, demeurant à Quiévrain, serait radié de la liste des assurés obligatoires de ladite commune de Quiévrechain ;

« Au fond : — Attendu que le premier juge a basé sa décision sur ce que Clerson ne résidant pas en France, l'article 1^{er} du décret du 25 mars 1911, aux termes duquel sont tenues pour chaque commune deux listes de personnes y résidant, et appelées à bénéficier de la loi du 5 avril 1910, ne pourrait, en ce qui les concerne, recevoir son application ;

« Attendu que l'inscription sur une de ces listes est une formalité indispensable pour parvenir à la délivrance de la carte annuelle, et qu'à défaut de cette inscription l'application de la loi sur les retraites n'est pas possible ; que ce point n'est ni contestable, ni contesté, et que celui à juger est de savoir si la résidence en France est une condition obligée pour l'inscription sur une des listes d'assurés ;

« Attendu que l'article 11 de la loi dont s'agit dispose en termes formels et généraux que « les salariés travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français », sans établir de distinction entre ceux qui résident en France et ceux qui n'y résidaient pas ;

« Qu'à la vérité, l'article 1^{er} du décret prescrit l'établissement dans chaque commune de deux listes portant les noms des personnes y résidant ; mais qu'on ne saurait considérer que le règlement d'administration publique

prévu par l'article 44 de la loi comme devant déterminer toutes les dispositions nécessaires à son application puisse modifier ou restreindre cette application par l'introduction d'une distinction que n'a point faite le législateur ;

« Que quelle que soit l'autorité qui s'attache à un texte élaboré par le Conseil d'Etat, l'œuvre de cette Haute Assemblée, lorsqu'elle a pour objet, comme dans le cas présent, de régler les détails de l'exécution d'une loi, ne peut porter atteinte à cette loi et que s'il se rencontre un désaccord entre le texte de la loi et celui du décret, ce désaccord doit être tranché en faveur du texte législatif ; que les principes de droit public ne laissent aucun doute à cet égard ;

« Qu'on ne saurait en éprouver davantage en ce qui concerne l'intention formelle du législateur sur le point litigieux ; qu'en effet, aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 4 du projet de loi qui fut voté par la Chambre des députés en 1906, le bénéfice des retraites ne s'appliquait qu'aux salariés étrangers résidant en France et immatriculés conformément à la loi du 8 août 1893 ;

« Que cette disposition limitative n'étant pas reproduite dans le texte définitif, il est logique d'en conclure que le législateur de 1910 a entendu comprendre dans l'application de la loi nouvelle tous les salariés travaillant en France, même ceux n'y résidant pas ;

« Que les travaux parlementaires, qui ont précédé l'adoption de ce texte, et au cours desquels la situation des ouvriers belges travaillant dans le département du Nord

sans y demeurer a été spécialement examinée, ne permettent pas de supposer que la condition de résidence a été émise par prétérition, qu'on doit au contraire y trouver la preuve que cette condition a été écartée intentionnellement ;

« Que la catégorie spéciale des salariés dont s'agit ayant été ainsi admise par le législateur au bénéfice des retraites, il n'appartient pas aux tribunaux de les en exclure par une interprétation étroite et restrictive du décret ; que d'ailleurs le désaccord de textes qui fait l'objet de la présente contestation n'est peut-être qu'apparent ;

« Qu'en effet il n'est pas inadmissible qu'en cette matière toute spéciale, le Conseil d'Etat, par une conception objective et technique du terme employé, ait entendu désigner par le mot « résidence » le lieu du travail ; qu'il ressort du texte et de l'esprit de la loi du 5 avril 1910 que ses obligations et ses avantages sont attachés au fait du travail en France et non à la situation personnelle des travailleurs ;

« Qu'à un autre point de vue, mais dans un sens analogue, la loi du 8 août 1893, relative au séjour en France des étrangers qui y exercent une profession et avec laquelle la loi sur les retraites présente le caractère commun d'ordre public, a été reconnue par la jurisprudence, comme s'étendant aux étrangers qui ne résident pas sur le territoire de la République, mais y viennent seulement pour exercer leur profession ;

« Que la loi de philanthropie démocratique des retraites

ouvrières doit être interprétée dans le même sens que celle de protection du travail national ;

« Attendu enfin que la non-résidence de l'étranger dans la commune où il travaille ne constitue pas une impossibilité à son inscription sur l'une des deux listes de la commune, le personnel des établissements industriels pouvant être connu aisément, notamment au moyen de la loi précitée de 1893, laquelle fournit à ce point de vue un précieux élément de contrôle ;

« Par ces motifs,

« Statuant en matière sommaire,

« Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ;

Emendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déclare Clerson mal fondé dans sa demande de radiation de la liste des assurés obligatoires de la commune de Quiévreachain ;

« Dit qu'à bon droit il y a été inscrit, et le condamne aux dépens (1). »

On ne saurait à notre sens faire une plus juste application des principes, et nous sommes heureux de voir triompher ici la thèse qui nous semble seule soutenable.

Ce n'est pas à dire pour cela que nous approuvions la décision dans tous ses attendus. Il est difficile en effet de prétendre, comme l'indique le jugement rapporté ci-dessus,

(1) Ce jugement non encore publié et la décision de justice de paix qui l'a précédé nous ont été obligeamment communiqués par le conseil de Clerson, notre savant confrère M^e Douay. Qu'il veuille bien accepter ici l'expression de notre reconnaissance.

que le mot « résidence » employé par le décret du 25 mars 1911 doit être entendu dans le sens de « lieu du travail ». Dire d'un salarié qu'il a sa résidence en France par le seul fait qu'il vient travailler quotidiennement en territoire français constitue une extension singulièrement abusive de la définition juridique du mot « résidence ». A ce point de vue nous ne pouvons qu'approuver les déclarations du premier juge. Le jugement du 12 décembre 1912 ne paraît pas d'ailleurs avoir voulu faire sienne une théorie aussi révolutionnaire, et la formule prudente qu'il emploie pour l'énoncer, les termes dubitatifs dont il s'est servi prouvent bien qu'il n'a voulu employer cet argument que comme un « pis-aller ».

Quoi qu'il en soit, la question est actuellement soumise à l'appréciation souveraine de la Cour de cassation, l'arrêt définitif ne saurait tarder (1). A notre avis, il ne peut que confirmer la décision du juge d'appel.

Si, en effet, le juge du premier degré a admis la résidence en France comme condition essentielle et nécessaire à l'admission des étrangers au bénéfice de la loi de 1910, c'est qu'il a obéi surtout à des considérations pratiques (sur ce point d'ailleurs, la thèse de l'ouvrier est inattaquable). La difficulté pratique d'application, la fraude

(1) Faisons remarquer en passant combien la loi de 1910 a facilité la solution des questions litigieuses. Les délais de procédure ont été réduits par elle à leur strict minimum. L'espèce qui nous occupe aura épuisé en trois à quatre mois tous les degrés possibles de juridiction.

possible au détriment de l'Etat français, le défaut de sanction dans beaucoup de cas sont des raisons qui peuvent peser sur la décision du législateur, qui peuvent l'amener à modifier son texte. Doivent-elles influencer sur une décision judiciaire ? Evidemment non.

En présence de cette situation, que va faire la Cour suprême ? Nous restons convaincus qu'elle confirmera purement et simplement la décision du juge d'appel. Sans vouloir substituer ses préférences personnelles au texte de la loi, et se plaçant uniquement au point de vue juridique, elle va se trouver en face des principes suivants :

1° Le texte de l'article 11 dit, en termes formels, que les *salariés étrangers qui travaillent en France*, seront soumis au même régime que les salariés français.

2° Le décret du 25 mars 1911 parle, il est vrai, de résidence, mais le décret, même quand il est rendu dans la forme des règlements d'administration publique, ne fait qu'organiser les détails d'application, il peut interpréter la loi, mais non la modifier, il ne peut se mettre en contradiction avec elle. S'il y a entre elle et lui un désaccord de termes, c'est la loi qui doit l'emporter (1).

3° Indépendamment des termes de l'article 11 et à leur défaut, la solution du problème doit être la même : la loi de 1910 est une loi d'ordre public et elle s'applique en conséquence à tous ceux qui se trouvent sur le territoire français, et cela sans limitation de temps.

(1) Ducrocq, *Droit administratif*, t. I, nos 60 et suiv.

C'est une thèse que nous avons admise déjà pour les employeurs étrangers qui sont simplement de passage en France et qui n'en sont pas moins tenus d'effectuer les versements prévus par la loi de 1910.

Ces trois principes fournissent les éléments suffisants pour pouvoir résoudre la difficulté. Ils constituent pour l'arrêt de cassation à intervenir une base solide. La Cour suprême ne pourra que juger dans ce sens (1).

(1) Cet arrêt, que notre texte prévoyait, a été rendu par la Chambre civile dans son audience du 17 février 1913.

Nous sommes heureux de pouvoir en donner la teneur. Comme on le verra, la Cour suprême a basé sa décision uniquement sur deux motifs : ce sont ceux-là justement que nous avons indiqués au texte sous les nos 1 et 2. Cette confirmation d'une thèse que nous avons soutenue nous est particulièrement agréable à signaler.

« La Cour,

« Sur le moyen unique :

« Attendu que des conclusions des parties régulièrement produites et du jugement attaqué, il résulte que Clerson, ouvrier belge, demeurant à Quiévrain (Belgique), se rend, tous les jours, en France, dans la commune de Quiévrechain (canton Est de Valenciennes), où il travaille comme pointeur aux « Verreries Réunies » ;

« Attendu qu'inscrit d'office sur la liste des assurés obligatoires de cette commune, Clerson a demandé au juge de paix du canton précité sa radiation, par ce motif qu'il n'avait aucune résidence en France (art. 4, § 1^{er} du décret du 25 mars 1911) ;

« Attendu qu'à bon droit, le jugement attaqué a infirmé la sentence qui avait accueilli cette prétention ;

« Attendu en effet que l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1910 dispose que : « Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français » ;

« Attendu que ce texte général et absolu ne comporte aucune distinction, et que le décret d'administration publique du 25 mars 1911, rendu pour l'application de cette loi (art. 41 de la loi du 5 avril 1910), n'a pu déroger au principe formel édicté par l'article 11, § 1^{er} ;

« D'où il suit qu'en décidant que Clerson avait été légalement

Nous avons dit plus haut que l'espèce rapportée ci-dessus était la première en date. Ce n'est pas tout à fait exact. Un ouvrier employé au même établissement (Verrière Réunies de Quiévrechain) et habitant Audregnies (Belgique) avait déjà porté la question devant la même justice de paix (canton Est de Valenciennes). En date du 15 mars 1912, un jugement était intervenu, et il était rédigé dans des termes tels que la décision du 15 novembre 1912 n'en est qu'une copie légèrement amplifiée. Le demandeur, un nommé Narcisse Druard, triomphait donc. Le préfet du Nord, qui n'avait point paru et ne s'était pas fait représenter devant la juridiction du premier degré, fit appel de cette décision. Alors qu'aux termes de l'article 197 du décret du 25 mars 1911, l'appel doit être formé par une déclaration faite au greffe de la justice de paix, l'administration préfectorale se contenta d'envoyer au juge de paix du canton Est et non au greffier une simple lettre. Au surplus la lettre dont il s'agit n'avait pas été envoyée dans le délai de cinq jours prescrit par la loi, le défendeur ayant cru à tort pouvoir user des délais habituels de distance. En face de cette situation, le demandeur ne pouvait que conclure à l'irrecevabilité de l'appel. Le tribunal civil de Valenciennes, devant qui la question fut portée le 18 avril 1912, en décida autrement. A son tour, le demandeur signe, le

inscrit, le jugement attaqué n'a pas violé les articles de loi invoqués par le pourvoi ;

« Par ces motifs,

« Rejette. » (*Gaz. Trib.*, 17 mars 1913.)

27 avril, un pourvoi en cassation ; il base sa demande sur trois motifs : 1° La violation et la fausse application de la loi du 5 avril 1910 et de l'article 197 du décret du 25 mars 1911 (forme défectueuse de l'appel) ;

2° Fausse application de l'article 1033 du Code de procédure civile (emploi abusif et injustifié des délais de distance) ;

3° Violation de la loi de 1910 en ce que le jugement du 18 avril 1912 maintient sur la liste des assurés obligatoires un étranger n'ayant aucune résidence en France.

Le 6 août 1912, la Cour de cassation rend un arrêt sur la question : arrêt dont nous extrayons les passages suivants :

« Attendu que l'article 197 dispose qu'en matière de retraites ouvrières et paysannes, l'appel des décisions des juges de paix devant le tribunal civil est formé par simple déclaration au greffe de la justice de paix ;

« Attendu que si ce texte ne détermine pas les termes dans lesquels la déclaration peut être faite et la forme dans laquelle elle est constatée, la nécessité d'une déclaration au greffe implique par elle-même que la manifestation de la volonté d'appeler doit être reçue par le greffier qui seul a qualité pour en dresser acte et certifier la date où elle s'est produite, que c'est là une condition substantielle qui ne peut être suppléée par aucun équivalent, à moins que l'appelant n'ait été empêché par un cas de force majeure ;...

« Attendu que la requête d'appel libellée sous forme de

lettre adressée par le préfet du Nord au greffier de la justice de paix de Valenciennes a été expédiée sous pli cacheté au juge de paix du canton Est de cette ville qui l'a reçue et en a donné communication au greffe ;

« Mais attendu que le jugement attaqué ne constate pas qu'un acte de dépôt ait été dressé par le greffier, ni même qu'une inscription en tenant lieu ait été apposée sur la requête d'appel par cet officier public ; que bien plus il déclare l'appel recevable par le motif « qu'un acte au greffe proprement dit n'est pas nécessaire... ; qu'il suffit que la volonté d'interjeter appel soit portée à la connaissance du greffier de la justice de paix chargé de transmettre les pièces à celui du tribunal civil ;

« Attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé le texte de loi susvisé ;

« Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi ;

« Casse et annule le jugement rendu le 18 avril 1912 par le tribunal civil de Valenciennes (1). »

L'affaire fut renvoyée alors devant le tribunal civil d'Avesnes. Après avoir rappelé les faits de la cause, le tribunal d'Avesnes s'exprime ainsi (2) :

« Attendu que la déclaration même formulée par simple lettre n'en implique pas moins qu'elle doit être reçue par le greffier qui seul a qualité pour la recevoir, pour en

(1) Cass., Ch. civ., 6 août 1912. Sur rapport de M. Ruben de Couder.

(2) Trib. civ. Avesnes, 1^{er} octobre 1912.

dresser acte et certifier la date à laquelle elle lui a été manifestée ;

« Qu'une déclaration implique d'ailleurs aussi qu'elle doit être faite par l'appelant lui-même ou par son délégué ou mandataire, lequel ne saurait être normalement celui qui a rendu la sentence dont appel est interjeté ;

« Attendu qu'il apparaît sans aucun doute qu'il n'a été fait au greffe de la justice de paix du canton Est de Valenciennes aucune mention attestant que la déclaration d'appel a été reçue dans le délai prescrit ;

« Attendu que cette constatation qui doit être requise du greffier est une condition substantielle dont l'observation a toujours été reconnue nécessaire dans les cas où la loi se borne à exiger une simple déclaration pour manifester la volonté de relever appel ;

« Qu'il est d'évidence que dispenser le greffier d'avoir à certifier la déclaration qui lui est faite ne ferait que compliquer les moyens de s'assurer si la décision rendue est ou non définitive et de soutenir ses droits avec toute garantie contre les surprises ;

« Par ces motifs, le tribunal :

« Dit nul en la forme et irrecevable l'appel de M. le préfet du Nord faute de déclaration au greffe et d'acte de dépôt la certifiant ;

« Dit en conséquence M. le préfet du Nord forclos en son appel ;

« Confirme le jugement dont est appel ;

« Dit qu'il sortira son plein et entier effet. »

Pour défaut de forme, l'appel du préfet du Nord est donc nul, et la situation de l'ouvrier Druard est définitivement fixée. Elle résulte du premier jugement (tribunal de paix) qui l'exonère complètement des versements auxquels sont soumis les salariés français. Nous avons tenu à appeler l'attention sur ce cas non point parce qu'il intéresse particulièrement notre étude (les questions de la forme d'appel ayant été seules envisagées en cassation), mais à cause de la situation bizarre qui peut exister d'un jour à l'autre. Si, en effet, la Cour de cassation, faisant une juste application des principes, se prononce pour l'ouvrier Clerson dans le sens que nous avons indiqué plus haut, il va se faire que dans la même usine (Verre-ries Réunies de Quiévrechain), deux salariés, tous deux domiciliés en Belgique et venant travailler en France chaque jour, dans des situations identiques par conséquent, seront soumis à des régimes absolument différents : Druard pouvant se retrancher derrière la décision du tribunal d'Avesnes pour refuser le versement d'une cotisation quelconque ; Clerson, à l'inverse, soumis par décision de la Cour suprême aux obligations qui incombent aux salariés français.

Il y a là une anomalie assez curieuse qu'il nous a paru plaisant de signaler. Cette bizarrerie même suffira, nous l'espérons, à excuser la longueur de nos développements.

Que la question de résidence soit tranchée par la Cour de cassation dans un sens ou dans l'autre, cela ne peut avoir une influence sur les grands principes généraux

énoncés par l'article 11. Après avoir admis l'égalité absolue, l'assimilation complète entre les étrangers et les nationaux au point de vue des versements effectués par le salarié lui-même, l'article 11 se retranche derrière la réciprocité diplomatique en ce qui concerne les versements patronaux et les bonifications budgétaires. Dans ce second ordre d'idées, seront seuls admis au bénéfice de la loi de 1910 les salariés étrangers dont le pays d'origine aura promis par voie de traité diplomatique à nos nationaux des avantages équivalents.

Le texte de l'article 11 est formel à ce point de vue. Mais que fallait-il décider au cas où l'étranger ne pourrait invoquer de traité de réciprocité ?

Deux solutions s'offraient à l'esprit du législateur. On pouvait d'abord exonérer complètement le patron et l'Etat de leurs charges respectives, on pouvait en second lieu maintenir ces charges sans que le salarié étranger en profitât. Voyons d'abord ce qui a été décidé en ce qui concerne les versements patronaux.

L'article 11 déclare qu'en l'absence d'un traité de réciprocité, les contributions patronales seront cependant exigées, mais qu'elles seront affectées à un fonds de réserve. La théorie inverse eût été, en effet, trop dangereuse. Exonérer l'employeur d'ouvriers étrangers (qui ne peuvent invoquer une convention diplomatique) de toute contribution, c'était favoriser, au détriment de nos nationaux, l'emploi sur notre territoire de la main-d'œuvre étrangère, c'était constituer une prime indirecte à l'em

bauchage international. La loi ne l'a pas voulu : le patron, dans le système qu'elle a adopté, n'a pas à se préoccuper de l'existence ou de l'absence d'un traité, dans l'un et l'autre cas, il est tenu, l'absence de traité ne lui profite pas. A l'inverse, cette absence est nettement défavorable à l'ouvrier ; ce qui sort, dans ce cas, de la caisse patronale ne rentrera pas dans son gousset. La contribution de l'employeur sera versée tout entière dans le fonds de réserve qui est destiné à alléger un peu la charge de l'Etat, charge écrasante s'il devait assumer seul le paiement des dépenses auxquelles va donner lieu l'application de la loi du 5 mars 1910.

Cette affectation au fonds de réserve sera prononcée par le préfet lorsque le versement des contributions aura été constaté par l'apposition de timbres-retraite et par le ministre du travail lorsque ce versement aura été effectué à des caisses d'assurance dispensées de l'emploi de timbres-retraite (art. 19, § 4, loi du 5 avril 1910).

Pour les bonifications budgétaires, les règles sont toutes différentes. En l'absence du traité diplomatique, l'Etat est déchargé de toute obligation. C'est ce qui résulte des paragraphes 2 et 3 de l'article 11 envisagés par comparaison.

Après avoir dit dans le paragraphe 2 que les salariés étrangers ne peuvent bénéficier des versements patronaux et allocations budgétaires que dans le cas où il existe une convention diplomatique, l'article 11 restreint son paragraphe 3 aux versements patronaux et le soin qu'il a pris de les désigner en rappelant l'alinéa précédent prouve

bien que la règle du paragraphe 3 ne saurait s'appliquer par extension aux allocations budgétaires sur le sort desquelles il s'est tu volontairement.

Les motifs qui ont rendu nécessaire le vote du paragraphe 3 pour les contributions patronales n'existent d'ailleurs pas vis-à-vis de l'Etat. On ne peut, en effet, lorsqu'on parle de l'Etat, soulever la question de prime à l'embauchage étranger.

Nous avons dit plus haut que la règle énoncée par le paragraphe 3 de l'article 11 avait pour but d'empêcher en France le développement de la main-d'œuvre étrangère. Le législateur n'a cependant pas pris sur ce point toutes les précautions nécessaires et il est facile de signaler, dans l'état actuel de la législation, un cas où la situation de l'employeur d'un salarié étranger est meilleure à tous égards que celle du patron d'un ouvrier français.

C'est le cas du patron qui compte au nombre de ses ouvriers certains étrangers ayant atteint l'âge de la retraite ou ayant obtenu la liquidation anticipée de cette retraite. Si l'ouvrier qui remplit ces conditions était français, la contribution patronale continuerait à être due et, sans profiter au salarié, viendrait grossir le fonds de réserve. Avec le salarié étranger les choses vont se passer autrement, le patron est bel et bien déchargé de toute obligation. C'est ce qui résulte par argument *a contrario* des termes de l'article 11, § 4 : « Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée. »

Si le salarié étranger arrivé à l'âge de 65 ans ou en possession de sa retraite avant ce terme, par suite de liquidation anticipée, libère son patron d'un versement quelconque, n'y a-t-il pas là une concurrence manifeste qui va s'exercer au détriment de la main-d'œuvre nationale ? N'est-il pas regrettable qu'après avoir manifesté, dans le paragraphe 3, son intention d'imposer aux patrons les mêmes charges pour les ouvriers étrangers que pour les nationaux, le législateur ait cru pouvoir édicter la disposition du paragraphe 4 qui favorise les méchants calculs de l'égoïsme et de l'intérêt bien compris et qui tend à mettre nos vieux travailleurs nationaux dans un état d'infériorité nettement marqué vis-à-vis de leurs concurrents étrangers ?

Il reste enfin à examiner, pour en avoir fini avec la catégorie des assurés obligatoires, la question du sort de leurs veuves.

D'après l'article 6, « si un assuré encore astreint aux obligations de la loi de 1910 décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, il est alloué ;

« 1° A ses enfants âgés de moins de 16 ans, une somme de cinquante francs (50 fr.) par mois, pendant six mois, s'ils sont au nombre de trois et plus ; cinquante francs (50 fr.) par mois, pendant 5 mois, s'ils sont au nombre de deux ; cinquante francs (50 fr.) par mois, pendant 4 mois s'il n'y en a qu'un seul ;

« 2° A la veuve sans enfants de moins de seize ans, cinquante francs par mois pendant trois mois.

« En cas de divorce, les mêmes avantages seront alloués

à la femme non remariée, quand le divorce aura été prononcé aux torts exclusifs de son mari.

« Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué les trois cinquièmes des versements obligatoires prévus à l'article 2. »

Le même article contient une disposition spéciale pour les veuves des ouvriers étrangers et leurs enfants. Cette disposition fait l'objet du paragraphe 5. Il est à remarquer tout d'abord qu'il ne s'applique qu'aux veuves d'origine française. Elles bénéficieront des allocations prévues par les paragraphes 2 et 3 du même article, à la condition qu'elles soient naturalisées ou, à proprement parler, qu'elles soient réintégrées dans la qualité de Française qu'elles possédaient avant leur mariage. Cette réintégration devra s'opérer dans l'année qui suit le décès du salarié. Cette dernière condition imposée par l'article 6 peut, semble-t-il, devenir matière à discussion. Faut-il que la naturalisation ait été accordée définitivement dans l'année qui suit le décès de l'époux, suffit-il au contraire qu'elle ait été demandée avant l'expiration de cette période ? S'attachera-t-on au fait lui-même de la naturalisation ou seulement au désir d'être naturalisé manifesté par une requête au Conseil d'Etat ? L'interprétation étroite du texte fait triompher la première opinion. Mais il paraît bien que la seconde, en faveur de laquelle nous nous prononçons, puisse invoquer de sérieux motifs d'équité. Il serait injuste, au premier chef, d'invoquer contre une veuve qui a demandé

sa naturalisation dans les délais prévus, une prescription résultant des lenteurs possibles de l'administration, alors que ces lenteurs, en droit comme en fait, ne lui sont pas imputables (1).

L'article 6 est muet en ce qui concerne la question des veuves d'origine étrangère d'ouvriers étrangers. Elles ne peuvent donc bénéficier des dispositions que nous venons de rappeler. C'est, à notre avis, une lacune regrettable de la loi. La naturalisation peut intervenir pour elles comme pour les autres. On ne voit pas quels motifs le législateur a pu invoquer pour les tenir ainsi à l'écart des faveurs de la loi sur les retraites.

Il n'est pas question non plus dans l'article 6 des femmes divorcées d'ouvriers étrangers. La doctrine s'accorde en général pour leur appliquer le bénéfice du paragraphe 4 et les assimiler en tous points aux femmes divorcées d'ouvriers français (2). Pour notre part, nous nous refusons à faire une pareille extension. Le législateur venait d'inscrire dans le paragraphe 4 la solution qui lui semblait désirable pour les femmes divorcées des ouvriers français. Aussitôt après, il envisage la situation des femmes étrangères, et il ne le fait que pour les veuves : « Les veuves d'origine française des ouvriers étrangers bénéficieront des dispositions pré-

(1) Pour les enfants des ouvriers étrangers, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 11 leur seront applicables s'ils sont naturalisés dans l'année qui suit le décès de leur père et si la mère renonce pour eux, conformément à la loi du 5 avril 1909, à la faculté de décliner à leur majorité la qualité de français.

(2) *Traité Dalloz des retraites ouvrières et paysannes*, n° 607.

cédentes, si... ». Il est difficile, dans ces conditions, d'expliquer le silence du législateur en alléguant un oubli de sa part. C'est là, croyons-nous, un silence voulu et sur le sens duquel on ne peut se méprendre.

§ 3. — Des assurés facultatifs.

Nous ne donnerons ici que quelques explications très brèves.

Les étrangers peuvent être admis en effet dans la catégorie des assurés obligatoires et, sous certaines conditions, la loi ne fait pas de distinction entre eux et les assurés obligatoires.

Ici la réponse est bien plus nette : il n'y a pas d'assurés facultatifs étrangers.

C'est une vérité évidente en ce qui concerne les fermiers, cultivateurs, artisans, petits patrons, métayers et femmes non salariées. L'article 36, au titre V, qui règle leur situation ne renferme pas de dispositions analogues à celles de l'article 11. D'autre part, l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 25 mars 1911 inscrit sur la liste des assurés obligatoires de chaque commune les *personnes françaises ou étrangères* faisant partie des catégories énumérées à l'article 1^{er} de la loi, mais il ne fait figurer sur la liste des assurés facultatifs que *les personnes françaises* qui le demandent et qui justifient qu'elles font partie des catégories énumérées à l'article 36.

Certains auteurs ont cru pouvoir admettre un tempérament à la règle ainsi posée au profit des salariés étrangers travaillant en France, dont la rémunération est comprise

entre 3.000 et 5.000 francs. Le bénéfice de l'assurance facultative doit leur être accordé parce que, dit-on, ce sont des salariés, et qu'aux termes de l'article 11 « les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les ouvriers français ».

Nous ne sommes pas de cet avis. Les raisons émises à propos des métayers, cultivateurs, petits patrons, etc., peuvent être encore valablement invoquées pour la catégorie qui nous occupe en ce moment (travailleurs dont le salaire varie entre 3 et 5.000 francs). C'est une erreur aussi que de vouloir appliquer aux salariés du titre V les termes de l'article 11. Lorsque l'article 11 a parlé de salariés étrangers, il ne visait que les salariés énumérés à l'article 1^{er}, c'est-à-dire simplement les assurés obligatoires, mais non les salariés de l'article 36. Les travaux préparatoires de la loi sont également dans ce sens.

Remarque. — Pour obtenir les avantages réservés aux assurés facultatifs français, les étrangers ont une dernière ressource, c'est la naturalisation. Le législateur de 1910 a estimé cependant trop dangereuse une disposition conçue en termes généraux. Il n'a pas été jusqu'au bout de son geste et a cru sage, à juste titre d'ailleurs, d'imposer aux postulants un certain stage. Ne seront donc admis à bénéficier de l'article 36 que les étrangers qui seront naturalisés avant l'âge de 50 ans (art. 40).

En ce qui concerne les assurés obligatoires, la naturalisation peut aussi avoir un rôle efficace.

L'article 40 dit en effet ceci : « Les étrangers naturalisés

n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la présente loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de 50 ans. » Cette disposition est intéressante pour les étrangers qui ne peuvent invoquer à leur profit un traité diplomatique de réciprocité. La naturalisation survenue avant 50 ans leur donnera droit : 1° aux allocations et bonifications budgétaires ; 2° au bénéfice des contributions patronales. Passé l'âge de 50 ans, en vertu de l'article 40, elle ne leur donne plus droit aux allocations de l'Etat, mais elle leur conservera cependant le bénéfice des versements de l'employeur.

L'article 40, lorsqu'il a imposé l'âge de 50 ans, ne l'a fait que pour l'article 4 (contributions de l'Etat), mais non pour l'article 2 (versements patronaux) (1).

(1) Nous n'avons pas envisagé la question des mesures transitoires. Résumons-la brièvement. Il faut distinguer : 1° les salariés âgés de 65 à 69 ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi. La loi du 14 juillet 1905 leur sera appliquée sous la double réserve que les allocations de l'Etat seront égales à la moitié de celles prévues par la loi d'assistance et ne pourront dépasser 100 francs par an. Les salariés étrangers n'y auront droit que si leurs pays ont passé des traités avec la France. 2° Les salariés ayant 35 ans accomplis au moment du vote de la loi et moins de 45 ans. Les salariés étrangers de cette catégorie seront astreints à la retenue sur leurs salaires sans jouir de l'allocation viagère de l'Etat (60 fr. par an) à l'âge de la retraite ; ils n'auront ainsi que des rentes infimes sans le régime de faveur des ouvriers français (art. 4, § 5). 3° Les salariés âgés de plus de 45 ans et de moins de 65 et qui sont placés par la loi dans la même situation que les précédents.

Pour la 2° et la 3° catégories, la naturalisation peut encore intervenir utilement si elle est réalisée avant 50 ans.

CHAPITRE III

REVUE DE LA LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

Préoccupation constante de nos législateurs depuis une vingtaine d'années, la question des retraites ouvrières n'a pas laissé indifférents les pays qui nous entourent. Pour eux comme pour nous, le problème s'est posé d'assurer aux travailleurs une rente viagère d'invalidité ou de vieillesse. Le sort des ouvriers étrangers devait également retenir leur attention. Nous nous proposons d'indiquer ici très rapidement les principales solutions.

1^o Angleterre.

C'est la loi du 1^{er} août 1908 qui a introduit en Angleterre le système des retraites ouvrières basé sur la solidarité nationale. Alors que la plupart des projets qui la précéderent admettaient le système libéral, la loi de 1908 semble bien avoir voulu avant tout protéger le travail national. L'âge nécessaire pour obtenir une pension est fixé à 70 ans, la pension ne peut être versée qu'aux sujets anglais. Les étrangers sont exclus du bénéfice de la loi, cette exclusion ne peut disparaître que par la naturalisation. Encore faut-il qu'il se soit écoulé au moins vingt ans entre la date de la naturalisation et le moment où la pen-

sion devient exigible. La résidence en Angleterre est de plus obligatoire.

2° *Etats-Unis.*

Il n'y a pas d'organisation dont le fonctionnement soit assuré par l'Etat. Dédaignant la Poor House, l'ouvrier américain préfère s'assurer aux sociétés privées qui, moyennant 10 à 30 dollars par an, lui délivrent une Industrial police : contrat d'assurance contre les risques de sa profession. Il ne saurait donc être question de nationalité.

3° *Belgique.*

(Loi du 10 mai 1900 modifiée par celles des 18 février et 20 août 1903). Pour être admis au bénéfice de la loi, il faut être Belge ou, si l'on est étranger, résider en Belgique depuis au moins 10 ans et appartenir à un pays qui garantisse aux Belges des avantages équivalents à ceux de ses nationaux. A l'heure actuelle, la réciprocité n'existe qu'avec l'Allemagne et le canton de Neuchâtel.

4° *Suisse.*

a) *Canton de Vaud* (Loi du 2 mars 1907 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1908). — Les étrangers sont admis au bénéfice de cette loi et peuvent, tout comme les Vaudois, effectuer leurs versements en vue de la constitution d'une retraite, pourvu qu'ils remplissent une seule condition : être domiciliés dans le canton.

b) *Canton de Neuchâtel.* — La loi du 29 mars 1898, mo-

difiée le 15 mai 1906, assimile les étrangers aux nationaux pourvu qu'ils soient domiciliés dans le canton et âgés d'au moins 18 ans.

5° *Italie.*

La Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers est ouverte aux Italiens de l'un et l'autre sexe qui vivent de travaux manuels et de services payés à la tâche ou à la journée. Les lois du 17 juillet 1898 et du 7 juillet 1901, coordonnées dans un texte unique par décret royal du 20 juillet 1901 et modifiées par la nouvelle loi du 13 mars 1904, n'ont pas envisagé la question des ouvriers étrangers.

L'Italie est cependant le seul pays qui ait passé à l'heure actuelle avec la France un traité de réciprocité.

6° *Pays-Bas, Suède et Norvège.*

Dans ces trois pays, des entreprises privées, sans grand développement, n'offrant bien souvent que des garanties incertaines, ont assuré seules à ce jour le service des retraites. C'est là une situation instable qui doit faire place prochainement à l'intervention de l'Etat.

Rien dans la législation actuelle de ces royaumes ne permet de prévoir dans quel sens elle se prononcera.

7° *Espagne et Portugal.*

La même situation existe dans la péninsule Ibérique, les caisses de retraite pour la vieillesse sont d'ailleurs très

peu connues, les sociétés mutuelles ne pratiquent que l'assurance en cas de maladie.

8° *Nouvelle-Zélande* (Loi de 1898, *The Old Age Pension Act*).

La législation néo-zélandaise s'est affirmée nettement en faveur du principe de la protection du travail national. Elle se montre très généreuse pour les nationaux (la pension est de 18 livres (450 fr.) et elle est accordée à tout citoyen de 65 ans sans ressources ou dont le revenu ne dépasse pas 34 livres sterling, soit 850 fr.) ; mais elle est impitoyable pour les étrangers. Les nationaux et certains étrangers naturalisés peuvent seuls en profiter. Les Chinois, les Hindous, et en général tous les asiatiques même naturalisés ne peuvent être assimilés aux nationaux.

9° *Allemagne*.

La loi du 22 juin 1889 modifiée par celle du 13 juillet 1899 a organisé, en Allemagne, avec le concours et sous le contrôle de l'Etat, l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

Cette loi repose sur un principe différent de ceux que nous avons examinés jusqu'ici : elle rend l'assurance obligatoire, patrons et ouvriers sont tenus de verser leurs cotisations. Rien d'étonnant dès lors que les étrangers soient cotisants comme les autres. La législation allemande s'appliquera sans distinction de nationalité aux ouvriers, aides, compagnons, apprentis de toutes catégories de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, y com-

pris les domestiques, aux employés de commerce et d'exploitation (contremaîtres, techniciens), aux professeurs et instituteurs privés, dont les appointements annuels sont inférieurs à 2.000 marks (2.500 fr.); aux marins, marinières, capitaines de navires ou de bateaux au service d'un armateur et dont le salaire ne dépasse pas cette même limite de 2.000 marks.

Les ouvriers étrangers peuvent cependant être exemptés par le Bundesrath du versement de leurs cotisations. Même dans ce cas, les cotisations patronales, qui sont obligatoires comme les cotisations ouvrières, resteront exigibles des employeurs (1). Les étrangers, non exemptés par le Bundesrath de verser leurs cotisations, ne sont pas assimilés sur tous les points aux nationaux.

Ainsi l'étranger est inéligible aux fonctions honorifiques de délégué des assurés (art. 88); s'il vient à quitter l'Allemagne après avoir obtenu une pension, cette pension pourra être convertie en capital; enfin, s'il n'a pas sa résidence habituelle en Allemagne ou s'il accomplit à l'étranger de trop longs séjours, le service de la retraite pourra être suspendu. Ces deux dernières inégalités peuvent cependant disparaître s'il a été passé entre l'Allemagne et le pays d'origine de l'étranger une convention diplomatique quelconque.

(1) Pour les textes des différentes lois précitées, voir Guieysse, 1904, *Doc. parl.*, Chambre, Annexe n° 2083, p. 142, 149, 150, 129, 71.

CHAPITRE IV

LES CONVENTIONS DIPLOMATIQUES EN MATIÈRE DE RETRAITES OUVRIÈRES.

Il semble bien que la disposition de l'article 11 spécifiant que le bénéfice des contributions patronales et des allocations budgétaires ne pourra être accordé qu'aux ouvriers étrangers dont les pays d'origine auront garanti à nos nationaux des avantages équivalents soit resté jusqu'à ce jour sans application pratique. Depuis le vote de la loi de 1910, en effet, aucun arrangement n'a été conclu. Ce n'est pas là chose extraordinaire. Le nombre important des décrets, des circulaires, des notes aux préfets que la mise en vigueur a suscités démontre jusqu'à l'évidence même que nous en sommes encore en France à la période des tâtonnements. Beaucoup d'autres pays ne sont guère plus avancés que nous, certains même ne font que s'organiser. Il est difficile, dans ces conditions, de songer à établir dès maintenant les bases d'accords internationaux dont la réalisation sera beaucoup plus simple lorsque la loi aura pris enfin une forme définitive.

Sans doute l'éclosion des conventions diplomatiques en matière d'accidents du travail paraît plus rapide, mais il ne faut pas oublier que la loi de 1898 recevait son plein effet

depuis six ans déjà lorsque survint le traité franco-italien de 1904, que la loi de 1905, qui permettait la signature de tels accords, n'a pas modifié d'une façon sensible la législation antérieure, et qu'en conséquence les traités diplomatiques de 1906, 1907 et 1908 ne sont intervenus qu'au bout de près de dix années. La loi de 1910 a introduit dans sa première rédaction le principe des conventions internationales et il n'est pas utopique de croire à la réalisation prochaine de ces conventions.

La loi belge, dont les dispositions sont analogues aux nôtres pour ce point de vue spécial, nous paraît devoir s'accorder la première avec notre législation.

Dans le passé déjà, nous enregistrons une convention diplomatique : c'est le traité signé entre la France et l'Italie le 15 avril 1904 (1). C'est le seul qui existe à l'heure actuelle en matière de retraites. On a essayé de soutenir, au moment du vote de la loi, que les Espagnols d'une part et les Brésiliens d'autre part, pouvaient invoquer le bénéfice de traités de réciprocité (Convention consulaire entre l'Espagne et la France en 1862, convention entre la France et le Brésil en 1826). Cette idée, qui avait été émise par M. Julien Goujon, fut combattue par le ministre du travail et repoussée par la Chambre. Ces deux conventions n'avaient pas été invoquées au point de vue des accidents du travail, et il était bizarre de vouloir les faire revivre alors qu'elles

(1) Nous l'avons étudié au point de vue des accidents du travail dans notre première partie.

semblaient définitivement tombées dans l'oubli. Leur application eût été d'ailleurs difficile sinon impossible en pratique : toutes deux étant muettes (et pour cause) sur la question des retraites.

Reste donc la convention franco-italienne du 15 avril 1904.

Les dispositions qui nous intéressent, en ce moment, constituent les paragraphes *b* et *c* de l'article 1^{er}.

§ *b*. — « Les deux gouvernements faciliteront, par l'entremise, tant des administrations postales que des caisses nationales, le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie et des Français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France. Ils faciliteront de même le paiement en France des pensions acquises, soit par des Italiens, soit par des Français à la Caisse nationale italienne et réciproquement. »

Nous ne signalons ce premier paragraphe que pour mémoire, il a trait au système des retraites qui était en vigueur au moment de la signature du traité, il laissait d'ailleurs à des arrangements ultérieurs le soin de fixer les différentes mesures de détail.

Le paragraphe *c* se réfère au système de retraites obligatoires qui viendrait à être établi par la suite dans les deux pays ; il est ainsi conçu :

« L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse, et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ou-

vières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie seront réglées aussitôt après le vote des dispositions législatives dans les pays contractants. »

« La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou de l'employé, ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement.

« En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement dans des conditions de réciprocité.

« La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

« Les deux Etats contractants faciliteront, par l'entremise, tant des administrations postales que de leurs caisses de retraites, le paiement en Italie des pensions acquises en France et réciproquement.

« Les deux gouvernements étudieront pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite. »

Le traité franco-italien envisage tour à tour les versements du salarié, les versements patronaux et les allocations budgétaires, et il donne des solutions différentes pour les trois catégories.

1° En ce qui concerne les versements du salarié, il estime que ces versements étant effectués par l'ouvrier ou étant retenus sur son salaire (étant par suite dans les deux cas sa propriété) doivent nécessairement lui rester acquis dans leur intégralité. C'est une règle de justice élémentaire. Admettre l'inverse, retenir dans la caisse de l'Etat cet argent qui appartient au salarié, constituerait une taxe au détriment des étrangers ; ce serait favoriser la thèse de la protection du travail national à laquelle la convention diplomatique, de par son principe même, est opposée.

2° La contribution patronale est avant tout une charge grevant l'industrie, on devra donc en cette matière se laisser guider par les principes de la réciprocité si l'on ne veut pas faire un « marché de dupes », mettre son industrie nationale en mauvaise posture vis-à-vis de la concurrence étrangère. Le traité franco-italien laissait à un arrangement ultérieur le soin de régler définitivement cette question.

3° L'Etat reste libre de bonifier ou non les retraites, rien ne l'oblige à prendre sur son budget annuel une certaine somme qui servira à majorer la pension acquise par des ouvriers de nationalité étrangère, ayant travaillé sur son territoire, alors que la plupart du temps ces ouvriers iront profiter dans leur pays d'origine de la retraite acquise sur un sol étranger. La bonification de l'Etat reste donc essentiellement nationale, seuls les ouvriers italiens, en Italie, comme les ouvriers français, en France, en pourront bénéficier. Cependant chaque pays conserve le droit, sans

en prendre l'engagement, de donner une partie de cette subvention à ses nationaux ayant acquis une retraite à l'étranger.

« Il y a là, dit M. Raynaud, une sorte de part intangible, réservée aux nationaux, devant laquelle les négociateurs du traité ont cru impossible de songer à engager par aucun lien contractuel la nécessaire autonomie et l'irréductible originalité de chacun des deux pays (1). »

Le traité, après avoir envisagé les moyens propres à faciliter les échanges d'argent entre les deux pays et à assurer la régularité du paiement de la pension aux assurés, déclare qu'il examinera la situation des ouvriers ou employés qui n'ont versé dans aucun des deux pays un nombre suffisant de cotisations pour pouvoir être admis comme assurés par l'une ou l'autre des deux législations. On peut désirer que, se plaçant au point de vue de la justice et de l'équité, les administrations de chaque pays tiennent compte, au moment de la demande de pension, des versements qui auraient été effectués dans le pays voisin. Rien n'est plus facile que d'opérer, au moment du changement de résidence du salarié, le transfert du capital acquis de la caisse française à la caisse italienne par exemple.

En ce qui concerne les versements du salarié et de l'employeur, la loi de 1910 est venue confirmer les disposi-

(1) V. Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 111 ; Raynaud, *La réciprocité en matière de retraites*, *Chunet*, 1906, p. 115.

tions du traité franco-italien. Il n'en est pas de même pour les allocations budgétaires. Alors que le traité de 1904 déclare que « la part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays », la loi de 1910 décide, dans son article 11, que le bénéfice des allocations et majorations budgétaires pourra être accordé aux étrangers dont les pays d'origine auront garanti à nos nationaux des avantages équivalents. Le traité de 1904 estimait que la réciprocité n'était pas possible en ce qui concerne l'intervention de l'Etat, la loi de 1910 l'a admise au contraire comme pour les contributions patronales.

Des difficultés s'élèveront probablement lors de la conclusion de l'arrangement à intervenir. Mais la thèse émise par la loi de 1910 doit, en définitive, triompher. Le principe de la réciprocité étend de plus en plus le cercle de ses applications pratiques, il serait pénible de voir les signataires de l'arrangement adopter les conclusions du traité franco-italien et marcher ainsi à rebours du progrès (1).

(1) La thèse de la loi de 1910 ne constitue pas d'ailleurs une innovation hardie et fantaisiste. Le législateur allemand est allé beaucoup plus loin que nous en ce qui concerne les allocations de l'Etat. Dans la constitution de ses pensions de retraite, il n'a pas réservé à ses seuls nationaux le bénéfice exclusif des allocations d'Etat ; la subvention fixe annuelle de cinquante marks s'ajoute aux pensions de retraite des ouvriers étrangers comme à celles des ouvriers allemands, et cela sans qu'il soit tenu compte aux étrangers du régime auquel leur pays d'origine soumet les sujets allemands.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION. VERS L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT. LA SOLUTION D'AVENIR

Lorsque la question ouvrière, envisagée au point de vue international, se présenta pour la première fois devant le législateur français, deux opinions bien distinctes, solidement armées l'une et l'autre, cherchèrent à l'attirer sur leur terrain respectif.

La première de ces deux tendances, la tendance nationale, fait à l'ouvrier français un traitement de faveur. C'est lui seul qui compte à ses yeux. L'Etat, qui n'est en somme qu'un agglomérat d'individualités pareilles à la sienne, lui doit protection, à lui et non aux étrangers. La sollicitude de la nation à son égard doit être empreinte du plus grand esprit d'exclusivisme. C'est méconnaître les principes les plus élémentaires du droit public que de raisonner autrement. Les travailleurs étrangers en France, en petit nombre d'ailleurs en face des nationaux, ne sont pour la plupart que des hôtes de passage : les admettre à profiter, sur le pied d'égalité, des avantages de notre législation ouvrière, c'est leur permettre le plus souvent d'aller jouir dans leur pays d'origine, délivrés de toutes les obli-

gations qui pèsent lourdement sur nous, des rentes ou des pensions qu'une générosité malhabile leur a bénévolement accordées. Par la concurrence que leur présence sur notre territoire a établie, ils ont contribué parfois à abaisser le taux des salaires ; le rôle de l'Etat, s'il les favorise, n'est-il pas alors comparable à celui du père de famille qui priverait ses enfants du pain nécessaire à leur existence pour le distribuer aux chemineaux vagabonds qui passent sur la route ?

A l'inverse de cette première théorie, une autre opinion, qualifiée par les uns libérale, par les autres internationale, estime qu'en ces matières on doit se placer uniquement au point de vue de la justice et de l'équité. Les lois ouvrières sont, avant tout, des lois d'assistance, des lois de charité ; elles relèvent à ce titre du droit naturel dont les règles sont indépendantes des questions de frontière. La latitude, la longitude, la nationalité ne peuvent entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de résoudre un tel problème.

Placé en face de ces deux thèses diamétralement opposées, le législateur français devait choisir.

Les lois ouvrières peuvent-elles avoir visage de bronze à l'égard des étrangers et réserver aux nationaux toutes les faveurs, ou bien ne doivent-elles pas, mues par un sentiment de générosité internationale qui s'adapte parfaitement aux tendances actuelles, dispenser aux uns et aux autres, sans distinction, leurs bienfaits et leurs grâces ?

Enfermé dans les branches de ce dilemme, le législateur

adopta prudemment une solution intermédiaire qui lui semblait de nature à rallier le plus grand nombre possible de suffrages. Ce résultat ne s'est malheureusement pas produit. Le système qu'il a admis, suivant le point de vue auquel on se place, peut être considéré par chacun des adversaires comme un succès.

Pour obtenir une victoire définitive, aucun d'eux n'a désarmé. La thèse du législateur n'a peut-être pas créé chez eux de mécontents, elle n'a pas réussi en tout cas à les convaincre.

Entre la thèse libérale pure, qui lui apparaît comme dangereuse, puisqu'elle repose sur la concession unilatérale d'un régime de faveur au profit d'étrangers dont la législation ne nous paie pas de retour, et la thèse protectionniste, si contraire à nos idées généreuses et dont l'application peut donner lieu aux pires représailles, le législateur a estimé qu'il y avait place pour un régime de conventions diplomatiques qui assurent aux nationaux respectifs des pays contractants les mêmes obligations et les mêmes droits et suppriment les risques de représailles par l'adoption pure et simple du principe de réciprocité.

Pour remédier à l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les industriels d'un pays à législation sociale avancée, pour contrebalancer l'influence de la concurrence étrangère qui se fait parfois si vivement sentir, on avait recours jusqu'à ces derniers temps aux droits prohibitifs, au formidable appareil des barrières de douanes, mesures nécessaires sans doute, mais qui sont considérées par les étrangers comme éminemment vexatoires.

En échangeant des avantages au moyen des traités de travail (Voir en particulier sur ce point le traité franco-italien), on va donc supprimer une partie des mesures commerciales hostiles aux étrangers, et c'est là un avantage indiscutable.

C'est ce qui faisait écrire à M. Paul Pic, dans le *Journal de droit international privé* : « Au lieu de créer au profit des travailleurs français un marché réservé défendu contre l'immigration par des barrières légales artificielles, pourquoi ne substituerait-on pas aux marchés nationaux trop étroits un vaste marché englobant l'ensemble des pays industriels au moyen d'accords tendant, sinon à consacrer une véritable législation internationale du travail, du moins à remplacer l'état de lutte sourde actuel par un régime de coopération féconde entre les travailleurs des divers pays, régime basé sur l'égalité des droits et sur l'équivalence des garanties légales ? »

A un autre point de vue encore, le système des traités de réciprocité avait séduit beaucoup d'esprits généreux qui y voyaient un facteur important de pacification : « A mesure que se multiplieront les accords de cette nature : accords économiques et sociaux, accords pour la production et le travail entre les différents pays, à mesure que les législations se pénétreront, que les intérêts se sentiront solidaires, il sera de plus en plus difficile de rompre la paix entre les nations. C'est beaucoup moins, à mon avis, par des déclarations pacifiques dont je ne conteste pas la générosité, dont je ne méconnais pas, en certains cas,

l'utilité, que par des résultats pratiques de ce genre, que l'on peut dresser contre la menace horrible de la guerre la barrière la plus solide et la moins chimérique (1). »

Le législateur français s'est donc arrêté à ce système de la réciprocité, système que nous avons essayé de développer aussi complètement que possible au cours de cette étude et qui peut se résumer, à notre avis, dans les quelques règles suivantes :

1° En principe, assimilation des étrangers et de leurs ayants droit aux ouvriers français.

2° Exception au principe précédent pour les étrangers ou leurs ayants droit qui ne résident pas en France au moment où se place le fait qui déclanche à leur profit le mécanisme de la loi.

3° Même exception pour les étrangers ou leurs ayants-droit résidant en France au moment de l'accident ou du paiement de la retraite et qui cessent ensuite d'y résider.

4° La réciprocité diplomatique écarte les exceptions reprises sous les numéros 2 et 3 pour ceux dont le pays d'origine concède à nos nationaux, par traités, des avantages équivalents.

C'est donc la politique du marchandage, du troc, du « donnant-donnant », qui triomphe dans ce système, adopté non seulement en France, mais dans la plupart des pays étrangers. Chacune des nations qui s'y sont soumises

(1) Millerand, *La Conférence officielle de Berne*, mai 1905 (séance du 14 juin 1905).

dit à l'autre : « Nous sommes prêtes à accorder le bénéfice de nos lois sociales à tous les étrangers quels qu'ils soient travaillant sur notre territoire, nous ne demandons qu'une chose, c'est que vos gouvernements respectifs accordent à nos nationaux le même traitement. Faisons tous deux quelques pas l'un vers l'autre et cherchons, dans la réciprocité des avantages concédés, le terrain d'entente. »

Tel que nous venons de le rappeler, le régime de la loi française nous paraît être la condamnation définitive de la thèse protectionniste.

Ses partisans, il est vrai, masquent leur déception sous un enthousiasme de commande, trop bruyant pour qu'il soit réel, et ils se réjouissent à l'excès de certaines dispositions de la loi française dans lesquelles l'ouvrier étranger se trouve sacrifié. Mais il ne faut pas oublier que ces dispositions, reprises sous les n^{os} 2 et 3 du résumé ci dessus, ne sont que des dispositions exceptionnelles. C'est l'assimilation complète entre Français et étrangers qui reste le principe. Il est à remarquer d'ailleurs que les exceptions s'appliquent seulement à un très petit nombre de cas. Au surplus, il est toujours permis de revenir au principe général au moyen de la réciprocité diplomatique, et il n'est pas dès lors utopique de croire à la disparition prochaine (sinon en théorie, tout au moins en pratique) de ces exceptions lorsque se sera développée dans chaque pays l'habitude de souscrire des traités internationaux de travail.

Les partisans de l'école libérale peuvent à juste titre se

féliciter de ce résultat. Ils n'ont pas encore obtenu entièrement gain de cause, mais leur thèse conquiert petit à petit du terrain. C'est dans la lenteur même de cette évolution que nous trouvons un présage certain de réussite. Au lieu de procéder à grands coups de bélier, ils ont usé de la persuasion et de la douceur, et peu à peu l'opinion s'est laissé prendre. De plus en plus, on tend à l'égalité de traitement sans distinction de nationalité, et pour marcher vers cet idéal de justice et d'humanité, on a résolument tourné le dos à la thèse protectionniste jugée désuète, dont on ne veut plus entendre parler que pour mémoire.

Cette évolution se retrouve à la fois dans la doctrine, dans la loi, dans la jurisprudence.

1° *La doctrine.*

Il serait trop long de rappeler ici les arguments que développaient, en faveur de la réciprocité diplomatique ou de l'égalité entre nationaux et étrangers, les spécialistes des questions du travail international. Nous nous bornerons simplement à signaler les différents états d'âme par lesquels est passée l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, association dont nous avons maintes fois fait ressortir le rôle bienfaisant. Puisque les membres de cette association ont été dans chaque pays les pionniers infatigables du droit international ouvrier, une revue rapide de leurs différentes délibérations permettra d'entrevoir dès maintenant quelle est en ces matières la solution d'avenir,

Lors du premier Congrès international de la protection des travailleurs, tenu en septembre 1901, M. Feigenwinter insistait pour que les diverses sections voulussent bien se préoccuper de la situation des étrangers et faire de la propagande en faveur de l'égalité de traitement. Il ne parvint à réunir en faveur de sa proposition qu'une très faible majorité (1). Le résultat n'était d'ailleurs point brillant, puisque, pour traduire ses aspirations, cette majorité se contentait de formuler un vœu absolument platonique.

En 1903, au Congrès de Cologne, les sections française et italienne se préoccupèrent à nouveau de la situation faite aux étrangers dans leurs législations respectives, et elles émirent l'idée d'un traitement égal basé sur la réciprocité. Cette doctrine contenait en germe le futur traité franco-italien du 15 avril 1904.

C'est cette même année 1904, les 26, 27 et 28 septembre, que, réunie pour la troisième fois depuis sa fondation, l'Association internationale émettait, au Congrès de Bâle, un vote unanime sur la proposition qui lui avait été soumise par la V^e commission, spécialement désignée pour l'étude de l'assurance en faveur des ouvriers étrangers.

Nous verrons plus tard qu'elle ne s'est pas arrêtée à mi-route, qu'elle a résolu le problème et qu'elle a devancé, par les desiderata exprimés, toutes les législations actuel-

(1) Alors que M. Feigenwinter, soutenu par M. Jay, estimait qu'il y avait place dans ces Congrès pour une discussion relative aux assurances des ouvriers étrangers, MM. Philippovitch et Brentano s'opposaient énergiquement à ce qu'il en fût question.

lement existantes. Par ce simple exposé, nous croyons avoir fait suffisamment ressortir — et c'est tout ce que nous voulions prouver — que la doctrine est en marche vers l'égalité absolue de traitement.

2° La loi.

Le législateur français a accompli une évolution parallèle à celle que nous venons de signaler. Il est tout naturel que le législateur se prononce dans le sens national, et c'est ce qui n'avait pas manqué de se produire lors de la rédaction de la loi de 1898. Sans doute, l'article 1^{er} posait bien le principe de l'assimilation entre Français et étrangers, mais ce principe se trouvait détruit dans certaines hypothèses par les dispositions restrictives de l'article 3. Et cependant, malgré les attaques des partisans de la thèse libérale, le législateur ne s'émeut pas de la situation défavorable qu'il fait aux étrangers. Il faudra user pendant 7 ans de tous les moyens pour le décider à insérer dans l'article 3, grâce à la loi de 1905, le correctif de la réciprocité diplomatique. Encore ne le fera-t-il que lorsque le traité franco-italien sera depuis un an déjà en vigueur !

Mais voici qu'à nouveau la question des ouvriers étrangers sollicite son attention au point de vue des assurances et des retraites.

Aussitôt, et pour ainsi dire d'office, la réciprocité diplomatique va trouver sa place dans la première rédaction de l'article 11 (Loi du 5 avril 1910). Ces deux attitudes différentes, à quelques années d'intervalle, ne sont-elles pas la

meilleure preuve que la thèse libérale a gagné du terrain.

3° *La jurisprudence.*

Elle n'est pas restée en arrière du mouvement très marqué que nous indiquons. Elle avait autrefois fait prédominer, dans les délicates questions qu'elle était appelée à solutionner, la tendance nationale.

C'est ainsi, par exemple, qu'on pouvait lire dans un arrêt de Cassation du 16 novembre 1903 : « Le législateur n'a point entendu admettre à cette règle une exception à raison de la disposition toute spéciale, *assurément rigoureuse, mais d'une rigueur voulue et réfléchie*, qui exclut de toute attribution d'indemnité, quand ils ne résident pas sur le territoire français, au moment de l'accident, les représentants de l'ouvrier étranger. » Un arrêt de la Cour de Chambéry du 21 janvier 1902 dit encore : « Attendu qu'en l'espèce, l'action de la veuve G... se heurte à *cette fin de non-recevoir absolue*, « *Dura lex, sed lex* ».

Dans l'application de l'article 3, la jurisprudence se montrait extrêmement rigoureuse. Elle assimilait l'ouvrier étranger qui ne réside pas en France au moment de l'accident à celui qui a cessé d'y résider depuis et lui accordait en conséquence le paiement d'un capital égal à trois fois la rente, bien que cet ouvrier eût depuis l'accident loué une maison en France (1). A un autre point de vue, elle ne tenait pas compte du représentant de la victime résidant

(1) Cour d'appel de Douai, 14 novembre 1900 ; Trib. civ. Lille, 8 mars 1900 ; Douai, 18 juillet 1900, S. 1901.2.45.

hors de France au moment de l'accident et supprimait purement et simplement la part qui aurait pu lui revenir, sans en faire profiter les représentants qui habitaient la France (1).

Destinée à appliquer et à interpréter la loi, elle devait nécessairement, au fur et à mesure que celle-ci étendait plus largement ses bienfaits aux ouvriers étrangers, adoucir ses formules et restreindre ses prohibitions.

Tous les arrêts, tous les jugements postérieurs à la conclusion des accords internationaux portent d'ailleurs la trace de cette préoccupation. Il est à remarquer cependant que le jugement du 12 décembre 1912, rendu par le tribunal civil de Valenciennes relativement aux retraites ouvrières, déclare que « la loi de philanthropie démocratique des retraites ouvrières doit être interprétée dans le même sens que celle de protection du travail national ».

Cette manifestation isolée ne peut évidemment infirmer les développements qui précèdent, et il n'en reste pas moins vrai que le droit international ouvrier est nettement aiguillé sur la voie de l'assimilation complète entre nationaux et étrangers.

Pour parvenir à cette assimilation, il a usé jusqu'à ce

(1) C. Chambéry, 13 août 1902. — Cf. également, Nice, 2 janvier 1901, *Recueil acc. du travail*, t. IV, p. 228 ; Trib. corr. Forcalquier, 8 juin 1895, *Rev. de droit international*, 1896, p. 251 ; Trib. corr. Valenciennes, 13 décembre 1895, *La Loi*, 31 janvier 1896 ; Douai, 14 novembre 1900, *J. Clunet*, p. 526.

La plupart de ces jugements ont été signalés et étudiés dans notre première partie.

jour de la réciprocité diplomatique. Une dernière question se pose avant de clore cette étude : la réciprocité diplomatique est-elle le moyen unique pour parvenir à l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers devant les assurances sociales ? Réalise-t-elle surtout d'une manière parfaite l'idéal que nous poursuivons ? N'y faut-il pas voir, au contraire, une sorte de perfectionnement transitoire propre à nous faire attendre sans trop d'impatience des réformes plus complètes et plus radicales ? S'il en est ainsi, quelles sont ces réformes ?

La réciprocité diplomatique — et c'est une critique qui lui a été faite même par ses plus ardents défenseurs — est un procédé extrêmement lent.

L'élaboration des traités de travail nécessite de très longs pourparlers, et leur signature réclame la réunion d'un assez grand nombre de personnes.

D'autre part, la généralisation de ces conventions ne semble pas devoir être très rapide. La France depuis 1904 n'a signé que quatre traités de travail (un en 1904 avec l'Italie, deux en 1906 avec la Belgique et le Luxembourg, un en 1909 avec la Grande-Bretagne), et à l'heure actuelle, il n'est pas permis d'en prévoir d'autres dans un avenir rapproché. Pour qu'il puisse y avoir convention diplomatique entre deux pays, il ne suffit pas, en effet, que leurs gouvernements respectifs soient d'accord sur le principe, il est nécessaire avant tout que les législations en présence concordent sur les points essentiels. Sans doute, il ne saurait être question ici d'un marché analogue à ceux qui

s'établissent journellement au sujet de marchandises quelconques, on ne peut exiger l'équivalence absolue entre les avantages concédés de part et d'autre, l'un des deux Etats sera toujours contraint d'abandonner plus qu'il ne recevra et de rétablir l'équilibre à son profit en employant les procédés qui ont été mis en vigueur au moment de la signature du traité franco-italien. Il est nécessaire cependant qu'il existe, au moment où se fera la comparaison, un minimum d'équivalence au-dessous duquel il n'est pas possible de descendre si l'on ne veut pas faire un marché de dupes. Cette expression, qui a été employée à tort pour le traité franco-italien et franco-belge, pourrait être applicable dans le cas que nous indiquons.

C'est au sujet de cette disparité des législations que vont surgir les principales difficultés. Il n'y a pas, en effet, quoi qu'on en ait dit, de législations sœurs. « Si on les examine de près, on trouve entre elles des dissemblances profondes qui reflètent la diversité de leurs origines. Chacune d'elles porte la trace du tempérament, des mœurs, de la race, de l'histoire du peuple qu'elle régit, et c'est à cette seule condition qu'elle peut remplir son rôle national. Le désaccord éclate dans tous ses détails. En voici un exemple entre mille : la limite d'âge en dessous de laquelle l'enfant n'est pas admis à travailler à l'usine est fixée à 9 ans en Italie, 10 ans en Angleterre, en Espagne, au Danemark, 12 ans en France, en Russie, en Allemagne, en Suède, en Hollande, 14 en Autriche et en Suisse (1). »

(1) Congrès international du commerce et de l'industrie. Paris, 23 au 28 septembre 1889. Rapport de M. Emile Cheysson.

Il faudrait être aveugle, dans ces conditions, pour espérer un développement rapide des conventions diplomatiques basées sur la réciprocité. Ce développement sera d'autant plus lent que la matière des assurances dont nous nous occupons est, à coup sûr, celle qui permet le plus grand nombre d'interprétations. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à remarquer les divergences d'opinions émises en matière de retraites même sur les questions fondamentales : caractère obligatoire ou facultatif de la retraite, intervention de l'Etat, contribution des employeurs. Comment peut-on entrevoir un accord rapide entre des législations qui restent aussi divisées sur les principes ?

A cette objection, les partisans de la réciprocité diplomatique répondent que le petit nombre d'applications pratiques d'une théorie ne saurait être valablement invoqué pour la rejeter. N'y aurait-il dans le monde entier que quelques conventions diplomatiques, si l'on en éprouve des effets bienfaisants cela suffit pour faire admettre le principe. Nous reconnaissons volontiers le bien fondé de cette remarque. Mais il ne nous semble pas cependant que le traité de travail puisse donner aux disciples de l'école libérale toute satisfaction. Et c'est pourquoi nous voulons formuler maintenant contre le principe même quelques observations.

Supposons en effet pour un instant que l'accord ait été fait avec les différents pays qui nous entourent, que des conventions diplomatiques soient intervenues en grand nombre. Il est indiscutable que ces conventions ne pour-

ront être copiées sur un modèle unique ; ce qui convient à la législation de tel ou tel pays mis en présence ne peut s'adapter à d'autres législations (1).

De là résulte cet inconvénient que signalait en termes très nets notre savant professeur, M. Boissard, dans le lumineux rapport présenté au Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs en 1906, où il exposait les desiderata de la section française : « A première vue, disait-il, il semblerait que l'on ait à peu près abouti pratiquement à l'égalité de traitement en cas d'accidents du travail, puisque telle législation se réfère au principe juridique de la responsabilité civile entendue au sens large, et conséquemment ne prend pas en considération la nationalité de la victime ; puisque cette autre a adopté d'une manière générale le principe de la réciprocité ; puisque tels autres pays sont entrés petit à petit dans la voie de cette réciprocité par le moyen de dispositions législatives extensives de leur régime national d'indemnisation en faveur des sujets de quelque Etat voisin ou par des instruments diplomatiques réglant spécialement cette question dans leurs rapports avec telle ou telle autre puissance étrangère, ainsi la France avec l'Italie, le Luxembourg, la Belgique.

(1) La France a signé jusqu'à ce jour quatre conventions diplomatiques, trois d'entre elles ont une rédaction différente : la convention franco italienne de 1904, la convention franco belge de 1906, la convention franco-anglaise de 1909. Seule la convention franco-luxembourgeoise s'est choisi un modèle.

Mais à y regarder de plus près, on constate que ce régime *embrouillé, disparate* laisse subsister bien des lacunes quant à l'assimilation complète des nationaux et des étrangers au point de vue de l'indemnisation des accidents du travail. »

Ce n'est point là d'ailleurs la seule critique qui ait été faite au système de la réciprocité diplomatique, et on lui a reproché aussi à juste titre son peu de stabilité. En général — et c'est le cas pour les accords internationaux dans lesquels la France est intervenue comme partie contractante — la convention n'est applicable que pour une durée de temps très limitée. Il est loisible à chacun des deux pays signataires de la dénoncer par simple avis, et c'est là une menace qui pèse lourdement sur les uns et les autres. Nous voulons croire, avec les partisans de la réciprocité diplomatique, qu'en face des bons résultats obtenus cette éventualité ne se produira pas. Il n'en reste pas moins que la possibilité de reprendre sa parole constitue un grave danger pour l'avenir. Une semblable dénonciation ferait revivre, en sens inverse, toutes les difficultés, signalées au cours de notre étude, qui se sont produites lors de la mise en vigueur des traités de travail. Dans l'état actuel de la législation internationale, cette dénonciation est, malheureusement, possible ; elle est, par le fait, toujours à craindre (1).

(1) Enfin, la réciprocité diplomatique, nous ne faisons que le rappeler, manque totalement de générosité, elle est la réalisation pratique d'une pensée égoïste ; le marchandage qu'elle préconise s'ac-

On a donc proposé, pour arriver à l'égalité de traitement, d'autres moyens qui offriraient les avantages de la réciprocité diplomatique sans être soumis aux mêmes critiques.

Nous nous baserons pour les étudier sur les travaux de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Lors du Congrès de Genève, en 1906, la V^e commission présidée par M. le professeur Corsi (commission spécialement préposée à l'étude des questions relatives à l'assurance des ouvriers étrangers) faisait ratifier par l'assemblée générale des délégués les résolutions suivantes : « L'Association constate qu'il ressort des rapports des sections nationales qu'il est possible de réaliser par une entente internationale le principe de l'égalité des nationaux et étrangers au point de vue de l'assurance ouvrière.

« En conséquence, elle invite les sections : 1^o à présenter à la prochaine assemblée des délégués un projet de convention internationale d'abord sur l'assurance accidents, réalisant ce principe tant au point de vue du montant de l'indemnité qu'à celui des conditions nécessaires pour bénéficier de l'assurance.

« 2^o A continuer à travailler au moyen des législations nationales et des traités internationaux à la réalisation de ce principe jusqu'à ce qu'il soit pleinement reconnu par une convention internationale.

corde mal avec nos mœurs, avec l'esprit qui a présidé à l'étude des questions ouvrières en général.

« 3° A présenter à la prochaine assemblée des délégués un rapport sur la manière dont il conviendra de modifier les lois de leurs pays respectifs ou d'élaborer des lois nouvelles afin qu'elles soient conformes au principe énoncé ci-dessus. »

Sans l'avouer bien franchement, l'Association pour la protection légale des travailleurs ne considère le système de la réciprocité diplomatique que comme la première étape d'un acheminement vers une justice plus large ; la réforme, à ses yeux, ne sera complète qu'au jour de la signature d'une convention internationale analogue à celle de Berne en 1905 ou de la transformation des législations nationales dans le sens d'une extension intégrale aux personnes de nationalité étrangère.

1° *La convention internationale.* — Disons tout de suite qu'à l'heure actuelle, elle ne nous apparaît pas comme réalisable en ce qui concerne les retraites ouvrières. Dans beaucoup de pays — en France surtout — la question des assurances-vieillesse est loin d'être définitivement résolue ; il ne se passe guère de mois où un nouveau décret ne vienne éclairer telle ou telle disposition de la loi. La mise sur pied d'une convention internationale dans de pareilles conditions est pratiquement impossible ; en admettant qu'elle soit réalisée, elle ne reposerait sur aucune base solide et présenterait moins de garanties pour l'avenir que la réciprocité diplomatique elle-même. « Il y a des différences trop grandes entre les législations, des divergences trop sensibles entre les tendances mêmes des

associations ouvrières et des gouvernements pour que nous puissions demander une convention internationale en cette matière. Nous continuerons à travailler ici au moyen des législations nationales et des traités particuliers entre un Etat et l'autre à la réalisation du principe même de l'égalité de traitement (1). »

Les difficultés que nous venons de signaler ne se manifestent pas lorsqu'il s'agit des assurances-accidents, aussi trouvons-nous une déclaration très nette du professeur Corsi en faveur de la convention internationale : « M. Millerand, disait-il, a déclaré qu'il ne fallait pas embarrasser l'horizon des diplomates par des propositions de conventions internationales trop nombreuses. J'apprécie cette observation, seulement je remarque que nous ne demandons pas par cette proposition (2^e résolution de la V^e commission) qu'une convention soit proposée aux gouvernements, mais que les sections dirigent leurs études dans ce sens. Ce n'est que l'expression d'un désir que nous formulons et que nous souhaitons voir accueillir par tous. Nous croyons possibles et utiles les conventions particulières entre un Etat et un autre, mais nous croyons aussi que, pour arriver à un résultat définitif et complet, il est essentiel d'avoir une convention internationale. »

Ce système triomphe des principales objections formulées à l'encontre de la réciprocité diplomatique. Avec la

(1) Rapport de M. le professeur Corsi, Congrès de Genève, 26, 27, 28 septembre 1906.

convention internationale, en effet, il n'y a plus de régime disparate, embrouillé, confus, mais une disposition unique qui vient régulariser d'une façon uniforme, dans tous les pays signataires, la situation des nationaux et des étrangers. Cette situation devient par là même claire, nette et précise (1).

Au point de vue de la durée d'application, rien ne s'oppose à ce que les Etats signataires inscrivent dans la convention un chiffre supérieur à celui qui a été admis dans la plupart des traités diplomatiques signés à ce jour. On pourrait suivre d'ailleurs l'exemple de la convention de Berne en mai 1905 qui est restée muette sur ce point.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que la possibilité réservée aux Etats contractants de dénoncer la convention resterait ici sans portée pratique. S'il est relativement facile de briser l'engagement qui vous lie vis-à-vis d'une volonté unique, il n'en est pas de même en face de plusieurs co-contractants. Un Etat peut ne pas hésiter à s'exposer aux représailles d'un seul de ses voisins, mais il accomplira toujours difficilement un geste qui soulèverait une réprobation unanime. Plus il y aura de signatures au bas de la convention internationale, plus aussi, d'après nous, elle présentera des chances de durée.

C'est ce qui faisait dire à M. Boissard, en 1906, qu'elle était à la fois utile, réalisable et souhaitable.

(1) L'adoption d'une convention internationale supprimerait en particulier les difficultés ayant trait à la délicate question du conflit des lois.

Il faut avouer cependant que le système de la convention internationale présente aussi quelques difficultés. « Tout se ramène, disait le délégué belge, M. Wodon, à une question de rédaction. » C'est là, en effet, le point délicat, d'autant plus que cette difficulté de rédaction masque des divergences sérieuses de principe. Il faut chercher bien longuement parfois le terrain d'entente pour aboutir à la réciprocité diplomatique, ce ne sera pas chose bien aisée, à plus forte raison, lorsqu'il y aura 12 ou 15 parties en présence. Les faits sont là pour le prouver : l'idée d'une convention internationale a été lancée en 1904, et personne ne peut prévoir à quel moment exact nous sortirons du domaine de la théorie pure pour entrer dans celui de la pratique. Cette difficulté de rédaction n'est pas cependant, à nos yeux, un obstacle insurmontable. Lors de la réunion de la Conférence de Berne en 1905, elle se présentait déjà. Nous savons avec quelle rapidité elle a été solutionnée.

Plusieurs textes ont été déjà examinés d'ailleurs par l'Association internationale. Les sections française et belge s'étaient mises d'accord en 1906 sur un projet de M. Wodon, délégué belge, et elles estimaient qu'il pouvait servir de base solide à la discussion (1).

La discussion fut d'ailleurs ajournée jusqu'en 1908 au Congrès de Lucerne. Il ne fallait pas gêner, par une proposition prématurée de convention internationale, l'admirable développement des traités bilatéraux qui s'effectuait

(1) Rédigé en 5 articles, il est copié presque littéralement sur la convention franco-belge.

à cette époque, d'autant que l'Association espérait voir s'aplanir par ce moyen toutes les difficultés.

C'était là une erreur ainsi que le constatait M. Feigenwinter : « Les bons résultats obtenus nous ont compliqué la besogne. L'établissement d'un accord général et uniforme, *qui constitue le but définitif de nos efforts*, a été rendu plus difficile par les nombreux traités bilatéraux conclus à la suite de nos délibérations. »

Sans se décourager cependant, et toujours dans le but de favoriser l'élaboration d'une convention internationale, les délégués de Lucerne adoptèrent à l'unanimité les principes suivants déjà consacrés par certains traités de travail :

1° Les victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat dont elles ressortissent, ainsi que les ayants droit de ces victimes, seront, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents de travail, admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux nationaux par la législation de l'Etat où l'accident s'est produit.

2° A l'exploitation d'une entreprise de transport seront exclusivement applicables, quant à son personnel roulant, les dispositions des lois relatives aux accidents du travail du pays dans lequel se trouve le siège principal de l'entreprise, sans égard à l'importance de l'exploitation dans l'un ou l'autre pays.

Les personnes occupées dans une entreprise de transport restent sous l'empire de la loi du pays où l'entreprise

a son siège, même lorsqu'elles travaillent pour le service de cette même entreprise sur le territoire d'un autre Etat.

3° Il sera de même fait exception à la règle posée au 1° lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de l'Etat où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire d'un autre Etat. Dans ce cas, la réparation des dommages résultant de l'accident sera réglée d'après la législation du dernier Etat.

4° Lorsqu'il s'agit d'un accident du travail qui donne incontestablement droit à une indemnité, mais qu'il y a des doutes sur la question de savoir si les dommages devront être réglés par la législation sur les accidents de tel Etat ou de tel autre, le débiteur éventuel saisi en premier lieu de la demande d'indemnité aura la charge provisoire des soins et indemnités dus à l'ayant droit jusqu'à ce que la question de la responsabilité ait été définitivement tranchée. Les sommes versées conformément aux dispositions ci-dessus comme secours provisoires devront être remboursées par le débiteur définitif tenu de payer l'indemnité et seront déduites par lui, le cas échéant, de cette dernière.

5° Les autorités compétentes des Etats se prêteront mutuellement leurs bons offices pour l'application de la législation relative aux accidents du travail. Elles seront tenues de faire les enquêtes nécessaires pour constater les circonstances de fait. La procédure spéciale aux accidents

intéressant des ressortissants de divers pays devra être rendue aussi simple et aussi rapide que possible.

6° Les actes, certificats et documents passés ou délivrés par un Etat aux fins d'exécution des lois d'un autre Etat en matière d'accidents du travail jouiront, le cas échéant, des exemptions de droits fiscaux et de la délivrance gratuite stipulée par la législation de l'Etat où se fait la délivrance.

Ces notions ne nous sont point inconnues, nous les retrouvons facilement dans les différentes conventions diplomatiques que nous avons étudiées. Pour marquer encore davantage son intention de voir réaliser au plus tôt la convention internationale, l'assemblée générale des délégués de Lucerne émettait en fin de réunion la proposition suivante : « La V^e commission a soutenu les traités d'Etat à Etat parce qu'ils conduisent au traité général. Sur ce point, les sections devront tout faire pour gagner l'estime des gouvernements. L'Association prie les sections dont les pays sont en retard dans l'établissement des traités internationaux relatifs à l'assurance des ouvriers étrangers de s'occuper très activement de la question pour arriver le plus tôt possible à un accord définitif.

« Pour atteindre ce but, elle invite les sections à entrer en relations avec leurs sœurs des autres pays intéressés (1). »

(1) Amendement proposé par MM. Tischendörfer et Goldschmidt, Congrès de Lucerne, 28, 29, 30 septembre 1908.

L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs ne s'en est point tenue à cette première partie de la question, et en 1910, au Congrès de Lugano, par la bouche de M. Mahaïm, professeur à l'Université de Liège, elle formulait le vœu « qu'une commission spéciale soit nommée pour trouver les moyens par lesquels on pourra réaliser pour les ouvriers soit indigènes, soit étrangers, le même traitement non seulement dans l'assurance contre les accidents du travail, mais aussi dans toutes les branches des assurances sociales. »

Pour que la convention internationale en matière d'assurances puisse être signée sans trop attendre, il faudrait qu'un gouvernement quelconque prit l'initiative de rééditer le geste du Conseil fédéral suisse en 1905 et qu'il convoquât une conférence diplomatique internationale qui serait chargée de résoudre cet important problème.

2° *La législation nationale.* — Les gouvernements ont d'ailleurs un autre rôle à jouer, plus immédiat puisqu'il concerne leurs législations respectives. Ce serait d'introduire dans chacune de leurs lois sociales une disposition permettant d'appliquer aux étrangers comme aux nationaux l'assurance sous toutes ses formes : accident, maladie, vieillesse, invalidité, chômage et maternité. C'est là, à notre avis, sinon le seul moyen, tout au moins le plus sûr et le plus équitable pour atteindre le but poursuivi.

Bien que les Etats envisagent en général cette question au point de vue purement national, quelques améliora-

tions ont été cependant apportées au cours de ces dernières années dans les législations de différentes nations européennes. L'Allemagne, en particulier, a élargi sa zone frontière dans laquelle les nationaux et les étrangers jouissent des mêmes avantages au point de vue des assurances.

La Suisse, dont la loi fédérale sur la responsabilité civile peut être considérée comme une loi d'assurances ouvrières, traite les étrangers sur le même pied que les nationaux. L'Italie procède de la même façon.

Pourquoi les autres pays ne feraient-ils pas porter leurs efforts sur le même point ?

La législation ouvrière est, somme toute, guidée par une idée maîtresse : celle de l'assistance. Cette assistance doit s'exercer indifféremment sur les uns et sur les autres. C'est aux législations nationales qu'il appartient de réaliser cette idée généreuse qui séduit de plus en plus les esprits. Pour obéir à ce sentiment, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, dans son assemblée de Zurich (10 au 12 septembre 1912), exprimait « ses remerciements aux Etats et aux gouvernements qui ont tenu compte dans la mesure du possible, dans leur législation nationale, des principes établis par l'Association internationale ».

Cette disposition fut votée par l'assemblée générale après *une longue discussion* au sein de la commission. Les deux opinions adverses se retrouvaient en présence : l'une plus modérée qui admet le principe de l'assimilation entre nationaux et étrangers, mais qui souscrit, d'autre part, les

yeux fermés, à toutes les exceptions que le législateur trouvera sage d'y apporter ; l'autre, plus avancée, qui veut l'égalité de traitement absolue, radicale et sans aucune restriction.

Pour notre part, nous n'hésitons pas à nous rallier à ce second système qui est d'ailleurs tout à fait en harmonie avec les mœurs actuelles.

On lui fait, il est vrai, les objections suivantes : certains pays vont avoir à supporter des charges énormes en raison du grand nombre d'étrangers qu'ils hospitalisent sur leur territoire : la France, l'Allemagne, les Etats-Unis sont dans ce cas. En face d'eux, il se trouvera d'autres nations beaucoup plus favorisées, ce sont les pays d'émigration (l'Italie par exemple).

Si les seconds peuvent admettre facilement dans leurs législations nationales les dispositions qui font bénéficier les étrangers du même régime que les nationaux, il ne semble pas que les premiers puissent consentir volontiers à accomplir un geste qui doit fatalement les mettre en état d'infériorité vis-à-vis de leurs voisins. Ces voisins, il ne faut pas l'oublier, sont avant tout des concurrents. N'est-il pas imprudent au premier chef de leur donner des armes contre nous ? Et cela est si vrai, dit-on encore, que les seuls pays dont la loi se soit montrée favorable sans restriction aux étrangers sont justement ceux de la première catégorie, ceux à qui leur générosité, toute de surface, coûte le moins. L'Italie, en particulier, ne fait pas de distinction entre les étrangers et les nationaux ; mais on peut

se rendre compte que cette décision n'est pas de nature à obérer les finances italiennes.

Ces critiques nous paraissent être un retour offensif de la théorie directe basée sur l'idée de la protection du travail national qui semble avoir retrouvé, après le vote de la loi de 1910 sur les retraites, un peu de vie et d'activité.

L'argumentation que nous venons de reprendre n'est pas exemple de reproche. Elle est tout d'abord surannée. C'est elle qui a été employée chaque fois qu'il s'est agi d'inscrire dans la législation sociale une disposition plus généreuse. Il avait été question déjà de la concurrence lors de la réglementation de la durée du travail. Accomplir cette réforme, imposer à l'industrie des charges nouvelles, c'était, au dire de certains, vouer le pays à la ruine. Les faits sont là pour démontrer le contraire.

L'Angleterre, bien avant les autres nations, était entrée dans cette voie, et le magnifique développement industriel de la Grande-Bretagne pendant le *xix^e* siècle répond victorieusement à toutes les objections. Malgré les charges que lui créait sa législation, nous la voyons non seulement lutter à armes égales avec les nations concurrentes, mais encore les distancer, les battre sur le terrain économique.

On peut ajouter que cette argumentation n'est pas non plus tout à fait exacte.

Si l'industrie nationale dans certains pays est forcée de recourir à des bras étrangers, c'est donc qu'il y a production intensive, et qui donc va profiter de cette situation sinon l'industrie elle-même ? Il est bien juste, en consé-

quence, qu'elle subisse comme rançon de cette situation favorable quelques obligations supplémentaires.

« Lorsqu'un pays, disait M. Goldschmidt au Congrès de Zurich en 1912, exploite la force du prolétariat étranger, il est équitable qu'il ne renvoie pas ensuite sans indemnité dans son pays cet ouvrier blessé dans ses ateliers, épuisé par le travail qu'il lui a donné, vieilli à son service. »

Les législateurs de chaque pays devraient comprendre qu'à l'heure actuelle c'est un devoir impérieux de travailler toujours dans le sens extensif. Si ce principe pénétrait en même temps, et d'une façon égale, dans tous les Parlements, le problème serait très vite résolu. Il n'en est malheureusement pas ainsi : chaque législation règle sa conduite sur celle de l'étranger, elle estime qu'il lui faut en réserve de la monnaie de marchandage, aucune d'elles ne se décide à faire le pas décisif.

Bien qu'à notre avis ce soit surtout de la législation nationale que dépende la solution du problème, nous ne croyons pas que l'opinion soit suffisamment éclairée à ce point de vue, et il se passera encore de longues années avant que se produisent dans ce sens des réformes législatives.

Aussi sommes-nous forcé de conclure par un vœu : nous souhaitons que les traités de travail se développent de plus en plus. Par eux, on arrivera insensiblement, et comme par degrés, à la signature d'une convention internationale qui englobera tous les Etats. On ne peut mieux

faire à l'heure actuelle que de travailler à favoriser leur éclosion.

Ils ne donnent pas la solution rêvée, mais ils la préparent : c'est à ce titre seulement qu'il faut se féliciter des résultats obtenus.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. JAY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

ANNEXE I

Traité de travail franco-italien du 15 avril 1904.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Italie désirant, par des accords internationaux, assurer à la personne des travailleurs des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail et particulièrement : « 1° faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ; 2° garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière », ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française :

Son Excellence M. Camille Barrère, ambassadeur de France près Sa Majesté le roi d'Italie ;

M. Arthur Fontaine, directeur du travail au ministère du commerce de France ;

Sa Majesté le roi d'Italie :

Son Excellence M. Tommaso Tittoni, son ministre des affaires étrangères ;

Son Excellence M. Luigi Luzatti, son ministre du Trésor ;
Son Excellence M. Luigi Rava, son ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ;

Son Excellence M. le Comte Enrico Stelluti Scala, son ministre des postes et télégraphes ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Des négociations seront engagées à Paris après la ratification de la présente convention, pour la conclusion d'arrangements fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application, — exception faite pour l'arrangement relatif à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse nationale d'épargne postale d'Italie, prévu sous le paragraphe A ci-dessous, qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux.

Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontalières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux gouvernements faciliteront, par l'entremise tant des administrations postales que des caisses nationales, le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie, et des Français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France.

Ils faciliteront de même le payement en France des pensions acquises, soit par des Italiens, soit par des Français à la Caisse nationale italienne et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement.

En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement, dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et payée sur les ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux Etats contractants faciliteront, par l'entremise tant des administrations postales que de leurs caisses de retraite, le paiement en Italie des pensions acquises en France et réciproquement.

Les deux gouvernements étudieront, pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitutifs de ces indemnités, évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement, pourront être versés à la Caisse italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés, par réciprocité, pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie.

e) L'admission des ouvriers ou employés italiens, en France, à des institutions d'assurances ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français, en Italie, aux institutions de même nature, seront réglées, le cas échéant, après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Les deux parties devront se prévenir mutuellement une année à l'avance si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 2. — a) Les deux gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature des pièces à présenter aux consulats italiens, par les jeunes Italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par les dits consulats, avant délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants. Les inspecteurs du travail se feront repré-

senter les certificats à chaque visite ; ils retireront les livrets indûment détenus.

b) Le gouvernement français organisera des Comités de patronage, comprenant, autant que possible, des Italiens parmi les membres, pour les régions industrielles où seront employés en grand nombre de jeunes Italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires.

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

ART. 3. — Au cas où l'initiative sera prise, par l'un des deux Etats contractants ou par un des Etats avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre gouvernement, une réponse favorable en principe.

ART. 4. — Au moment de signer cet accord, le gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume, et particulièrement dans les régions où le travail industriel est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'autorité de l'Etat et offrant, pour l'application des lois, des garanties analogues à celles que présente le service de l'inspection du travail en France.

Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants, et notamment les prescriptions qui concernent : 1° l'interdiction du travail de nuit ; 2° l'âge d'admission au travail dans les ateliers industriels ; 3° la durée du travail journalier ; 4° l'obligation du repos hebdomadaire.

Le gouvernement italien s'engage à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants.

Le gouvernement français prend le même engagement.

Le gouvernement italien déclare en outre qu'il a l'intention

de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

ART. 5. — Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article 1^{er}, en faisant connaître son intention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie, sur les points énoncés spécialement à l'article 4, alinéa 2, faute d'une inspection suffisante, ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

ART. 6. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 15 avril 1904.

(L. S.) Camille BARRÈRE,

(L. S.) TITTONI,

(L. S.) Arthur FONTAINE,

(L. S.) L. LUZATTI,

(L. S.) L. RAVA,

(L. S.) E. STELLUTI SCALA.

PROTOCOLE.

Enfin le protocole concernant la convention franco-italienne est ainsi conçu :

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés se référant à l'article 5 de cette convention ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

La loi française sur le travail des femmes et des enfants, visée par l'article 5 de la convention, est celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900. Tou-

tefois il est entendu que, éventuellement, les modifications à ladite loi déjà votée par le Sénat français à la date du 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'article 5 de ladite convention.

La loi italienne sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'article 5 de la convention, est celle du 29 juin 1902. Il sera tenu compte, pour les appréciations prévues audit article 5 : en France, des avis de la Commission supérieure du travail dans l'industrie, établie par la loi du 2 novembre 1902, et du Conseil supérieur du travail ; en Italie, du conseil supérieur du travail organisé par la loi du 29 juin 1902.

ANNEXE II

Décret du 13 juin 1907 portant promulgation de l'arrangement signé à Paris le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du travail et de la prévoyance sociale et du ministre des finances :

Décète :

ART. 1^{er}. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé l'arrangement signé à Paris, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus à leurs nationaux dans les deux pays et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 4 juin 1907, ledit arrangement dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

ARRANGEMENT.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie et le gouvernement de la République française également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conformément aux principes énoncés dans l'article premier, § 4, de la convention signée à Rome, le 15 avril 1904, entre l'Italie et la France, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait et à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront

droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants et réciproquement.

ART. 2. — Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu, ou qui ont postérieurement cessé d'y résider.

ART. 3. — En cas d'accidents donnant lieu à enquête, avis de la clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

ART. 4. — Les chefs d'entreprise et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'identité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages et indemnités à ceux de ses nationaux qui résidaient dans son ressort au moment de l'accident.

ART. 5. — La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents assurera, suivant le tarif conventionnel annexé au présent arrangement, le risque d'indemnités aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard.

Ce tarif, établi à titre provisoire, sera aussitôt que possible révisé par les administrations compétentes des deux pays d'après les données techniques à recueillir.

ART. 6. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura constitué à la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse les rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs

représentants, les arrérages, à la demande de ces derniers, leur en seront servis par les soins de la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers.

Dans ce cas, la Caisse nationale française se libérera vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par l'envoi trimestriel du montant des arrérages échus qu'elle eût payés en France.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, la Caisse nationale française pourra se libérer vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par le versement en capital de leur valeur actuelle d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse nationale italienne au moment du versement.

ART. 7. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura versé à la Caisse nationale italienne de prévoyance les indemnités dues à des ouvriers français, cette dernière, sur leur demande, leur enverra par mandats postaux le montant des sommes qu'elle leur eût payées en Italie.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, elle pourra se libérer par le versement à la Caisse nationale française des retraites de leur valeur actuelle en capital, d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse nationale française au moment du versement.

Les indemnités allouées à la suite d'accidents mortels survenus à des Français en Italie pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations de France, qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés, sous justification de leurs droits.

ART. 8. — Les mandats postaux prévus au premier alinéa de l'article 7, ainsi que les envois de fonds par la Caisse nationale française des retraites à la Caisse nationale italienne de prévoyance, ou réciproquement, en exécution des articles pré-

cédents, feront l'objet de mandats d'office dans les conditions spécifiées à l'article 5 de l'arrangement relatif aux transferts de fonds entre les Caisses d'épargne ordinaire des deux pays.

ART. 9. — Les deux Caisses nationales garderont toujours le droit de modifier pour l'avenir leurs tarifs respectifs.

ART. 10. — L'exemption des taxes et les avantages fiscaux actuellement accordés par la loi française pour les documents à présenter afin d'obtenir le paiement des indemnités seront appliqués aussi dans le cas où ces documents seraient réclamés pour le paiement d'une indemnité conformément à la loi italienne et réciproquement.

ART. 11. — Dans le cas où un ouvrier italien ne résidant point en France ne recevrait pas à échéance les arrérages auxquels il aurait droit et ferait appel au fonds de garantie institué par la loi française, les attributions dévolues en cette matière à l'autorité municipale seraient remplies, à son égard, par l'autorité consulaire italienne à Paris, dans les conditions concertées entre les administrations compétentes des deux pays.

ART. 12. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux Caisses nationales des deux pays. Avis en devra être donné aux administrations compétentes de l'autre Etat par voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions relatives auxdits services cesseront d'avoir effet.

ART. 13. — Les administrations compétentes des deux pays détermineront de concert les justifications à produire dans les cas prévus par les articles 4, 5, 6 et 7, ainsi que les conditions d'application desdits articles aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideraient ailleurs qu'en France et en Italie. Elles arrêteront en même temps toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

ART. 14. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les deux Etats conviendront dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun d'eux.

Sauf le cas prévu par la convention du 15 avril 1904, le présent arrangement restera en vigueur pendant la durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 15. — Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière, en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera au contraire d'avoir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues pour les Caisses nationales des deux pays, sauf le règlement de comptes alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient reçu antérieurement les capitaux constitutifs. En foi de quoi, les soussignés etc.

Est annexé, en suite de ce texte, le tarif de la prime annuelle de réassurance pour 1.000 francs de salaires.

ANNEXE III

Décret du 12 juin 1906, portant promulgation de la convention signée à Paris, le 21 février 1906, entre la France et la Belgique et concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*J. off.*, 14 juin 1906).

ART. 1^{er}. — Une convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ayant été conclue, le 21 février 1906, entre la France et la Belgique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 7 juin 1906, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Maurice Rouvier, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Alfred Leghait, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Les sujets belges, victimes d'accidents du tra-

vail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de l'un des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat.

Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et aux garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation, qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 4. — Les autorités françaises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et

d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur en France et en Belgique un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective. Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le 21 février 1906.

(L. S.) Signé : ROUVIER.

(L. S.) Signé : A. LEGHAIT.

Note du 12 mars 1910, faisant suite à la convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail signée à Paris le 21 février 1906 entre la France et la Belgique (*J. off.*, 12 avril 1910, p. 3285, c. 3).

Par application de l'article 4 de ladite convention, il est convenu entre les Etats signataires qu'en cas d'accident donnant lieu à enquête, avis de la clôture de ladite enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire dans le ressort de laquelle se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin que cette autorité puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

Le présent accord n'aura effet que trois mois après sa signature.

ANNEXE IV

Décret du 10 novembre 1906 portant promulgation de la convention signée à Paris, le 27 juin 1906, entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*J. off.*, 15 novembre 1906, p. 7605).

ART. 1^{er}. — Une convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ayant été conclue à Paris, le 27 juin 1906, entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 19 octobre 1906, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

ART. 1^{er}. — Les sujets luxembourgeois victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité les sujets français victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et garanties attribuées aux sujets luxembourgeois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais fai-

sant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise.

ART. 4. — Les autorités françaises et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et dans le Grand-Duché du Luxembourg un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée, etc., etc.

ANNEXE V

Décret du 28 octobre 1910, portant promulgation de la convention signée à Paris, le 3 juillet 1909, entre la France et la Grande-Bretagne, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*J. off.*, 15 novembre 1910, p. 9431, c. 2, avec errata au *J. off.*, 17 novembre 1910, p. 9488, c. 1, et 22 novembre 1910, p. 9513, c. 3).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du
ministre du travail et de la prévoyance sociale,
Décrète :

ART. 1^{er}. — Une convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ayant été signée à Paris, le 3 juillet 1909, entre la France et la Grande-Bretagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 13 octobre 1910, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, empereur des Indes, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la France, respectivement, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Stéphen Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères,

Et Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, empereur des Indes,

Son Excellence, le très honorable sir Francis Bertie, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, empereur des Indes, près le Président de la République française.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les sujets britanniques victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets britanniques par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, complétée à leur égard dans les conditions spécifiées à l'article 5 ci-après.

ART. 2. — Toutefois, la présente convention ne sera point applicable aux personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat.

Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entre-

prises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les autorités françaises et britanniques se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 4. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle sera appliquée en France et dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour tous les accidents survenus un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective, et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 5. — Toutefois la ratification prévue à l'article précédent ne pourra intervenir que lorsque la législation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sur les accidents du travail actuellement en vigueur, aura été complétée, en ce qui concerne les accidents du travail survenus à des Français, par des dispositions spécifiant :

a) Que les indemnités dues seront, dans tous les cas, obligatoirement fixées par la Cour du comté ;

b) Qu'en cas de rachat de ces indemnités la somme due, toutes les fois qu'elle représentera le capital constitutif d'une rente supérieure à 400 francs (4 L.), devra être versée à la Cour, pour être employée, par ses soins, à la constitution d'une rente viagère au profit des bénéficiaires ;

c) Que dans les cas où le capital représentatif de l'indemnité aura été versé par le chef de l'entreprise à la Cour du comté, si la victime d'accident revient résider en France, ou bien si ses représentants y résidaient au moment de sa mort, ou reviennent y résider ultérieurement, le montant dû à la victime ou à ses représentants sera, par les soins de la Cour,

versé à la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse, qui en emploiera le montant à la constitution de rentes d'après son tarif au moment du versement, et que dans le cas où le capital n'aura pas été versé à la Cour, et où la victime d'accident reviendra résider en France, l'indemnité sera remise au bénéficiaire par les soins de la Cour à des époques et dans des conditions dont conviendront les administrations compétentes des deux pays ;

d) Que pour tous les actes accomplis par la Cour du comté en vertu de la législation sur les accidents du travail, aussi bien qu'en exécution de la présente convention, les Français seront exempts de tous frais, impôts et taxes ;

e) Qu'il sera produit au début de chaque année au département du travail et de la prévoyance sociale par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour le Home Department, copie de toutes les décisions judiciaires rendues pendant l'année précédente à la suite des accidents survenus à des Français dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 3 juillet 1909.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) Signé : FRANCIS BERTIE.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre du travail et de la prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 octobre 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République,

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Note concertée entre les administrations française et britannique en vue de l'application de l'article 5 de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne, au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*J. off.*, 15 novembre 1910, p. 9342, c. 2).

En exécution de l'article 5, lettre C, *in fine*, de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les administrations compétentes française et britannique ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

« Les paiements prévus à l'article 5, lettre C, *in fine*, de la convention franco-britannique du 3 juillet 1909 seront effectués par trimestre, à terme échu. »

La victime de l'accident qui reviendra résider en France devra en donner préalablement avis au registrar de la Cour du comté qui aura fixé l'indemnité afin que celle-ci lui remette un certificat d'expertise médicale relatant la nature de son incapacité et détermine, après avoir entendu les parties, les époques auxquelles devront être produits, à l'appui de la demande de paiement de l'indemnité due, des certificats médicaux attestant la persistance de cette incapacité.

A l'effet d'obtenir les paiements susvisés, la victime d'accident qui sera revenue résider en France se fera délivrer chaque trimestre, par le maire de la commune de la résidence, un certificat de vie auquel elle joindra, aux époques qu'aura déterminées à cet effet la Cour du comté, un certificat médical établi par un médecin chargé d'un service administratif dans le département et qui attestera la persistance de l'incapacité relatée au certificat d'expertise médicale remis à la victime par la Cour du comté.

En cas de mort de la victime, ses ayants droit, pour les sommes qui lui resteraient dues, joindront à leur demande

de paiement l'acte de décès de la victime et un acte établissant leur qualité.

Les pièces, spécifiées aux deux alinéas qui précèdent, seront adressées, avec la demande de paiement, à l'autorité consulaire française dans le ressort de laquelle se trouvait la Cour du comté qui aura fixé l'indemnité.

Cette autorité fera diligence pour adresser les pièces au registrar de la Cour du comté et obtenir paiement des sommes dues. Elle recevra les dites sommes sans frais et les adressera à leurs destinataires.

Arrêté du ministre des affaires étrangères du 19 novembre 1910 concernant les dépôts et recouvrements de fonds prévus par l'accord administratif annexé à l'arrangement franco-britannique du 3 juillet 1909, relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail (*J. off.*, 7 décembre 1910, p. 9897, c. 3).

Le ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 5, alinéa *d*, de l'arrangement franco-britannique du 3 juillet 1909 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ;

Vu l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

Vu la première disposition générale (§ 2) du tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires ;

Vu les articles 175 et 178 du même tarif ;

Vu la note annexée à son article 178,

Arrête :

Article unique. — Les dépôts et recouvrements de fonds prévus par l'accord administratif annexé à l'arrangement franco-britannique du 3 juillet 1909, seront exempts du droit de chancellerie de 20/0.

Fait à Paris, le 19 novembre 1910.

S. PICHON.

ANNEXE VI

Traité de commerce entre la Suisse et l'Italie, du 13 juillet 1904 (1).

ART. 17. — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie à l'égard des assurances ouvrières, dans le but d'assurer, par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1905, p. 128.

ANNEXE VII

Traité de commerce entre l'empire d'Allemagne et l'Italie,
du 3 décembre 1904 (1).

Le traité contient, dans son article 4, la disposition suivante qui devient l'article 2, § *a*, du traité de 1891.

ART. 2, § *a*. — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Allemagne et des ouvriers allemands en Italie à l'égard des assurances ouvrières dans le but d'assurer, par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents. Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1905, p. 128.

ANNEXE VIII

Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, du 15 avril 1905.

Convention signée le 15 avril 1905 entre le Grand-Duché et la Belgique, au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir d'assurer aux ressortissants de leurs Etats respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

M. le baron de Favereau, membre du Sénat, etc..., son ministre des affaires étrangères ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, M. le comte de Marchant d'Ansembourg, chambellan de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, etc..., son chargé d'affaires près Sa Majesté le Roi des Belges ; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Les ouvriers luxembourgeois victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets belges. Par réciprocité, les ouvriers belges victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis

au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois.

ART. 2. — Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers sans distinction de nationalité, qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus, sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat, auquel cas la législation de ce dernier Etat sera seule applicable.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 48, n° 2, et de l'article 49, alinéa 4, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 sont suspendues expressément au profit des ayants droit de nationalité belge.

ART. 4. — Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente convention seront semblablement applicables aux personnes que les lois de chacun des Etats contractants assimilent aux ouvriers en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 5. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation luxembourgeoise sur les accidents du travail, sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge. Réciproquement les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation et qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise.

ART. 6. — Les autorités luxembourgeoises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 7. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans

les formes prescrites par la législation des deux pays et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles le 15 avril 1905.

(L. S.) Signé : Le comte d'ANSEMBOURG.

(L. S.) Signé : FAVEREAU.

La convention ci-dessus a été ratifiée et l'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 25 octobre 1905 (1).

(1) Office du travail belge, *Revue du travail*, p. 1080, 1905.

ANNEXE IX

**Traité entre l'Empire d'Allemagne et le Grand-Duché de
Luxembourg, du 2 septembre 1905.**

*Arrangement signé le 2 septembre 1905 entre le Grand-Duché
et l'Empire allemand au sujet de l'assurance-accident.*

ART. 1^{er}. — A défaut d'autres accords intervenus entre les assureurs compétents des deux Etats et ratifiés par le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Chancelier de l'Empire allemand, les exploitations assurées obligatoirement d'après les lois d'assurance-accidents des deux Etats (exception faite pour les exploitations agricoles et forestières), sont soumises, en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat et pour la durée de leur emploi, à l'assurance-accidents de l'Etat dans lequel se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale.

N'est considérée, au sens de l'arrangement, comme « partie d'exploitation étendant passagèrement son activité », que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois. Pour chaque partie de l'exploitation, ce laps de temps est compté séparément.

Doivent être aussi considérés comme passagèrement occupés : le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains qui le traversent et les personnes qui, sans changer le siège de leurs fonctions, sont, en cas d'urgence, envoyées moins de 6 mois dans le domaine de l'autre Etat, pour les besoins du service des chemins de fer.

ART. 2. — S'il s'élève des doutes sur le point de savoir si, d'après les dispositions de l'article 1^{er}, les lois d'assurances contre les accidents de l'un ou de l'autre État doivent être appliquées, — à défaut d'entente entre les assureurs des deux pays entre eux et avec l'entrepreneur de l'exploitation et aussi au cas de procédure d'indemnité avec l'ayant droit — les autorités de l'Etat dans lequel auront été accomplis les travaux de l'exploitation cause du différend — en l'occurrence pour le Luxembourg, le gouvernement, — pour l'Empire allemand, l'administration impériale des assurances, — tranchent la difficulté avec compétence exclusive et en dernier ressort.

La décision rendue conformément au paragraphe 1^{er} s'applique aux assureurs dans l'autre Etat et sert de règle sans effet rétroactif pour la procédure à suivre, et notamment aux questions de contribution, d'indemnité, et pour savoir si les organisations dans l'un ou dans l'autre pays sont compétentes pour le traitement ultérieur de l'affaire.

Avant la décision dont il est question au paragraphe 1^{er}, l'assureur intéressé, l'entrepreneur, et, en cas de procédure d'indemnité, l'ayant droit, peuvent être entendus ; la décision intervenue doit être signifiée à l'intéressé.

ART. 3. — S'il s'agit d'un accident donnant sans aucun doute lieu à indemnité, mais que des difficultés subsistent sur le point de savoir s'il incombe aux assureurs de l'un ou l'autre Etat, le premier assureur, saisi de l'affaire conformément aux prescriptions légales valables pour lui, doit, en attendant, prendre soin de l'ayant droit.

La charge définitive en incombe à l'assureur désigné à bref délai comme tenu d'indemniser.

ART. 4. — Si, d'après les principes de cet arrangement, des exploitations isolées ou des parties d'exploitation ont à passer de l'assurance-accidents d'un pays à celle d'un autre, cette mutation n'a lieu qu'à la fin de l'exercice courant. S'il y a entente entre les assureurs des deux Etats, la mutation avec

effets de droit pour tous les intéressés peut être reportée au moment de l'entrée en vigueur du présent arrangement (art. 7).

Les obligations, résultant d'accidents qui se sont produits avant l'époque de la mutation, doivent être remplies par celui des assureurs chez lequel l'exploitation, cause de l'accident, était assurée avant la mutation.

ART. 5. — Dans l'application des règles de l'assurance-accidents — en particulier dans les constatations d'accidents qui incombent à l'assurance-accidents d'un pays, mais qui se produisent sur le territoire de l'autre Etat —, les organisations et juridictions compétentes se prêteront une aide mutuelle, sans préjudice de leur obligation de constater d'office ces accidents.

ART. 6. — Les mesures précédentes sont applicables à ceux des employés de l'Empire d'Allemagne, de l'un des Etats de l'Union allemande, ou d'une circonscription administrative allemande, employés dans les exploitations assurées obligatoirement et de l'espèce désignée à l'article 1^{er}, pour lesquels existent toutefois (à la place de l'assurance-accidents allemande), des mesures de secours au cas d'accidents, au sens du paragraphe 7 de la loi allemande d'assurance contre les accidents industriels.

Dans ces cas, à la place de l'administration impériale d'assurance appelée à décider aux termes de l'article 2, prennent la décision, pour les employés impériaux, le Chancelier impérial, pour les employés d'Etat et les employés des circonscriptions administratives l'autorité centrale des Etats particuliers.

Dans l'application des lois allemandes de protection contre les accidents, les prescriptions de ces lois concernant la mise en valeur de tous autres droits nés d'accidents et fondés d'après les lois allemandes sont aussi valables pour les recours provoqués par un accident arrivé en territoire luxembourgeois et fondés d'après les lois du Luxembourg.

ART. 7. — Cet arrangement entrera en vigueur au com-

mencement du mois qui suivra sa conclusion. Il peut, de part et d'autre, être dénoncé le 1^{er} janvier de chaque année, pour ladite dénonciation produire son effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

En foi de quoi, les représentants des deux Etats ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Expédié en double original à Luxembourg, le 2 septembre 1905. Signé : EYSCHEN (*L. S.*) ; C. PUCKLER (*L. S.*).

BIBLIOGRAPHIE

1^o Ouvrages spéciaux.

- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, 5^e édit., t. I, § 31, pp. 131 et suiv.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.** — Du louage, 2^e édit., 1942-1944.
- Bellamy-Brown.** — La protection internationale des travailleurs et les accidents de travail. Thèse Paris, 1909.
- Bellom.** — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger.
- Cabouat.** — Traité des accidents du travail, t. I, pp. 417 à 429 ; t. II, n^{os} 250, 269, 771, 773.
- Combes de l'Estrade.** — La vie internationale.
- Dalloz.** — Nouveau Code civil annoté. Loi de 1898, art. 3.
— Traité des retraites ouvrières et paysannes.
- Demolombe.** — Traité de la publication, des effets et de la promulgation des lois, t. I, n^o 40, p. 45.
- Ducrocq.** — Droit administratif, t. I, n^{os} 60 et suiv.
- Dupré.** — La protection internationale des travailleurs. Thèse Paris, 1908.
- Fiore (P.).** — Droit international privé, pp. 54 et suiv., trad. Pradier-Fodéré.
- Jay (Raoul).** — La protection légale des travailleurs.
- Lainé.** — Introduction au droit international privé, t. II, pp. 218 et suiv.
- Laurent.** — Droit civil international, t. VIII, p. 79.
- Loubat.** — Traité sur le risque professionnel, 2^e éd., n^{os} 209, 211, 212, 213.
- Merlin.** — *Répertoire*. Effet rétroactif, sect. 3, § 1.
- Métin (Albert).** — Les traités ouvriers (accords internationaux de prévoyance et du travail), pp. 105 et suiv.
- Mourral et Berthiot.** — Les accidents en droit international, 2^e édit., pp. 211 et suiv.
- Le Paulmier.** — Manuel des accidents du travail, p. 82.
- Planiol.** — Traité de droit civil, 5^e édit., t. I, n^o 241 et suiv.

- Paul Pic.** — Traité de législation industrielle, 4^e édit., nos 1413, note 4, p. 141.
- Raffali.** — De l'application des lois d'assurances aux ouvriers étrangers. Thèse 1908, pp. 19, 29, 53 et 54, 83 et 84, 168.
- Raynaud.** — Le droit international ouvrier, pp. 4, 69, 83, 101, 111, 127, 133, 140.
- Les accidents du travail des ouvriers étrangers. Thèse Paris, 1902.
- Sachet.** — Traité théorique et pratique des accidents du travail, 3^e édit., pp. 106 et suiv., 215, 239 et suiv.
- Serre.** — Les accidents du travail, 3^e édit., p. 101
- Sourdat.** — Traité de la responsabilité, 5^e édit., p. 1531.
- Weiss.** — Traité de droit international, 3^e édit., t. III, pp. 85 et suiv. ; t. IV, pp. 390 et 391.

2^e Répertoires périodiques, revues et journaux.

- American Law Review*, t. XXXI, p. 625.
- Dalloz, Répertoire périodique et Supplément, Vis Responsabilité civile, accident du travail, Retraites ouvrières.*
- Dalloz, Jurisprudence générale*, 1900.4.20, 1908.1.371, 1910.2.209, 237, 297, 1911.1.118, 1911.2.308 et 309.
- France judiciaire*, 1900.2.204.
- Gazette du Palais*, 1900.2.597, 1900.2.182, 1911.1.745.
- Gazette des Tribunaux*, n^{os} du 22 mars 1912 et du 17 mars 1913.
- Le Greffier*, 1909, p. 506.
- Journal de droit international privé*, publié sous la direction de M. Edouard Clunet : 1892, pp. 1064 et suiv. ; 1900, pp. 526 et suiv. ; 1902, pp. 99 et suiv., pp. 310 et suiv. ; 1906, pp. 115 et suiv., pp. 216 et suiv., pp. 301 et suiv. ; 1909, pp. 68 et suiv. Article de M. Sicoré ; 1910, pp. 668. Note de M. Perroud sous arrêt ; 1911, pp. 178, 181, 877, 1073. Articles de MM. Perroud et Raynaud ; 1912, pp. 385 à 395. Article de M. Perroud.
- Journal officiel* : 3 juillet 1898, p. 1966 ; 21 juin 1901, pp. 1476 et 1478 ; 28 juin 1901, p. 1595 ; 21 juin 1905, p. 1474 ; 8, 9, 15 et 16 novembre 1905, pp. 3072, 3095, 3222, 3253 ; 15 novembre 1906, p. 7605 ; 21 janvier 1910, pp. 68 et 69 ; 12 avril 1910, p. 3285, c. 3 ; 15 novembre 1910, p. 9431, c. 2 ; 22 novembre 1910, p. 9513, c. 3 ; 7 décembre 1910, p. 9897, c. 3.
- La Loi*, 31 janvier 1896.
- Office international du travail (Bulletin)* : 1906, p. 1 ; 1907, p. 454 ; (*Jurisprudence*) : 1905, p. 128 ; 1906, n^o 9, p. 517.

Office du travail belge. Revue du travail, p. 1080, 1905.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale : 1901,

Le risque professionnel de l'ouvrier étranger, par de St-Charles, pp. 54 et 57 ; 1903, La réciprocité en matière d'accidents du travail, par M. Barthélémy Raynaud, pp. 139 et suiv. ; 1907, L'assurance ouvrière et les ouvriers étrangers, par M. Henri Barraud, pp. 305 à 375.

Rapports sur les travaux des Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs : Bâle, 1901 ; Cologne, 1902 ; Bâle, 1904 ; Genève, 1906 ; Lucerne, 1908 ; Lugano, 1910 ; Zurich, 1912. Bibliothèque du Musée Social, Paris.

Recensement professionnel de 1896, vol. 4, p. 9.

Recueil des accidents du travail : 1901-1902, pp. 48 et 30 ; 1903-1904, p. 265 ; 1905-1906, p. 415 ; 1907-1908, p. 279 ; 1910, p. 243.

Revue de droit international privé : 1896, p. 251 ; 1904, pp. 132 et 135 ; 1905, pp. 38, 384, 539, 749 ; 1907, p. 245 ; 1910, Les conventions internationales sur les accidents du travail, par M. Capitant. Différents articles de M. Feigenwinter sur la question des ouvriers étrangers, 1905 à 1911.

Riv. di diritto internat. : 1909, Article de M. Anzilotti, pp. 75 et suiv.

Sirey, Répertoire de jurisprudence : 1901.2.45, 1901.4.1, 1911.1.377, 1911.2.46.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

LES OUVRIERS ÉTRANGERS ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

CHAPITRE I. — Avant la loi de 1898	13
CHAPITRE II. — Du principe d'assimilation entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers dans les lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905.	22
SECTION I. — <i>Cas de l'incapacité temporaire.</i>	26
SECTION II. — <i>Cas de l'incapacité permanente, partielle ou ab-</i> <i>solue</i>	29
SECTION III. — <i>Cas d'un accident mortel</i>	29
CHAPITRE III. — Des dispositions exceptionnelles rela- tives aux ouvriers étrangers dans les lois du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905.	33
SECTION I. — <i>De la résidence.</i>	38
SECTION II. — <i>Des dispositions exceptionnelles de l'article 3 re-</i> <i>latives à l'ouvrier étranger lui-même.</i>	45
§ 1. — Règle de l'article 3, alinéa 16	45
§ 2. — L'ouvrier ne réside pas en France au moment de l'accident	46
§ 3. — La déclaration faite par un ouvrier étranger qu'il va cesser de résider en France suffit-elle pour permettre la conversion de la rente en capital ?	50

§ 4. — La conversion de la rente en un capital égal à trois annuités est-elle irrévocable ?	52
§ 5. — L'ouvrier a-t-il le droit de quitter la France et par conséquent de demander conversion de la rente en un capital égal à trois annuités avant que soit expiré le délai de trois ans pendant lequel il y a possibilité de révision ?	54
SECTION III. — <i>Des dispositions exceptionnelles de l'article 3 relatives aux représentants étrangers de l'ouvrier étranger</i> (art. 3, §§ 17 et 18).	
§ 1. — Les représentants étrangers de l'ouvrier étranger ne résident point en France au moment de l'accident	59
§ 2. — Les ayants droit étrangers de l'ouvrier étranger résidaient en France au moment de l'accident, mais ils quittent le territoire après l'accident.	67
§ 3. — L'existence de représentants qui ne résident pas en France peut-elle influencer sur la rente de ceux qui y résident ?	72
§ 4. — Cas où les ayants droit étrangers de l'ouvrier étranger résident en France au moment de l'accident alors que la victime n'y résidait point	79
CHAPITRE IV. — Des conflits de lois en matière d'accidents du travail	
SECTION I. — <i>De la jurisprudence française</i>	85
SECTION II. — <i>La jurisprudence étrangère</i>	91
§ 1. — Des pays étrangers où l'on trouve une jurisprudence constante	91
A. — En faveur de la loi du lieu de l'accident.	91
B. — En faveur de la loi du lieu du contrat.	95
§ 2. — Des pays étrangers où la jurisprudence a varié.	98
SECTION III. — <i>La doctrine</i>	102
CHAPITRE V. — Les conventions diplomatiques en matière d'accidents du travail	
SECTION I. — <i>Traité franco-italien de 1904</i>	121
1° Rétroactivité de l'arrangement franco-italien de 1906.	133

2° La Convention franco-italienne permet-elle à l'ouvrier italien qui cesse de résider en France d'opter entre ses dispositions et celles de la loi de 1898	142
SECTION II. — <i>Convention franco-belge du 21 février 1906.</i> <i>Convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906</i>	152
SECTION III. — <i>Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909. .</i>	160
SECTION IV. — <i>Accords intervenus entre pays étrangers. . . .</i>	166
1° Arrangement italo-suisse	166
2° — italo-allemand.	167
3° — austro-allemand.	167
4° — belgo-luxembourgeois	168
5° — germano-luxembourgeois.	168
6° — germano-belge.	168
7° — austro-italien	169
8° — austro-américain.	169

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉTRANGERS ET LA LOI DU 5 AVRIL 1910	171
CHAPITRE I. — De 1875 à 1910.	174
CHAPITRE II. — Les étrangers et la loi de 1910	187
SECTION I. — <i>Loi du 5 avril 1910 (Vue d'ensemble).</i>	187
SECTION II. — <i>Dispositions relatives aux étrangers dans la loi du 5 avril 1910</i>	192
§ 1. — Des patrons étrangers	193
§ 2. — Des assurés obligatoires	197
§ 3. — Des assurés facultatifs	220
CHAPITRE III. — <i>Revue de la législation étrangère. . .</i>	232
CHAPITRE IV. — <i>Les conventions diplomatiques en matière de retraites ouvrières</i>	237

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION. VERS L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT. LA SOLUTION D'AVENIR.	245
ANNEXES	275
BIBLIOGRAPHIE.	307

Imp. J. Thevenot. — Saint-Dizier (Haute-Marne).
